



**RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:**

**Bid Receiving - PWGSC / Réception des
soumissions - TPSGC**

11 Laurier St. / 11, rue Laurier

Place du Portage, Phase III

Core 0B2 / Noyau 0B2

Gatineau

Québec

K1A 0S5

Bid Fax: (819) 997-9776

**REQUEST FOR PROPOSAL
DEMANDE DE PROPOSITION**

**Proposal To: Public Works and Government
Services Canada**

We hereby offer to sell to Her Majesty the Queen in right of Canada, in accordance with the terms and conditions set out herein, referred to herein or attached hereto, the goods, services, and construction listed herein and on any attached sheets at the price(s) set out therefor.

**Proposition aux: Travaux Publics et Services
Gouvernementaux Canada**

Nous offrons par la présente de vendre à Sa Majesté la Reine du chef du Canada, aux conditions énoncées ou incluses par référence dans la présente et aux annexes ci-jointes, les biens, services et construction énumérés ici sur toute feuille ci-annexée, au(x) prix indiqué(s).

Comments - Commentaires

THIS DOCUMENT CONTAINS A SECURITY
REQUIREMENT. / DOCUMENT CONTIENT DES
EXIGENCES RELATIVES A SECURITE

Vendor/Firm Name and Address

Raison sociale et adresse du

fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution

Informatics Professional Services Division / Division des
services professionnels en informatique

11 Laurier St., / 11, rue Laurier

4C2, Place du Portage

Gatineau

Québec

K1A 0S5

Title - Sujet SA & A SERVICES - fra	
Solicitation No. - N° de l'invitation W7714-125509/A	Date 2017-02-08
Client Reference No. - N° de référence du client W7714-125509	
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$IPS-006-31062	
File No. - N° de dossier 006ips.W7714-125509	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2017-03-01	Time Zone Fuseau horaire Eastern Standard Time EST
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input checked="" type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Aresta, Arden	Buyer Id - Id de l'acheteur 006ips
Telephone No. - N° de téléphone (873) 469-4958 ()	FAX No. - N° de FAX (819) 956-5078
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: DEPARTMENT OF NATIONAL DEFENCE BLDG 29 RECEIVING 3701 CARLING AVE OTTAWA Ontario K1A0Z4 Canada	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée See Herein	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

DEMANDE DE SOUMISSIONS
POUR LE CONTRAT CONCLU DANS LE CADRE DE L'ARRANGEMENT
EN MATIÈRE D'APPROVISIONNEMENT (AMA) POUR DES SERVICES
PROFESSIONNELS EN INFORMATIQUE CENTRÉS SUR LES TÂCHES
(SPICT)
POUR
MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE

RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT POUR LA DÉFENSE CANADA

Table des matières

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX	4
1.1 Introduction.....	4
1.2 Programme.....	4
1.3 Compte rendu	6
PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES	7
2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées	7
2.2 Présentation des soumissions.....	7
2.3 Demandes de renseignements en période de soumission.....	7
2.4 Ancien fonctionnaire	8
2.5 Lois applicables	9
2.6 Améliorations apportées au besoin pendant la demande de soumissions	10
2.7 Données volumétriques.....	10
PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS.....	11
3.1 Instructions pour la préparation des soumissions	11
3.2 Section I : Soumission technique.....	13
3.3 Section II : Soumission financière.....	16
3.4 Section III : Attestations.....	16
PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION	17
4.1 Procédures d'évaluation.....	17
4.2 Évaluation technique	17
4.3 Évaluation financière	19

4.4	Méthode de sélection.....	21
PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES		22
5.1	Attestations préalables à l'attribution du contrat et renseignements supplémentaires .	22
5.2	Attestations supplémentaires préalables à l'attribution du contrat	22
PARTIE 6 – EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ, EXIGENCES FINANCIÈRES ET AUTRES EXIGENCES		24
6.1	Exigences relatives à la sécurité.....	24
6.2	Capacité financière	24
6.3	Capacité financière	24
PARTIE 7 – CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT		25
7.1	Exigences	25
7.2	Autorisation de tâche	25
7.3	Garantie des travaux minimums	28
7.4	Clauses et conditions uniformisées	28
7.5	Exigences relatives à la sécurité.....	29
7.6	Période du contrat	30
7.7	Responsables	31
7.8	Divulgence proactive des contrats conclus avec d'anciens fonctionnaires.....	32
7.9	Paiement.....	32
7.10	Instructions relatives à la facturation	34
7.11	Attestations.....	35
7.12	Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Manquement de la part de l'entrepreneur	35
7.13	Lois applicables	35
7.14	Ordre de priorité des documents	35
7.15	Contrat de défense.....	36
7.16	Ressortissants étrangers (entrepreneur canadien).....	36
7.17	Ressortissants étrangers (entrepreneur étranger).....	36
7.18	Exigences en matière d'assurances.....	36
7.19	Programme des marchandises contrôlées.....	38
7.20	Entrepreneur en coentreprise.....	38

7.21	Services professionnels – Généralités.....	39
7.22	Préservation des supports électroniques	40
7.23	Déclarations et garanties	40
7.24	Accès aux biens et aux installations du Canada.....	40
7.25	Services de transition à la fin du contrat.....	40
7.26	Responsabilités relatives au protocole d'identification	41

Liste des annexes du contrat subséquent :

Annexe A Énoncé des travaux

APPENDICE A DE L'ANNEXE A : PROCÉDURE D'ATTRIBUTION DE TÂCHES

APPENDICE B DE L'ANNEXE A : FORMULAIRE D'AUTORISATION DE TÂCHE

APPENDICE C DE L'ANNEXE A : CRITÈRES D'ÉVALUATION DES RESSOURCES ET TABLEAU DE RÉPONSE

APPENDICE D DE L'ANNEXE A : ATTESTATIONS À L'ÉTAPE DE L'AUTORISATION DE TÂCHE

Annexe B Base de paiement

Annexe C Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité (LVERS)

APPENDICE A DE L'ANNEXE A : Guide de sécurité supplémentaire LVERS

Liste des documents joints à la Partie 3 (Instructions pour la préparation des soumissions)

- Pièce jointe 3.1 : FORMULAIRE DE PRÉSENTATION DE LA SOUMISSION

Liste des documents joints à la Partie 4 (Procédures d'évaluation et méthode de sélection)

- Pièce jointe 4.1 : CRITÈRES D'ÉVALUATION DES SOUMISSIONS

- Pièce jointe 4.2 : BARÈME DE PRIX

Liste des documents joints à la Partie 5 (Attestations)

- Pièce jointe 5.1 : Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation

DEMANDE DE SOUMISSIONS

**POUR LE CONTRAT CONCLU DANS LE CADRE DE L'ARRANGEMENT
EN MATIÈRE D'APPROVISIONNEMENT (AMA) POUR DES SERVICES
PROFESSIONNELS EN INFORMATIQUE CENTRÉS SUR LES TÂCHES
(SPICT)
POUR
MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE**

RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT POUR LA DÉFENSE CANADA

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1.1 Introduction

Dans le présent document, on énumère les modalités qui s'appliquent à la demande de soumissions. Le présent document contient sept parties ainsi que des annexes et des pièces jointes, comme suit :

Partie 1 Renseignements généraux : Renferme une description générale du besoin.

Partie 2 Instructions à l'intention des soumissionnaires : Renferme les instructions, les clauses et les conditions relatives à la demande de soumissions.

Partie 3 Instructions pour la préparation des soumissions : Donne aux soumissionnaires les instructions pour préparer leur soumission.

Partie 4 Procédures d'évaluation et méthode de sélection : Décrit la façon dont se déroulera l'évaluation et présente les critères d'évaluation auxquels il faut satisfaire dans la soumission, s'il y a lieu, ainsi que la méthode de sélection.

Partie 5 Attestations : Renferme les attestations à fournir.

Partie 6 Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et autres exigences : Renferme des exigences particulières auxquelles les soumissionnaires doivent répondre.

Partie 7 Clauses du contrat subséquent : Renferme les clauses et les conditions qui s'appliqueront à tout contrat subséquent.

Les annexes comprennent l'énoncé des travaux et toute autre annexe.

1.2 Programme

- (a) La présente demande de soumissions vise à répondre au besoin de ministère de la Défense nationale (MDN), recherche et développement pour la défense Canada (RDDC) (le « **client** ») en matière de SPICT dans le cadre de l'AMA des SPICT.
- (b) Elle vise l'attribution d'un contrat de trois années chacun, assortis de trois options irrévocables d'une année, qui permettent au Canada de prolonger la durée du contrat.
- (c) Ce besoin comporte des exigences relatives à la sécurité. Pour de plus amples renseignements, consulter la Partie 6, Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et autres exigences,

et la Partie 7, Clauses du contrat subséquent. Pour en savoir plus sur le filtrage de sécurité du personnel et de l'organisation ainsi que sur les clauses de sécurité, les soumissionnaires devraient consulter le site Web du Programme de sécurité industrielle de TPSGC (<http://ssi-iss.tpsgc-pwgsc.gc.ca/index-fra.html>).

- (d) Ce besoin est assujéti aux dispositions de l'Accord sur les marchés publics de l'Organisation mondiale du commerce, de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), de l'Accord de libre-échange Canada-Chili, de l'Accord de libre-échange entre le Canada et le Pérou, de l'Accord de libre-échange Canada-Colombie, de l'Accord de libre-échange Canada-Panama et de l'Accord sur le commerce intérieur.
- (e) Le Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi s'applique au présent besoin; voir la Partie 5 – Attestations, la Partie 7 – Clauses du contrat subséquent, et la pièce jointe intitulée « Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation ».
- (f) Ce besoin est assujéti au Programme des marchandises contrôlées. *La Loi sur la production de défense définit les marchandises contrôlées comme certains biens matériels figurant sur la Liste des marchandises d'exportation contrôlée, un règlement pris en vertu de la Loi sur les licences d'exportation et d'importation (LLEI).*
- (g) Seuls les titulaires d'AMA pour des SPICT qui détiennent actuellement un AMA pour des SPICT au palier 2, dans tous les catégories de ressources et dans la région de la Capitale nationale dans le cadre de la série d'AMA n° EN578-055605 peuvent soumissionner. L'AMA pour des SPICT n° EN578-055605 est incorporé par renvoi et fait partie de la présente demande de soumissions, comme s'il y était formellement reproduit, et est assujéti aux conditions contenues dans la présente demande de soumissions. Les conditions en lettres majuscules qui ne sont pas définies dans la présente demande de soumissions ont le sens qui leur a été donné dans l'AMA pour les SPICT.
- (h) Les titulaires d'AMA invités à soumissionner à titre de coentreprise doivent présenter une soumission à ce titre et ne doivent pas former une autre coentreprise pour soumissionner. Toute coentreprise doit déjà avoir été sélectionnée dans le cadre de l'AMA n° EN578-055605 au moment de la clôture des soumissions pour pouvoir présenter une soumission.
- (i) Les catégories de personnel énumérées ci-dessous doivent être fournies sur demande, conformément à l'Annexe A de l'AMA pour des SPICT.

CATÉGORIE DE RESSOURCES	NIVEAU D'EXPERTISE
C.1 Consultant en protection et en planification stratégiques de la sécurité des TI Spécialiste en gestion du risque	3
C.2 Analyste des méthodes, politiques et procédures en sécurité des TI	2
C.3 Analyste de la C et A et des EMR en sécurité des TI	3
C.5 Spécialiste de l'ICP	3
C.6 Ingénieur en sécurité des TI	2

C.7 Spécialiste en conception de sécurité des TI	2
C.8 Analyste de la sécurité des réseaux	3
C.12 Spécialiste de gestion des incidents	3
C.13 Spécialiste de la sécurité physique	3
C.17 Spécialiste en sécurité des émissions (EMSEC)	3

1.3 Compte rendu

Après l'attribution du contrat, les soumissionnaires peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande de soumissions. Ils doivent en faire la demande à l'autorité contractante dans les 15 jours ouvrables suivant la réception des résultats du processus de demande de soumissions. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées

- (a) Toutes les instructions, clauses et conditions indiquées dans la demande de soumissions par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par TPSGC.
- (b) Les soumissionnaires qui présentent une soumission s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la demande de soumissions, et acceptent les clauses et les conditions du contrat subséquent.
- (c) Le document 2003 (2016-04-04), Instructions uniformisées – biens ou services – besoins concurrentiels, est intégré par renvoi dans la demande de soumissions et en fait partie intégrante. En cas de contradiction entre les dispositions de la clause 2003 et celles du présent document, ce sont les dispositions de ce dernier qui prévalent.
- (d) Le paragraphe 3.a) de l'article 01, Dispositions relatives à l'intégrité – soumission, des instructions uniformisées 2003 incorporées ci-haut par renvoi, est supprimé en entier et remplacé par ce qui suit :
 - a. au moment de présenter un arrangement dans le cadre de la demande d'arrangements en matière d'approvisionnement (DAMA), le soumissionnaire a déjà fourni une liste complète des noms, tel qu'exigé en vertu de la Politique d'inadmissibilité et de suspension. Pendant ce processus d'approvisionnement, le soumissionnaire doit immédiatement informer le Canada par écrit de tout changement touchant la liste des noms.
- (e) Le paragraphe 5(4) de la clause 2003, Instructions uniformisées – biens ou services – besoins concurrentiels, est modifié comme suit :
 - (i) Supprimer : 60 jours
 - (ii) Insérer : cent quatre-vingts (180) jours

2.2 Présentation des soumissions

- (a) Les soumissions doivent être présentées uniquement au Module de réception des soumissions de TPSGC au plus tard à la date, à l'heure et à l'adresse de TPSGC indiquées à la page 1 de la demande de soumissions.
- (b) En raison de la nature de la présente demande de soumissions, TPSGC n'acceptera pas les soumissions qui lui sont transmises par télécopieur ou par courrier électronique.

2.3 Demandes de renseignements en période de soumission

- (a) Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit à l'autorité contractante au plus tard 10 jours civils avant la date de clôture des soumissions. Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.
- (b) Les soumissionnaires doivent indiquer aussi fidèlement que possible le numéro de l'article de la demande de soumissions auquel se rapporte leur demande de renseignements. Ils devraient également formuler soigneusement chaque question en donnant suffisamment de détails pour permettre au Canada d'y répondre de manière précise. Les demandes de renseignements techniques qui revêtent un caractère exclusif doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les articles portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une

discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander au soumissionnaire de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et de permettre la transmission des réponses à tous les soumissionnaires. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permettrait pas de les diffuser à tous les soumissionnaires.

2.4 Ancien fonctionnaire

- (a) Les contrats attribués à d'anciens fonctionnaires qui touchent une pension ou qui ont reçu un paiement forfaitaire doivent résister à l'examen scrupuleux du public et constituer une dépense équitable des fonds publics. Afin de respecter les politiques et les directives du Conseil du Trésor sur les contrats attribués à d'anciens fonctionnaires, les soumissionnaires doivent fournir l'information exigée ci-dessous avant l'attribution du contrat. Si les réponses aux questions et, selon les cas, les renseignements requis n'ont pas été fournis à la date de fin de l'évaluation des soumissions, le Canada informera le soumissionnaire du délai imparti pour fournir les renseignements. À défaut de répondre à la demande du Canada et de respecter les exigences dans les délais prescrits, le soumissionnaire verra sa soumission déclarée non recevable.

(b) Définitions

Aux fins de la présente clause, « *ancien fonctionnaire* » signifie tout ancien employé d'un ministère au sens de la Loi sur la gestion des finances publiques, L.R., 1985, ch. F-11, un ancien membre des Forces canadiennes ou un ancien membre de la Gendarmerie royale du Canada. Un ancien fonctionnaire peut être :

- (i). un individu;
- (ii). un particulier qui s'est constitué en société;
- (iii). une société de personnes constituée d'anciens fonctionnaires;
- (iv). une entreprise à propriétaire unique ou une entité dans laquelle la personne visée détient un intérêt important ou majoritaire.

Le terme « *période du paiement forfaitaire* » désigne la période mesurée en semaines de salaire à l'égard de laquelle un paiement a été fait pour faciliter la transition vers la retraite ou un autre emploi à la suite de la mise en place de divers programmes de réduction des effectifs de la fonction publique. La période du paiement forfaitaire ne comprend pas la période visée par l'indemnité de cessation d'emploi, qui se mesure de façon similaire.

Le terme « *pension* » désigne une pension ou une allocation annuelle versée en vertu de la Loi sur la pension de la fonction publique (LPFP), L.R.C., 1985, ch. P-36, et toute augmentation versée en vertu de la Loi sur les prestations de retraite supplémentaires, L.R.C., 1985, ch. S-24, dans la mesure où elle touche la LPFP. La pension ne comprend pas les pensions payables conformément à la Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes, L.R., 1985, ch. C-17; à la Loi sur la continuation de la pension des services de défense, 1970, ch. D-3; à la Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada, 1970, ch. R-10; à la Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada, L.R., 1985, ch. R-11; à la Loi sur les allocations de retraite des parlementaires, L.R., 1985, ch. M-5; et à la partie de la pension versée conformément à la Loi sur le Régime de pensions du Canada, L.R., 1985, ch. C-8.

(c) Ancien fonctionnaire touchant une pension

Selon les définitions ci-dessus, le soumissionnaire est-il un ancien fonctionnaire touchant une pension? **Oui () Non ()**

Si oui, le soumissionnaire doit fournir, s'il y a lieu, les renseignements suivants pour tous les anciens fonctionnaires touchant une pension :

- (i). le nom de l'ancien fonctionnaire;
- (ii). la date de cessation d'emploi ou de retraite de la fonction publique.

En fournissant ces renseignements, les soumissionnaires acceptent que le statut d'ancien fonctionnaire touchant une pension du soumissionnaire retenu soit publié dans les rapports de divulgation proactive des contrats, sur les sites Web des ministères, et ce, conformément à l'Avis sur la Politique des marchés : 2012-2 et aux Lignes directrices sur la divulgation proactive des marchés.

(d) Directive sur le réaménagement des effectifs

Le soumissionnaire est-il un ancien fonctionnaire qui a touché un paiement forfaitaire conformément aux modalités de la Directive sur le réaménagement des effectifs?
Oui () Non ()

Si oui, le soumissionnaire doit fournir les renseignements suivants :

- (i). le nom de l'ancien fonctionnaire;
- (ii). les conditions de l'incitatif versé sous forme de paiement forfaitaire;
- (iii). la date de cessation d'emploi;
- (iv). le montant du paiement forfaitaire;
- (v). le taux de rémunération qui a servi au calcul du paiement forfaitaire;
- (vi). la période du paiement forfaitaire, y compris la date de début, la date de fin et le nombre de semaines;
- (vii). le nombre et le montant (honoraires professionnels) des autres contrats assujettis aux conditions d'un programme de réaménagement des effectifs.

Pour tous les contrats attribués pendant la période du paiement forfaitaire, le montant total des honoraires qui peuvent être payés à un ancien fonctionnaire ayant reçu un paiement forfaitaire est limité à 5 000 \$ (taxes applicables comprises).

2.5 Lois applicables

Tout contrat subséquent doit être interprété et régi selon les lois en vigueur dans la province de l'Ontario, Canada, et les relations entre les parties doivent être déterminées par ces lois.

Remarque à l'intention des soumissionnaires : À leur discrétion, les soumissionnaires peuvent utiliser les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur soumission soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est effectué, cela signifie que les soumissionnaires acceptent les lois applicables indiquées. Les

soumissionnaires doivent indiquer, dans le formulaire de présentation des soumissions, la province ou le territoire canadien de leur choix pour tout contrat subséquent.

2.6 Améliorations apportées au besoin pendant la demande de soumissions

Les soumissionnaires qui estiment qu'ils peuvent améliorer, techniquement ou technologiquement, le devis descriptif ou l'énoncé des travaux contenus dans la demande de soumissions sont invités à fournir des suggestions par écrit à l'autorité contractante nommée dans la demande de soumissions. Les soumissionnaires doivent indiquer clairement les améliorations suggérées et les motifs qui les justifient. Les suggestions qui ne restreignent pas la concurrence ou qui ne favorisent pas un soumissionnaire en particulier, seront examinées, à condition qu'elles parviennent à l'autorité contractante conformément à l'article intitulé « Demandes de renseignements en période de soumission ». Le Canada aura le droit d'accepter ou de rejeter n'importe laquelle ou la totalité des suggestions proposées.

2.7 Données volumétriques

Le nombre estimatif de ressources nécessaires et le niveau estimatif des données sur l'effort ont été fournies aux soumissionnaires afin de les aider à préparer leurs soumissions. L'inclusion de ces données dans la présente demande de soumissions ne représente pas un engagement de la part du Canada que son utilisation future des services précisés dans la présente demande de soumissions correspondra à ces données. Elles sont fournies à titre d'information seulement.

PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

3.1 Instructions pour la préparation des soumissions

- (a) **Copies de la soumission** : Le Canada demande que les soumissionnaires fournissent leur soumission en sections distinctes, comme suit :
- (i) Section I : Soumission technique (5 copies papier et 5 copies électroniques sur CD ou DVD ou flash drive).
 - (ii) Section II : Soumission financière (1 copie papier et 1 copie électroniques sur CD ou DVD ou flash drive).
 - (iii) Section III : Attestations non comprises dans la soumission technique (2 copies papier).
- En cas d'incompatibilité entre le libellé de la copie électronique et celui de la copie papier, le libellé de la copie papier l'emportera sur celui de la copie électronique.
- Les prix doivent figurer dans la soumission financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de la soumission.
- (b) **Présentation de la soumission** – Le Canada demande que les soumissionnaires suivent les instructions de présentation décrites ci-après pour préparer leur soumission :
- (i) utiliser du papier de 8,5 po sur 11 po (216 mm sur 279 mm);
 - (ii) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la demande de soumissions;
 - (iii) inclure, sur le dessus de chaque volume de la soumission, une page titre comprenant le titre, la date, le numéro de l'invitation à soumissionner, le nom et l'adresse du soumissionnaire et les coordonnées de la personne-ressource; et
 - (iv) inclure une table des matières.
- (c) **Politique d'achats écologiques du Canada** : En avril 2006, le Canada a publié une politique exigeant des ministères et des organismes fédéraux qu'ils prennent les mesures nécessaires pour tenir compte des facteurs environnementaux dans le processus d'approvisionnement. Voir la Politique d'achats écologiques (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.html>). Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, les soumissionnaires devraient :
- (i) utiliser du papier contenant des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable ou contenant au moins 30 % de matières recyclées;
 - (ii) utiliser un format qui respecte l'environnement : impression noir et blanc, recto verso ou à double face, broché ou agrafé, sans reliure Cerlox, reliure à attaches ni reliure à anneaux.
- (d) **Présentation d'une seule soumission** :
- (i) Un soumissionnaire et ses entités liées ne peuvent soumettre qu'une seule soumission en réponse à la présente demande de soumissions. Si un soumissionnaire ou ses entités liées participent à plus d'une soumission (participer signifie faire partie du groupe soumissionnaire, et non pas être un sous-traitant), le Canada donnera deux jours ouvrables à ces soumissionnaires pour indiquer laquelle des soumissions devra être prise en compte par le Canada. À défaut de respecter ce délai, toutes les soumissions visées seront rejetées.
 - (ii) Aux fins du présent article, peu importe la province ou le territoire où les entités ont été constituées en société ou formées juridiquement (qu'il s'agisse d'une personne physique,

d'une société, d'un partenariat, etc.), une entité est considérée comme étant « liée » à un soumissionnaire :

- (A) s'il s'agit de la même personne morale (c.-à-d. la même personne physique, société ou société à responsabilité limitée, le même partenariat, etc.);
 - (B) s'il s'agit de « personnes liées » ou de « personnes affiliées » au sens de la *Loi de l'impôt sur le revenu du Canada*;
 - (C) si les entités entretiennent une relation fiduciaire (découlant d'un arrangement entre agences ou toute autre forme de relation fiduciaire) ou ont entretenu une telle relation au cours des deux années précédant la date de clôture des soumissions;
 - (D) si les entités ne sont pas dépendantes l'une de l'autre ou d'un même tiers.
- (iii) Les membres individuels d'une coentreprise ne peuvent pas participer à une autre soumission en présentant eux-mêmes une soumission ou en participant à une autre coentreprise.
- (e) Expérience de la coentreprise
- (i) Lorsque le soumissionnaire est une coentreprise qui possède de l'expérience à ce titre, il peut soumettre l'expérience qu'il a acquise dans le cadre de cette coentreprise.

Exemple : Un soumissionnaire est une coentreprise formée des membres L et O. La demande de soumissions exige que le soumissionnaire possède de l'expérience en prestation de services de maintenance et de dépannage à un client comptant au moins 10 000 utilisateurs pendant 24 mois. En tant que coentreprise (composée de L et O), le soumissionnaire a déjà réalisé ce travail. Il peut donc utiliser cette expérience pour satisfaire à l'exigence. Si le membre L a acquis cette expérience alors qu'il faisait partie d'une coentreprise avec le tiers N, cette expérience ne peut pas être utilisée, car le tiers N ne fait pas partie de la coentreprise soumissionnaire.
 - (ii) Une coentreprise qui présente une soumission peut évoquer l'expérience de l'un de ses membres pour démontrer qu'elle satisfait à tout critère technique de la présente demande de soumissions.

Exemple : Un soumissionnaire est membre d'une coentreprise composée de X, Y et Z. Si une demande de soumissions exige : (a) que le soumissionnaire ait trois ans d'expérience de la prestation de services de maintenance, et (b) que le soumissionnaire ait deux ans d'expérience de l'intégration de matériel à des réseaux complexes, chacune de ces deux exigences peut être satisfaite par un membre différent de la coentreprise. Cependant, pour un critère donné, par exemple celui qui concerne l'expérience de trois ans de la prestation de services de maintenance, le soumissionnaire ne peut pas indiquer que chaque membre, soit X, Y et Z, a un an d'expérience pour un total de trois ans. Une telle réponse serait déclarée non conforme.
 - (iii) Les membres de la coentreprise ne peuvent cependant pas mettre en commun leurs capacités pour répondre à un critère technique donné de la présente demande de soumissions. Un membre de la coentreprise peut néanmoins mettre sa propre expérience en commun avec celle de la coentreprise. Chaque fois qu'il doit faire la preuve qu'il répond à un critère, le soumissionnaire doit indiquer quel membre de la coentreprise y répond. Si le soumissionnaire n'a pas indiqué quel membre de la coentreprise répond à l'exigence, l'autorité contractante lui donnera l'occasion de fournir ce renseignement pendant la période d'évaluation. Si le soumissionnaire ne fournit pas ce renseignement pendant la période fixée par l'autorité contractante, sa soumission sera déclarée non recevable.

Exemple : Un soumissionnaire est membre d'une coentreprise composée de A et B. Si, dans une demande de soumissions, on exige que le soumissionnaire ait de l'expérience dans la prestation de ressources pour un minimum de 100 jours facturables, le soumissionnaire peut démontrer son expérience en présentant ce qui suit :

- les contrats signés par A;
- les contrats signés par le membre B;
- les contrats signés par les membres A et B en tant que coentreprise;
- les contrats signés par le membre A et les contrats signés par les membres A et B en coentreprise;
- les contrats signés par le membre B et les contrats signés par les membres A et B en coentreprise.

Le tout doit totaliser 100 jours facturables.

- (iv) Les soumissionnaires qui ont des questions concernant l'évaluation des soumissions présentées par une coentreprise devraient poser leurs questions dans le cadre du processus de demande de renseignements dès que possible durant la période de demande de soumissions.

3.2 Section I : Soumission technique

- (a) La soumission technique comprend ce qui suit :

- (i) **Formulaire de présentation des soumissions** : Les soumissionnaires devraient joindre le formulaire de présentation des soumissions – pièce jointe 3.1 à leur soumission. Il s'agit d'un formulaire commun dans lequel les soumissionnaires peuvent fournir les renseignements exigés dans le cadre de l'évaluation et de l'attribution du contrat, comme le nom d'une personne-ressource ou son numéro d'entreprise – approvisionnement. L'utilisation de ce formulaire pour présenter des renseignements n'est pas obligatoire, mais recommandée. Si le Canada considère que les renseignements requis par le formulaire de présentation des soumissions sont incomplets ou doivent être corrigés, le Canada accordera au soumissionnaire la chance de compléter ou de corriger ces renseignements.
- (ii) **Exigences relatives à la sécurité** : On demande aux soumissionnaires de fournir les renseignements de sécurité suivants pour chaque ressource proposée avec leur soumission avant ou à la date de clôture des soumissions.

RENSEIGNEMENTS DE SÉCURITÉ	
Nom de la personne tel qu'indiqué sur le formulaire de demande d'autorisation de sécurité	
Niveau de l'autorisation de sécurité obtenue	
Période de validité de l'attestation de sécurité obtenue	
Numéro de dossier du formulaire « Certificat d'enquête de sécurité et profil de sécurité »	

Si le soumissionnaire n'a pas inclus les renseignements de sécurité dans sa soumission, l'autorité contractante lui donnera l'occasion de fournir ces renseignements pendant la période d'évaluation. Si le soumissionnaire n'a pas fourni les renseignements de sécurité pendant la période fixée par l'autorité contractante, sa soumission sera déclarée non recevable.

- (iii) **Justification de la conformité technique** : Dans sa soumission technique, le soumissionnaire doit prouver qu'il s'est conformé aux articles de la Pièce jointe 4.1, qui constitue le format demandé pour fournir la justification. La justification ne doit pas être une simple répétition du besoin, mais doit expliquer et démontrer la façon dont le soumissionnaire satisfera aux exigences et exécutera les travaux exigés. Il ne suffit pas de déclarer simplement que la solution ou les ressources proposées sont conformes. Lorsque le Canada détermine que la justification n'est pas complète, la soumission sera jugée non conforme et sera rejetée. La justification peut mentionner des documents supplémentaires joints à la soumission. Cette information peut être mentionnée dans la colonne « Réponse du soumissionnaire » de la Pièce jointe 4.1, où les soumissionnaires doivent indiquer l'endroit précis où se trouvent les documents de référence, y compris le titre du document et les numéros de page et d'alinéa. Lorsque la référence n'est pas suffisamment précise, le Canada peut demander que le soumissionnaire dirige le Canada vers l'endroit approprié dans le document.
- (iv) **Pour les projets antérieurs similaires** : Dans les cas où la soumission doit comprendre la description de projets antérieurs semblables : (i) le projet doit avoir été réalisé par le soumissionnaire lui-même (l'expérience acquise par un sous-traitant proposé ou une société affiliée au soumissionnaire ne compte pas); (ii) le projet doit avoir été terminé à la date de clôture des soumissions; (iii) toutes les descriptions de projet doivent comprendre, au minimum, le nom et le numéro de téléphone ou l'adresse de courriel d'un client cité en référence; et (iv) dans l'éventualité où le soumissionnaire présente plus de projets semblables que ce qui a été demandé, le Canada aura le plein pouvoir de choisir ceux qui seront évalués. Un projet sera jugé « similaire » aux travaux à effectuer dans le cadre du contrat subséquent s'il porte sur des travaux qui correspondent étroitement aux descriptions des SPICT des catégories de ressources indiquées à l'Annexe A. Les travaux seront considérés comme « correspondant étroitement » si la description du projet inclut au moins 50 % des points de responsabilité figurant dans la description de la catégorie de ressources donnée.
- (v) **Pour les ressources proposées** : La soumission technique doit comprendre les curriculum vitæ des ressources indiquées à la Pièce jointe 4.1 ou le nombre de curriculum vitæ, par catégorie de ressources, selon ce qui est indiqué à la Pièce jointe 4.1. Une même personne ne doit pas être proposée dans plus d'une catégorie de ressources. La soumission technique doit démontrer que chaque personne proposée satisfait aux exigences de qualification décrites (y compris les exigences en matière d'éducation, d'expérience de travail, et d'accréditation professionnelle). Quant aux ressources proposées :
- (A) Les ressources proposées peuvent être des employés du soumissionnaire ou d'un sous-traitant, ou il peut s'agir d'entrepreneurs indépendants auxquels le soumissionnaire attribuerait une partie du travail (voir la Partie 5, Attestations).
- (B) Pour les exigences en matière d'études, de titre ou de certificat, TPSGC ne tiendra compte que des programmes ayant été réussis par la ressource à la clôture des soumissions. Si le diplôme, le titre ou le certificat a été attribué par un établissement d'enseignement à l'extérieur du Canada, le soumissionnaire doit fournir une copie des résultats du service d'évaluation des diplômes et de reconnaissance des compétences provenant d'une organisation ou d'un organisme reconnu par le Centre d'information canadien sur les diplômes internationaux.
- (C) En ce qui concerne les exigences relatives aux titres professionnels, la ressource doit détenir le titre exigé à la clôture des soumissions et doit demeurer, le cas échéant, un membre en règle de l'organisme professionnel ou être affiliée à l'association professionnelle en question pendant la période d'évaluation et la durée du contrat. Lorsque l'affiliation ou le titre professionnel doit être démontré

au moyen d'une certification ou d'un diplôme, ce document doit être actuel, valide et émis par l'entité précisée dans la présente demande de soumissions. Si l'entité n'est pas précisée, l'émetteur devait être une entité, un organisme ou un établissement reconnu ou accrédité au moment où le document a été produit. Si le diplôme ou le certificat a été attribué par un établissement d'enseignement à l'extérieur du Canada, le soumissionnaire doit fournir une copie des résultats du service d'évaluation des diplômes et de reconnaissance des compétences provenant d'une organisation ou d'un organisme reconnu par le Centre d'information canadien sur les diplômes internationaux.

- (D) Quant à l'expérience de travail, TPSGC ne tiendra pas compte de l'expérience acquise dans le cadre d'un programme de formation, sauf s'il s'agit d'un programme Coop formel, suivi dans un établissement postsecondaire.
- (E) Pour les exigences qui demandent un nombre précis d'années d'expérience (p. ex., 2 ans), TPSGC ne tiendra pas compte de cette expérience si la soumission technique ne donne pas les dates précises (le mois et l'année) de l'expérience alléguée (c.-à-d., la date de début et la date de fin). TPSGC n'évaluera que la période au cours de laquelle la personne a réellement travaillé au projet ou aux projets (de la date de début indiquée pour la personne jusqu'à la date de fin), plutôt qu'à partir de la date de début et de fin générale d'un projet ou d'un groupe de projets auxquels la personne a participé.
- (F) Pour que l'expérience de travail soit considérée par le Canada, la soumission technique ne doit pas seulement indiquer le titre du poste occupé par la personne, mais elle doit également démontrer que cette personne a acquis l'expérience nécessaire en expliquant les responsabilités et les tâches effectuées dans ce poste. Advenant que la ressource proposée ait travaillé en même temps sur plus d'un projet, la durée de la période de chevauchement de ces projets ne sera prise en considération qu'une seule fois lors de l'évaluation de l'expérience.

(vi) **Coordonnées de clients cités en référence :**

- (A) Lorsque le Canada évalue les soumissions, il peut, sans toutefois y être obligé, demander qu'un soumissionnaire fournisse des références de clients. Si le Canada envoie une demande écrite à cet égard, le soumissionnaire aura deux jours ouvrables pour fournir les renseignements requis au Canada. Si le soumissionnaire ne respecte pas ce délai, sa soumission sera déclarée non recevable. Ces références de clients doivent toutes confirmer, si TPSGC le demande, les faits énoncés dans la soumission du soumissionnaire, comme il est requis à la Pièce jointe 4.1.

- (B) La question visant à obtenir la confirmation des clients cités en référence devrait être construite de la façon suivante :

Le soumissionnaire et / ou le particulier ont-ils fourni à votre organisation les services décrits dans O1 et O2 de la section 1.0 dans la pièce jointe 4.1 - Critères d'évaluation des soumissions :

 Oui, le soumissionnaire a fourni à mon organisation les services décrits ci-dessus.

 Non, le soumissionnaire n'a pas fourni à mon organisation les services décrits ci-dessus.

 Je ne veux pas ou ne peux pas fournir de renseignements au sujet des services décrits ci-dessus.

- (C) Pour chaque client cité en référence, le soumissionnaire doit, au minimum, fournir le nom et l'adresse électronique d'une personne-ressource.

Le soumissionnaire doit en outre indiquer le titre de la personne-ressource. Il incombe au soumissionnaire de s'assurer que la personne-ressource qu'il propose est au fait des services qu'il a offerts et qu'elle accepte d'être citée en référence. Des références de l'État seront acceptées.

3.3 Section II : Soumission financière

- (a) **Prix** : Les soumissionnaires doivent présenter leur soumission financière conformément à le Barème de prix fourni à la Pièce jointe 4.2. Le montant total des taxes applicables doit être indiqué séparément, s'il y a lieu. À moins d'indication contraire, les soumissionnaires doivent inscrire un seul taux quotidien ferme, tout compris, en dollars canadiens, dans chacune des cellules nécessitant une inscription dans les tableaux des prix.
- (b) **Variation des taux pour les ressources par période** : Pour une catégorie de ressources donnée, lorsque les tableaux financiers fournis par le Canada permettent d'établir des taux fermes différents associés à une catégorie de ressources pour des périodes différentes :
 - (i) le taux présenté dans la soumission ne doit pas augmenter de plus de 5 % d'une période à une autre;
 - (ii) le taux présenté dans la soumission pour une même catégorie de ressources pour toute période subséquente ne doit pas être inférieur au taux présenté dans la soumission pour la période comprenant le premier mois de la période initiale du contrat.
- (c) **Tous les coûts doivent être compris** : La soumission financière doit indiquer tous les coûts relatifs au besoin décrit dans la présente demande de soumissions pour toute la durée du contrat, y compris toute année d'option. Il incombe entièrement au soumissionnaire d'indiquer tout le matériel, les logiciels, les périphériques, le câblage et les composants nécessaires pour satisfaire aux exigences de la présente demande de soumissions, ainsi que les prix de ces articles.
- (d) **Prix nuls** : On demande aux soumissionnaires d'entrer « 0,00 \$ » pour tout article qu'il ne compte pas facturer ou qui a déjà été ajouté à d'autres prix dans le tableau. Si le soumissionnaire laisse le champ vide, le Canada considérera que le prix se chiffre à « 0,00 \$ » aux fins d'évaluation et pourrait demander au soumissionnaire de confirmer que le prix est bel et bien de « 0,00 \$ ». Aucun soumissionnaire ne sera autorisé à ajouter ou à modifier un prix lors de cette confirmation. Si le soumissionnaire refuse de confirmer que le prix d'un article dont le champ est vide est de 0,00 \$, sa soumission sera déclarée non recevable.

3.4 Section III : Attestations

Les soumissionnaires doivent présenter les attestations indiquées dans la Partie 5.

PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

4.1 Procédures d'évaluation

- (a) Les soumissions reçues seront évaluées par rapport à l'ensemble des exigences de la demande de soumissions, y compris les critères d'évaluation techniques et financiers. Le processus d'évaluation comporte plusieurs étapes, lesquelles sont décrites ci-dessous. Même si l'évaluation et la sélection seront effectuées par étape, le fait que le Canada soit passé à une étape ultérieure ne signifie pas que ce dernier a irréfutablement déterminé que le soumissionnaire a réussi toutes les étapes précédentes. Le Canada se réserve le droit d'exécuter parallèlement certaines étapes de l'évaluation.
- (b) Une équipe constituée de représentants du client et de TPSGC évaluera les soumissions au nom du Canada. Le Canada peut faire appel à des experts-conseils ou à des personnes-ressources du gouvernement pour évaluer les soumissions. Chaque membre de l'équipe d'évaluation ne participera pas nécessairement à tous les volets de l'évaluation.
- (c) En plus de tout autre délai établi dans la demande de soumissions :
- (i) **Demandes de précisions** : Si le Canada demande des précisions au soumissionnaire au sujet de sa soumission ou s'il veut vérifier celle-ci, le soumissionnaire disposera d'un délai de deux jours ouvrables (ou d'un délai plus long précisé par écrit par l'autorité contractante) pour fournir les renseignements nécessaires au Canada. Si le soumissionnaire ne respecte pas ce délai, sa soumission sera déclarée non recevable.
 - (ii) **Demandes de renseignements supplémentaires** : Si le Canada demande d'autres renseignements pour l'une des raisons qui suivent (selon la section intitulée « Déroulement de l'évaluation » du document 2003 Instructions uniformisées – biens ou services – besoins concurrentiels).
 - (A) vérifier tout renseignement fourni par le soumissionnaire dans sa soumission;
 - (B) communiquer avec une ou plusieurs des références citées par le soumissionnaire (références citées dans les curriculum vitæ des ressources individuelles) dans le but de valider les renseignements fournis par le soumissionnaire,

Le soumissionnaire doit soumettre les renseignements demandés par le Canada dans les 5 jours ouvrables suivant la demande de l'autorité contractante.
 - (iii) **Prolongation du délai** : Si le soumissionnaire a besoin de davantage de temps, l'autorité contractante, à sa seule discrétion, peut accorder une prolongation du délai.

4.2 Évaluation technique

- (a) **Critères techniques obligatoires** :
- (i) Chaque soumission fera l'objet d'un examen pour en déterminer la conformité avec les exigences obligatoires de la demande de soumissions. Tous les éléments de la demande de soumissions qui constituent des exigences obligatoires sont désignés précisément par les termes « doit », « doivent » ou « obligatoire ». Les soumissions qui ne sont pas conformes à chacune des exigences obligatoires seront déclarées irrecevables et rejetées.
 - (ii) Les critères techniques obligatoires sont décrits dans la Pièce jointe 4.1.
- (b) **Critères techniques cotés**
- (i) Chaque soumission sera cotée en attribuant une note aux exigences cotées, qui sont précisées dans la demande de soumissions par le terme « cotées » ou par voie de référence à une note. Les soumissions qui ne sont pas complètes et qui ne contiennent

pas tous les renseignements exigés dans la demande de soumissions seront cotées en conséquence.

- (ii) Les exigences cotées sont décrites dans la Pièce jointe 4.1.

(c) **Nombre de ressources évaluées**

Seul un certain nombre de ressources par catégorie seront évaluées dans le cadre de la présente demande de soumissions, comme l'indique l'Annexe A. Les autres ressources ne seront évaluées qu'après l'attribution du contrat quand l'entrepreneur devra accomplir des tâches précises. Après l'attribution du contrat, le processus d'autorisation de tâche sera appliqué conformément à la Partie 7 – Clauses du contrat subséquent, selon l'article intitulé « Autorisation des tâches ». Quand un formulaire d'autorisation de tâche sera émis, l'entrepreneur devra proposer une ressource pour satisfaire le besoin précis d'après l'énoncé des travaux du formulaire d'autorisation de tâche. La ressource proposée sera ensuite évaluée d'après les critères indiqués dans l'Énoncé des travaux du contrat, conformément à l'Appendice C de l'Annexe A.

(d) **Vérification des références**

- (i) La vérification des références ne se fait pas de façon systématique. Toutefois, si TPSGC choisit de procéder à une vérification des références pour quelque exigence cotée ou obligatoire que ce soit, il vérifiera les références des soumissionnaires dont la candidature pourrait être recommandée en vue de l'attribution du contrat.
- (ii) Le Canada effectuera la vérification des références par courriel. Il enverra toutes les demandes de vérification des références par courriel dans un délai de 48 heures aux personnes-ressources citées en référence par les soumissionnaires dans leur soumission. La réponse doit être envoyée dans les cinq jours ouvrables suivant l'envoi du courriel de vérification des références, faute de quoi le Canada n'attribuera aucun point ou considérera que le soumissionnaire ne satisfait pas à l'exigence obligatoire en matière d'expérience (selon le cas).
- (iii) Le troisième jour ouvrable après l'envoi du courriel, si le Canada n'a pas reçu de réponse, il en avisera le soumissionnaire par courriel pour que ce dernier puisse rappeler à la personne en question qu'il faut répondre au Canada dans le délai de cinq jours ouvrables. Si la personne donnée en référence n'est pas disponible au moment de l'évaluation, le soumissionnaire pourra fournir les le nom et l'adresse électronique d'une autre personne chez le même client. Cette possibilité ne sera offerte aux soumissionnaires qu'une fois par client, et ce, uniquement si la personne citée en référence initialement n'est pas disponible (c'est-à-dire que le soumissionnaire ne pourra soumettre le nom d'une autre personne si la première personne-ressource indique qu'elle ne souhaite pas répondre ou qu'elle n'est pas en mesure de le faire). Le délai de cinq jours ouvrables ne sera pas prolongé pour permettre à la nouvelle personne-ressource de répondre.
- (iv) En cas de contradiction entre l'information donnée par la personne citée en référence et celle fournie par le soumissionnaire, la première prévaudra.
- (v) On n'accordera aucun point ou on considérera qu'un critère obligatoire n'est pas respecté (selon le cas) si (1) le client cité en référence indique qu'il n'est pas en mesure de fournir l'information demandée ou qu'il ne veut pas le faire, ou (2) le client cité en référence n'est pas un client du soumissionnaire même (par exemple, le client ne peut pas être le client d'une filiale du soumissionnaire). De même, on n'accordera aucun point au soumissionnaire ou on considérera qu'un critère obligatoire n'est pas respecté si le client est lui-même une filiale ou une autre entité qui a des liens de dépendance avec le soumissionnaire.

4.3 Évaluation financière

- (a) Deux méthodes d'évaluation financière sont possibles pour ce besoin. La première méthode sera utilisée lorsque trois soumissions ou plus sont jugées recevables (voir c) Évaluation financière - Méthode A, ci-dessous). La seconde méthode sera utilisée s'il y a moins de trois soumissions recevables (voir d) Évaluation financière - Méthode B, ci-dessous).
- (b) **Évaluation financière – Méthode A** : Cette méthode d'évaluation financière sera utilisée si trois (3) soumissions ou plus sont jugées recevables :
- (i) **Calcul du prix total de la soumission** : L'évaluation financière sera effectuée à partir des tableaux d'établissement des prix fournis par les soumissionnaires et de la méthode d'évaluation de la médiane des taux quotidiens fermes expliquée ci-dessous. On effectuera des calculs financiers pour chaque soumissionnaire en multipliant les taux fermes quotidiens, ou les taux médians s'il y a lieu, pour la période initiale du contrat et les périodes d'option par le nombre prévu de jours de travail pour chaque période, dans toutes les catégories de ressource énoncées dans la pièce jointe 4.2 – Barème de prix. .
- (ii) **Méthode d'évaluation de la médiane des taux quotidiens fermes**
- (A) **Méthode utilisée** : La médiane des taux quotidiens fermes servira à modifier le taux à évaluer lors de l'évaluation financière d'un soumissionnaire, lorsqu'un soumissionnaire propose un taux quotidien ferme pour une ressource qui est inférieur à la limite inférieure de la bande médiane établie selon le calcul ci-après. Le calcul de la médiane du taux quotidien ferme servira aux fins d'évaluation seulement, et le taux quotidien réel soumis sera utilisé dans le cadre du contrat subséquent, dans tous les cas.
- (B) **Calcul des médianes pour la période initiale du contrat et les périodes d'option** : Un taux médian sera calculé pour chaque catégorie de ressources à l'aide du taux quotidien proposé pour chaque ressource individuelle, et ce pendant la période initiale du contrat et chacune des périodes d'option. Une limite inférieure de la bande médiane sera calculée pour chaque catégorie de ressource et permettra d'établir une fourchette qui prendra en compte un taux médian correspondant à une valeur de moins (-) 20 % du taux médian. Si un soumissionnaire propose un taux quotidien ferme pour une catégorie de ressources qui est inférieur à la limite inférieure de la bande médiane, sa proposition financière sera évaluée à l'aide du taux quotidien de la limite inférieure de la bande médiane pour cette catégorie de ressources.
- Par exemple, s'il est déterminé que le taux médian pour une catégorie de ressource est de 500 \$, la limite inférieure de la bande médiane serait de moins (-) 20 % de 500 \$, ou 400 \$. Si un soumissionnaire propose un taux quotidien ferme inférieur à 400 \$, le taux médian de 500 \$ sera utilisé dans son évaluation financière pour cette catégorie de ressource.
- (c) **Évaluation financière – Méthode B** : Cette méthode d'évaluation financière sera utilisée si moins de trois (3) soumissions sont jugées recevables :
- (i) **Calcul du prix total de la soumission** : L'évaluation financière sera effectuée à partir des tableaux d'établissement des prix fournis par les soumissionnaires. On effectuera des calculs financiers pour chaque soumissionnaire en multipliant les taux fermes quotidiens pour la période initiale du contrat et les périodes d'option par le nombre prévu de jours de travail pour chaque période, dans toutes les catégories de personnel énoncées dans la pièce jointe 4.2 - Barème de prix.
- (d) **Justification des taux pour les services professionnels**

D'après l'expérience du Canada, les soumissionnaires proposeront parfois des taux pour une ou plusieurs catégories de ressources au moment de la soumission qu'ils refuseront plus tard de respecter, en affirmant que ces taux ne leur permettent pas de recouvrer les frais ou de rentabiliser leurs activités. Au moment d'évaluer les taux soumis pour les services professionnels, le Canada peut, sans toutefois y être obligé, demander une justification des prix conformément à cet article. Si le Canada demande une justification des prix, elle sera demandée à tous les soumissionnaires conformes proposant un taux au moins 20 % inférieur à la médiane des taux offerts par tous les soumissionnaires conformes pour la ou les mêmes catégories de ressources. Si le Canada demande une justification des prix, le soumissionnaire doit fournir les renseignements suivants :

- (i) une facture (avec le numéro de série du contrat ou un autre identificateur unique du contrat) démontrant que le soumissionnaire a fourni et a facturé des services similaires à ceux qui seraient fournis par cette catégorie de ressources à un client (qui n'a aucun lien de dépendance avec le soumissionnaire) pendant au moins 3 mois au cours de la période de dix-huit (18) mois précédant la date de la présente demande de justification des taux, et que les coûts facturés étaient égaux ou inférieurs au taux proposé au Canada;
- (ii) relativement à la facture mentionnée en (i), une preuve du client du soumissionnaire démontrant que les services indiqués sur la facture comprennent au minimum 50 % des tâches énumérées dans l'Énoncé des travaux pour la catégorie de ressources évaluée, et ce, à un taux déraisonnablement bas. Il peut s'agir d'une copie du contrat (dans lequel on décrit les services à offrir et où l'on démontre qu'au moins 50 % des tâches sont les mêmes que celles qui doivent être effectuées dans le cadre de l'énoncé des travaux de la présente demande de soumissions), ou d'une attestation du client indiquant que les services notés sur la facture comprenaient au moins 50 % des tâches qui doivent être effectuées en vertu de l'énoncé des travaux de la présente demande de soumissions;
- (iii) pour chacun des contrats pour lesquels une facture est présentée à titre de justification, le curriculum vitae de la ressource qui a offert les services dans le cadre de ce contrat afin de démontrer que la ressource répondrait aux exigences obligatoires et obtiendrait la note de passage pour tous les critères cotés de la catégorie de ressource faisant l'objet d'une justification des taux;
- (iv) le nom, le numéro de téléphone et, si possible, l'adresse de courriel d'une personne-ressource du client ayant reçu chacune des factures présentées au point (i), afin que le Canada puisse valider tout renseignement fourni par le soumissionnaire.

Lorsque le Canada demande une justification des taux offerts pour une catégorie de ressources particulière, il incombe entièrement au soumissionnaire de présenter l'information (décrite ci-dessus ou pouvant être autrement demandée par le Canada, y compris l'information qui permettrait au Canada de vérifier les renseignements fournis concernant la ressource proposée) qui permettrait au Canada de déterminer s'il peut réellement se fier à la capacité du soumissionnaire de fournir les services requis aux taux indiqués dans la soumission. Lorsque le Canada détermine que l'information fournie par le soumissionnaire ne justifie pas des taux déraisonnablement bas, la proposition sera jugée irrecevable.

(e) **Formules des tableaux d'établissement des prix**

Si les tableaux des prix fournis aux soumissionnaires comprennent des formules, le Canada peut entrer de nouveau les prix fournis par les soumissionnaires dans un nouveau tableau, s'il estime que les formules ne fonctionnent plus correctement dans la version fournie par un soumissionnaire.

4.4 Méthode de sélection

- (a) Pour être déclarée recevable, une soumission doit respecter les exigences de la demande de soumissions, satisfaire à tous les critères d'évaluation obligatoires et obtenir la note de passage indiquée pour les critères cotés indiqués dans la demande de soumissions.
- (b) La soumission recevable obtenant la note totale la plus élevée sera recommandée pour l'attribution du contrat. La note maximale qu'un soumissionnaire peut obtenir pour le mérite technique est de 60; la note maximale en ce qui concerne le prix est établie à 40.
- (i) Calcul de la note technique totale : On calculera la note technique totale pour chaque soumission recevable en convertissant la note technique obtenue pour les critères techniques cotés par points à l'aide de la formule suivante (le résultat étant arrondi à deux décimales).
- $$\frac{\text{Note technique}}{\text{Note technique maximale}} \times 60 = \text{Note technique totale}$$
- (ii) Calcul de la note financière totale : On calculera la note financière totale pour chaque soumission recevable en convertissant la note financière obtenue pour l'évaluation financière à l'aide de la formule suivante (le résultat étant arrondi à deux décimales).
- $$\frac{\text{Prix évalué le plus bas}}{\text{Prix évalué du soumissionnaire}} \times 40 = \text{Note financière totale}$$
- (iii) Calcul de la note totale du soumissionnaire – La note totale du soumissionnaire sera calculée pour chaque soumission recevable selon la formule suivante :
- $$\text{Note technique totale} + \text{note financière totale} = \text{note totale du soumissionnaire}$$
- (c) Dans l'éventualité où des soumissionnaires obtiendraient la même note totale, le soumissionnaire ayant obtenu la note technique totale sera classé au premier rang.
- (d) Un contrat peut être attribué à la suite de la présente demande de soumissions.
- (e) Les soumissionnaires devraient noter que l'attribution des contrats est assujettie au processus d'approbation interne du Canada, qui prévoit l'approbation obligatoire du financement selon le montant de tout contrat proposé. Même si un soumissionnaire a été recommandé pour l'attribution d'un contrat, un contrat sera attribué uniquement si l'approbation interne est obtenue conformément aux politiques internes du Canada. Si l'approbation n'est pas obtenue, aucun contrat ne sera attribué.

PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations et les renseignements supplémentaires exigés pour qu'un contrat leur soit attribué.

Les attestations que les soumissionnaires remettent au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par ce dernier. Le Canada déclarera une soumission non recevable, ou un manquement de la part de l'entrepreneur s'il est établi qu'une attestation du soumissionnaire est fausse, sciemment ou non, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions ou pendant la durée du contrat.

L'autorité contractante aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations du soumissionnaire. À défaut de répondre et de coopérer à toute demande ou exigence imposée par l'autorité contractante, la soumission sera déclarée non recevable, ou constituera un manquement aux termes du contrat.

5.1 Attestations préalables à l'attribution du contrat et renseignements supplémentaires

Les attestations et les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous devraient être présentés avec l'offre, mais il est possible de les présenter après. Si l'une ou l'autre de ces attestations ou l'un ou l'autre de ces renseignements supplémentaires demandés n'est pas fourni, l'autorité contractante informera le soumissionnaire du délai qu'elle lui accorde pour fournir les renseignements. Si le soumissionnaire ne remet pas les attestations ou les renseignements supplémentaires énoncés ci-dessous dans le délai imparti, son offre sera jugée non recevable.

(a) Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation de soumission

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que ni lui ni un membre de la coentreprise, si le soumissionnaire est une coentreprise, ne sont nommés dans la « Liste d'admissibilité limitée à soumissionner au Programme de contrats fédéraux » (http://www.travail.gc.ca/fra/normes_equite/eq/emp/pcf/liste/inelig.shtml) qui figure sur le site Web du Programme du travail d'Emploi et Développement social Canada.

Le Canada aura le droit de déclarer une soumission non recevable si le soumissionnaire, ou tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, est nommé dans la « Liste d'admissibilité limitée à soumissionner au Programme de contrats fédéraux » au moment de l'attribution du contrat.

Le Canada aura aussi le droit de résilier le contrat pour manquement si l'entrepreneur, ou tout membre de la coentreprise si l'entrepreneur est une coentreprise, est nommé dans la « Liste d'admissibilité limitée à soumissionner au Programme de contrats fédéraux » pendant la durée du contrat.

Le soumissionnaire doit fournir à l'autorité contractante la Pièce jointe 5.1, Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation, remplie avant l'attribution du contrat. Si le soumissionnaire est une coentreprise, il doit fournir à l'autorité contractante l'annexe Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation, remplie pour chaque membre de la coentreprise.

5.2 Attestations supplémentaires préalables à l'attribution du contrat

(a) Services professionnels – Ressources

- (i) En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que, s'il obtient le contrat, chaque individu proposé dans sa soumission sera disponible pour exécuter les travaux, tel qu'il est exigé

par les représentants du Canada, au moment indiqué dans la demande de soumissions ou convenu avec ces derniers.

- (ii) En déposant une soumission, le soumissionnaire atteste qu'il a vérifié tous les renseignements fournis dans les curriculum vitæ et les documents à l'appui présentés avec sa soumission, plus particulièrement les renseignements relatifs aux études, aux réalisations, à l'expérience et aux antécédents professionnels, et que ceux-ci sont exacts. En outre, il garantit que chaque personne proposée est en mesure d'exécuter les travaux prévus dans le contrat subséquent.
- (iii) Si le soumissionnaire ne peut offrir les services d'une personne nommée dans sa soumission, que ce soit en raison du décès, de la maladie, d'un congé prolongé (y compris d'un congé parental et d'un congé d'invalidité), de la retraite, de la démission ou du renvoi de la ressource en question, dans les cinq (5) jours ouvrables suivant la prise de connaissance du Canada de la non-disponibilité de la personne, le soumissionnaire peut proposer un remplaçant à l'autorité contractante, s'il fournit :
 - (A) le motif du remplacement ainsi que des documents justificatifs jugés acceptables par l'autorité contractante;
 - (B) le nom, les qualifications et l'expérience d'un remplaçant proposé disponible immédiatement;
 - (C) la preuve que le remplaçant proposé possède la cote de sécurité exigée accordée par le Canada, s'il y a lieu.

Un seul remplaçant sera pris en considération pour toute personne proposée dans la soumission. L'autorité contractante peut, à l'égard du remplaçant proposé par le soumissionnaire et à son entière discrétion, choisir l'une ou l'autre des options suivantes :

- (A) mettre la soumission de côté et de ne plus en tenir compte;
- (B) évaluer le remplaçant conformément aux exigences de la demande de soumissions à la place de la ressource initiale comme s'il avait été proposé au départ dans la soumission, avec toutes les adaptations nécessaires appliquées aux résultats d'évaluation, notamment le rang de la soumission par rapport aux autres soumissions.

Si aucun remplaçant n'est proposé, l'autorité contractante rejettera la soumission sans autre examen.

- (iv) Si le soumissionnaire a proposé une personne qui n'est pas un de ses employés, en déposant une soumission, il atteste qu'il a la permission de la personne d'offrir ses services pour l'exécution des travaux et de soumettre son curriculum vitæ au Canada. Le soumissionnaire doit, à la demande de l'autorité contractante, fournir une confirmation écrite, signée par la personne, de la permission donnée au soumissionnaire ainsi que de sa disponibilité. Le défaut de répondre à la demande peut avoir pour conséquence de rendre la soumission non recevable.

(b) **Attestation linguistique – Anglais essentiel**

En déposant une soumission, le soumissionnaire atteste que, s'il obtient le contrat découlant de la demande de soumissions, chaque personne proposée dans sa soumission devra pouvoir s'exprimer couramment maîtrise l'anglais. La personne proposée doit être en mesure de communiquer en anglais tant à l'oral qu'à l'écrit, sans aide, et en faisant peu d'erreurs.

(c) **Présentation d'une seule soumission**

En déposant une soumission, le soumissionnaire atteste qu'il ne se considère pas comme étant « lié » à aucun autre soumissionnaire.

PARTIE 6 – EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ, EXIGENCES FINANCIÈRES ET AUTRES EXIGENCES

6.1 Exigences relatives à la sécurité

- (a) À la date de clôture des soumissions, les conditions suivantes doivent être respectées :
 - (i) le soumissionnaire doit détenir une attestation de sécurité d'organisation valable, conformément à la partie 7 – Clauses du contrat subséquent;
 - (ii) les personnes proposées par le soumissionnaire qui doivent avoir accès à des renseignements ou à des biens classifiés ou protégés, ou encore à des établissements de travail dont l'accès est réglementé, doivent satisfaire aux exigences relatives à la sécurité précisées dans la Partie 7 – Clauses du contrat subséquent;
- (b) Pour obtenir de plus amples renseignements sur les exigences relatives à la sécurité, les soumissionnaires devraient consulter le site Web du Programme de sécurité industrielle de TPSGC (<http://ssi-iss.tpsgc-pwgsc.gc.ca/index-fra.html>).
- (c) Si le soumissionnaire est une coentreprise, chacun des membres de celle-ci doit respecter les exigences relatives à la sécurité.

6.2 Capacité financière

- (a) La clause A9033T du Guide des CUA (2012-07-16), Capacité financière, s'applique, à la différence que le paragraphe 3 est supprimé et est remplacé par : « Si le soumissionnaire est une filiale d'une autre entreprise, chaque société mère, y compris la société mère ultime, devra fournir l'information financière demandée en 1(a) à (f). L'information financière fournie par une société mère ne dégage pas pour autant le soumissionnaire de l'obligation de présenter ses propres renseignements financiers; toutefois, si le soumissionnaire est une filiale d'une autre entreprise, et dans le cours normal des affaires les renseignements financiers ne sont pas générés distinctement pour la filiale, les renseignements financiers de la société mère doivent être fournis. Si le Canada juge que le soumissionnaire ne possède pas la capacité financière, mais que la société mère possède cette capacité, ou que le Canada ne peut évaluer la capacité financière du soumissionnaire puisque son information financière fait partie intégrante de celle de la société mère, le Canada peut, à sa seule discrétion, attribuer le contrat au soumissionnaire sous réserve que la société mère fournisse une garantie au Canada. »
- (b) Si le soumissionnaire est une coentreprise, chacun des membres de celle-ci doit respecter les exigences relatives à la capacité financière.

6.3 Capacité financière

- (a) Clause du guide des CUA A9130T (2014-11-27) Programme des marchandises contrôlées.
- (b) Dans le cas des coentreprises, chaque membre de la coentreprise doit respecter les exigences du Programme des marchandises contrôlées.

PARTIE 7 – CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

Les clauses suivantes s'appliquent à tout contrat découlant de la demande de soumissions et en font partie intégrante.

7.1 Exigences

- (a) _____ (l'« **entrepreneur** ») consent à fournir au client les services décrits dans le contrat, y compris l'Énoncé des travaux, conformément au contrat et aux prix qui y sont énoncés. Cela comprend la prestation de services professionnels, à la demande du Canada, à un ou plusieurs emplacements qui seront précisés par ce dernier, à l'exclusion de tout emplacement se trouvant dans des secteurs assujettis à des ententes sur les revendications territoriales globales.
- (b) **Client** : En vertu du client, le « **client** » est le ministère de la Défense nationale (MDN), Recherche et développement pour la défense Canada (RDDC).
- (c) **Réorganisation du client** : Le changement de dénomination sociale, la réorganisation, le réaménagement ou la restructuration d'un client n'auront aucune incidence sur les obligations de l'entrepreneur (ni ne donneront lieu au paiement d'honoraires supplémentaires). La réorganisation, le réaménagement ou la restructuration du client s'entendent aussi de sa privatisation, de sa fusion avec une autre entité et de sa dissolution, lorsque cette dissolution est suivie de la création d'une ou de plusieurs autres entités dont la mission est semblable à celle du client d'origine. Peu importe le type de restructuration, le Canada peut désigner un autre ministère ou un autre organisme gouvernemental comme autorité contractante ou responsable technique, conformément aux nouveaux rôles et aux nouvelles responsabilités découlant de la restructuration.
- (d) **Définitions** : Les termes et expressions définis dans les Conditions générales et dans les Conditions générales supplémentaires et employés dans ce contrat ont le sens qui leur est attribué dans ces Conditions générales ou dans ces Conditions générales supplémentaires. L'expression « utilisateur désigné » dans l'AMA fait référence au client. De plus, « produit livrable » ou « produits livrables » comprend toute la documentation décrite dans le présent contrat. Une référence à un « bureau local » de l'entrepreneur signifie un bureau ayant au moins un employé à temps plein qui n'est pas une ressource partagée qui y travaille

7.2 Autorisation de tâche

- (a) **Autorisations de tâches sur demande** : La totalité ou une partie des travaux du contrat seront réalisés « sur demande », au moyen d'une autorisation de tâches. Les travaux décrits dans l'autorisation de tâche doivent être conformes à la portée du contrat. L'entrepreneur ne doit pas commencer les travaux avant d'avoir reçu une autorisation de tâche approuvée. L'entrepreneur convient que toute tâche effectuée avant la réception de cette autorisation de tâche approuvée est effectuée à ses propres risques.
- (b) **Évaluation des ressources proposées à l'étape de l'autorisation de tâche** : Les processus relatifs à l'établissement d'une autorisation de tâche, en réponse à une autorisation de tâche et à l'évaluation d'une autorisation de tâche sont décrits aux appendices A, B, C et D de l'annexe A.
- (c) **Formulaire et contenu du projet d'autorisation de tâche** :
 - (i) Le responsable technique fournira à l'entrepreneur une description des tâches au moyen d'un projet d'autorisation de tâche à l'aide du formulaire figurant à l'Appendice B de l'Annexe A.
 - (ii) Le projet d'autorisation de tâche doit expliquer en détail les travaux à effectuer et doit également contenir les renseignements suivants :
 - (A) le numéro de tâche;

- (B) la date à laquelle la réponse de l'entrepreneur doit être reçue (cette date figurera dans le projet d'AT, mais pas dans l'AT attribuée);
 - (C) tout code financier à utiliser;
 - (D) les catégories de ressources et le nombre de ressources nécessaires;
 - (E) une description des travaux associés à la tâche, notamment les activités à réaliser et les produits livrables à présenter (comme des rapports);
 - (F) les dates de début et de fin;
 - (G) les dates clés des produits livrables et des paiements (s'il y a lieu);
 - (H) le nombre de jours-personnes requis;
 - (I) une note indiquant si les travaux comprennent des activités à réaliser sur place, en précisant l'endroit;
 - (J) le profil linguistique des ressources requises;
 - (K) le niveau d'attestation de sécurité que doivent posséder les employés de l'entrepreneur;
 - (L) le prix payable à l'entrepreneur pour l'exécution de la tâche, en indiquant s'il s'agit d'un prix ferme ou du prix maximum de l'autorisation de tâche (et dans le cas du prix maximum, l'autorisation de tâche doit indiquer la façon dont le montant final payable sera déterminé; lorsque l'autorisation de tâche n'indique pas la façon dont le montant final payable sera déterminé, le montant payable est le montant, jusqu'à concurrence du montant maximum, pour les heures réellement travaillées sur le projet que l'entrepreneur justifie en présentant les feuilles de présence remplies au moment de l'exécution des travaux par les employés pour justifier les frais);
 - (M) toute autre contrainte pouvant avoir des répercussions sur l'exécution de la tâche.
- (d) **Réponse de l'entrepreneur à un projet d'autorisation de tâche** : L'entrepreneur doit fournir au responsable technique, dans les 3 jours ouvrables de la réception du projet d'autorisation de tâche (ou tout autre délai plus long précisé dans le projet d'autorisation de tâche), le coût total estimatif proposé pour l'exécution de la tâche et la ventilation de ce coût, établie conformément à la Base de paiement du contrat. La proposition de prix de l'entrepreneur doit être établie selon les taux stipulés dans le contrat. L'entrepreneur ne sera pas payé pour la préparation ni la présentation d'une réponse, ni pour la fourniture d'autres renseignements requis pour la préparation et l'attribution officielle de l'AT.
- (e) **Limite des autorisations de tâche et responsabilités à l'égard de leur émission officielle** :
- Pour être attribuée de façon officielle, une autorisation de tâche doit porter les signatures suivantes :
- (i) toute autorisation de tâche dont la valeur est inférieure ou égale à 250 000,00 \$ (les taxes applicables sont comprises) doit être signée par le responsable technique;
 - (ii) toute autorisation de tâche dont la valeur est supérieure à ce montant doit être signée par le responsable technique et l'autorité contractante.
- Toute autorisation de tâche qui ne porte pas les signatures requises n'a pas été émise de façon officielle par le Canada et n'est donc pas valide. Tous les travaux réalisés par l'entrepreneur sans que celui-ci ait reçu une AT officielle seront effectués à ses propres risques. L'entrepreneur doit aviser l'autorité contractante s'il reçoit une AT qui ne porte pas les signatures requises. Au moyen d'un avis écrit envoyé à l'entrepreneur, l'autorité

contractante peut suspendre en tout temps le pouvoir du client d'attribuer des autorisations de tâches, ou réduire la valeur indiquée à l'alinéa (i) ci-dessus. L'avis de suspension ou de réduction prend effet dès la réception.

- (f) **Administration du processus d'autorisation de tâche pour le MDN** : L'administration du processus d'autorisation de tâche sera effectuée par RDDC Ottawa. Ce processus comprend la surveillance, le contrôle et le rapport des dépenses dans le cadre du contrat comportant des autorisations de tâche à l'intention de l'autorité contractante.
- (g) **Rapports d'utilisation périodique** :
- (i) L'entrepreneur doit compiler et tenir à jour des données sur les services fournis au gouvernement fédéral, conformément aux autorisations de tâche approuvées émises dans le cadre du contrat. L'entrepreneur doit fournir ces données conformément aux exigences d'établissement de rapports précisées ci-dessous. Si certaines données requises ne sont pas disponibles, l'entrepreneur doit en indiquer la raison. Si des services ne sont pas fournis pendant une période donnée, l'entrepreneur doit soumettre un rapport portant la mention « NÉANT ». Les données doivent être présentées chaque trimestre à l'autorité contractante. De temps en temps, l'autorité contractante peut également exiger un rapport intérimaire au cours d'une période de référence.
- (ii) Les trimestres sont définis comme suit :
- (A) premier trimestre : du 1^{er} avril au 30 juin;
 - (B) deuxième trimestre : du 1^{er} juillet au 30 septembre;
 - (C) troisième trimestre : du 1^{er} octobre au 31 décembre;
 - (D) quatrième trimestre : du 1^{er} janvier au 31 mars.
- Les données doivent être présentées à l'autorité contractante dans les 10 jours civils suivant la fin de la période de référence.
- (iii) Chaque rapport doit contenir les informations suivantes pour chaque autorisation de tâche qui est approuvée et émise de façon officielle (et tel que modifié):
- (A) le numéro de l'autorisation de tâche et le numéro de la version modifiée, le cas échéant;
 - (B) le titre ou une courte description de chaque tâche autorisée;
 - (C) le nom, la catégorie de ressources et le niveau de chaque ressource participant à l'exécution de l'autorisation de tâches, le cas échéant;
 - (D) le coût estimatif total précisé dans l'autorisation de tâche valide de chaque tâche, taxes applicables en sus;
 - (E) le montant total dépensé jusqu'à présent, taxes applicables en sus, pour chaque tâche autorisée;
 - (F) les dates de début et de fin de chaque tâche autorisée;
 - (G) l'état d'avancement de chaque tâche autorisée, s'il y a lieu (p. ex. indiquer si les travaux sont en cours, ou si le Canada a annulé ou suspendu l'autorisation de tâche).
- (iv) Chaque rapport doit aussi contenir les informations cumulatives suivantes pour chaque autorisation de tâche émise de façon officielle (et tel que modifié):
- (A) le montant (taxes applicables en sus) précisé dans le contrat (selon la dernière modification, s'il y a lieu) qui correspond à la responsabilité totale du Canada

envers l'entrepreneur pour toutes les autorisations de tâche émises de façon officielle;

- (B) le montant total, taxes applicables en sus, dépensé jusqu'à présent pour toutes les autorisations de tâche émises de façon officielle.

7.3 Garantie des travaux minimums

- (a) Dans la présente clause :

- (i) La « **valeur maximale du contrat** » désigne le montant indiqué à la clause « **Limite des dépenses** ».
- (ii) La « **valeur minimale du contrat** » représente 20 000 \$ (à l'exclusion des taxes applicables).

- (b) En vertu du présent contrat, le Canada est tenu de demander des travaux pour un montant correspondant à la valeur minimale du contrat ou, à son choix, de payer l'entrepreneur à la fin du contrat conformément au paragraphe c), sauf pour les cas prévus au paragraphe d). En contrepartie de cette obligation, l'entrepreneur convient de se tenir prêt, pendant toute la période du contrat, à exécuter les travaux décrits dans le contrat. La responsabilité maximale du Canada à l'égard des travaux exécutés dans le cadre du contrat ne doit pas dépasser la valeur maximale du contrat, à moins d'une augmentation autorisée par écrit par l'autorité contractante.

- (c) Si, pendant la durée du contrat, le Canada n'exige pas une quantité de travaux correspondant à la valeur minimale du contrat, il devra verser à l'entrepreneur la différence entre cette valeur et le coût total des travaux demandés.

- (d) Conformément à cet article, le Canada n'aura aucune obligation à l'égard de l'entrepreneur si le Canada résilie l'ensemble du contrat :

- (i) pour manquement;
- (ii) pour des raisons pratiques à la suite de la décision ou de la recommandation d'un tribunal ou d'une cour, énonçant que le contrat peut être résilié, faire l'objet d'une autre demande de soumissions ou être attribué à un autre fournisseur;
- (iii) pour des raisons de commodité dans les dix jours ouvrables suivant l'attribution du contrat.

7.4 Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et les conditions désignées par un numéro, une date et un titre sont énoncées dans le Guide des CCUA (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>), publié par TPSGC.

- (a) **Conditions générales :**

- (i) Le document 2035 (2016-04-04), Conditions générales – besoins plus complexes de services, s'applique au contrat et en fait partie intégrante.

En ce qui concerne l'article 30, Résiliation pour raisons de commodité, des Conditions générales 2035, la sous-section 04 est supprimée et remplacée par les sous-sections 04, 05 et 06 :

4. Les sommes auxquelles l'entrepreneur a droit selon le présent article et les sommes versées ou dues à l'entrepreneur ne doivent pas dépasser, au total, le prix contractuel.
5. Si l'autorité contractante résilie le contrat en totalité et que les articles de l'accord comprennent une garantie des travaux minimums, le montant total à verser à l'entrepreneur en vertu du contrat ne doit pas dépasser le plus élevé des deux montants suivants :

- (a) le montant total auquel a droit l'entrepreneur selon le présent article, en plus des montants qui lui ont été versés, des montants qui lui seront dus en plus des montants qui devront lui être payés en vertu de la garantie de revenu minimum, ou les montants qui lui sont dus à la date de la résiliation;
 - (b) le montant total payable selon la garantie des travaux minimums, moins les montants qui ont été versés, qui sont dus ou qui seront dus à l'entrepreneur à la date de la résiliation.
6. Sauf dans la mesure prévue au présent article, l'entrepreneur n'aura aucun recours, notamment en ce qui concerne les dommages-intérêts, la compensation, la perte de profit et l'indemnité découlant de tout avis de résiliation donné par le Canada en vertu du présent article. L'entrepreneur convient de rembourser immédiatement au Canada toute partie de tout paiement anticipé non liquidé à la date de la résiliation.
- (b) **Conditions générales supplémentaires :**
- Les conditions générales supplémentaires qui suivent :
- (i) 4006 (2010-08-16), Conditions générales supplémentaires – L'entrepreneur détient les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux;
- s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

7.5 Exigences relatives à la sécurité

Les exigences relatives à la sécurité suivantes (Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité LVERS #W7714-125509 et clauses connexes fournies par le Programme de sécurité industrielle), s'appliquent au contrat et en font partie intégrante :

EXIGENCE EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ POUR ENTREPRENEUR CANADIEN: DOSSIER TPSGC N° W7714-125509

1. L'entrepreneur ou l'offrant doit détenir en permanence, pendant l'exécution du contrat ou de l'offre à commandes, une cote de sécurité d'installation valable au niveau **TRÈS SECRET et NATO SECRET**, délivrée par la Direction de la sécurité industrielle canadienne (DSIC) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC).
2. Les membres du personnel de l'entrepreneur ou de l'offrant devant avoir accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS, ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé, doivent TOUS détenir une cote de sécurité du personnel valable au niveau **NATO SECRET**, délivrée ou approuvée par la DSIC de TPSGC.
3. Les membres du personnel de l'entrepreneur devant avoir accès à des renseignements ou à des biens Canadiens ou Étranger CLASSIFIÉS, ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé, **doivent être citoyens du Canada** et doivent TOUS détenir une cote de sécurité du personnel valable au niveau **TRÈS SECRET SIGINT**, délivrée par la DSIC de TPSGC et approuvée par la Centre de la sécurité des télécommunications.
4. Les membres du personnel de l'entreprise qui doivent avoir accès aux biens ou aux renseignements OTAN NON-CLASSIFIÉS n'ont pas besoin d'avoir une attestation de sécurité ; toutefois, l'entrepreneur doit s'assurer que de tiers n'auront pas accès aux renseignements OTAN NON-CLASSIFIÉS et que le principe du « besoin de savoir », sera appliqué.
5. Les membres du personnel de l'entrepreneur ou de l'offrant devant avoir accès à des renseignements ou à des biens NATO DIFFUSION RESTREINTE, **doivent être citoyens d'un pays membre de l'OTAN ou doivent être résident permanents du Canada** et doivent TOUS

détenir une cote de **NATO SECRET** en vigueur, délivrée ou approuvée par l'autorité de sécurité compétente déléguée par l'OTAN.

6. Les membres du personnel de l'entrepreneur ou de l'offrant devant avoir accès à des renseignements ou à des biens **CLASSIFIÉS OTAN**, ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé, **doivent être citoyens Canadiens** et doivent TOUS détenir une cote de sécurité du personnel valable au niveau **NATO SECRET**, délivrée ou approuvée par l'autorité de sécurité compétente déléguée par l'OTAN.
7. Ce contrat comprend un accès à des marchandises contrôlées. Avant d'avoir accès, le soumissionnaire doit être inscrit au Programme des Marchandises Contrôlées de Travaux Publics et Services Gouvernementaux Canada.
8. Avant l'attribution du contrat, l'entrepreneur doit remplir un questionnaire sur la participation, le contrôle et l'influence étrangers (PCIE) ainsi que les documents connexes indiqués dans les lignes directrices sur la PCIE destinées aux organisations. L'entrepreneur doit soumettre ces documents dûment remplis afin d'indiquer si une tierce partie (personne, entreprise ou gouvernement) peut accéder, sans en avoir l'autorisation, à des biens ou à des renseignements COMSEC/INFOSEC ou CLASSIFIÉS DE L'OTAN/ÉTRANGERS. Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) déterminera si le statut « Sans PCIE » ou « Avec PCIE » doit être attribué à l'entreprise de l'entrepreneur. Si le statut « Avec PCIE » est attribué à l'entreprise, TPSGC déterminera si des mesures d'atténuation existent ou doivent être prises par l'entreprise afin qu'elle puisse obtenir le statut « Sans PCIE par atténuation ».

En permanence pendant l'exécution du contrat, l'entrepreneur devrait détenir une lettre de TPSGC indiquant les résultats de l'évaluation de la PCIE ainsi que le statut attribué à son entreprise, c'est-à-dire « Sans PCIE » ou « Sans PCIE par atténuation ».

Tout changement au questionnaire et aux facteurs connexes d'évaluation de la PCIE doit être immédiatement signalé au Secteur de la sécurité industrielle aux fins de détermination de l'incidence du changement sur le statut lié à la PCIE.

9. L'entrepreneur ou l'offrant NE DOIT PAS emporter de renseignements CLASSIFIÉS hors des établissements de travail visés; et l'entrepreneur ou l'offrant doit s'assurer que son personnel est au courant de cette restriction et qu'il l'a respecte.
10. Les contrats de sous-traitance comportant des exigences relatives à la sécurité NE doivent pas être attribués sans l'autorisation écrite préalable de la DSIC de TPSGC.
11. L'entrepreneur ou l'offrant doit respecter les dispositions :
 - a) de la Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité et directive de sécurité (s'il y a lieu), reproduite ci-joint à l'Annexe C;
 - b) du *Manuel de la sécurité industrielle* (dernière édition).

7.6 Période du contrat

- (a) **Période du contrat** : La « **période du contrat** » représente toute la période au cours de laquelle l'entrepreneur est obligé d'exécuter les travaux et comprend :
 - (i) la « **période initiale du contrat** » qui commence à la date d'attribution du contrat et qui prend fin 3 ans plus tard;
 - (ii) la période de prolongation de ce contrat, si le Canada décide de se prévaloir des options énoncées dans le contrat.

(b) Option de prolongation du contrat :

- (i) L'entrepreneur accorde au Canada l'option irrévocable de prolonger la durée du contrat pour au plus 3 périodes supplémentaires de 1 année chacune, selon les mêmes conditions. L'entrepreneur accepte, au cours de la période prolongée du contrat, d'être payé conformément aux dispositions applicables définies dans la Base de paiement.
- (ii) Le Canada peut exercer cette option à n'importe quel moment, en faisant parvenir un avis écrit à l'entrepreneur avant la date d'échéance du contrat. Cette option ne peut être exercée que par l'autorité contractante et sera confirmée, pour des raisons administratives seulement, par une modification au contrat.

7.7 Responsables

(a) Autorité contractante

L'autorité contractante dans le cadre du contrat est :

Nom : Arden Aresta

(b) Titre : Autorité contractante

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

Direction générale des approvisionnements

Direction : Direction de l'acquisition de systèmes informatiques et de télécommunications

Adresse : 11, rue Laurier, Gatineau (Québec)

Téléphone : 873-469-4958

Télécopieur : 819-956-5078

Adresse électronique : arden.aresta@tpsgc-pwgsc.gc.ca

L'autorité contractante est responsable de la gestion du contrat, et toute modification du contrat doit être autorisée, par écrit, par l'autorité contractante. L'entrepreneur ne doit pas effectuer de travaux dépassant la portée du contrat ou des travaux qui n'y sont pas prévus à la suite de la réception de demandes ou d'instructions verbales ou écrites de toute personne autre que l'autorité contractante.

(c) Responsable technique

Le responsable technique pour le contrat est :

Nom : _____

Titre : _____

Organisation : _____

Adresse : _____

Téléphone : _____

Télécopieur : _____

Adresse électronique : _____

Le responsable technique représente le ministère ou l'organisme pour lequel les travaux sont exécutés en vertu du contrat, et il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat. On peut discuter des questions techniques avec le responsable technique; cependant, celui-ci ne peut pas autoriser les changements touchant la portée des travaux. De telles modifications ne peuvent être effectuées que par l'entremise d'une modification au contrat émise par l'autorité contractante.

(d) Le représentant du ministère de l'Approvisionnement du MDN

Le représentant du ministère de l'Approvisionnement du MDN pour le contrat est :

Nom : _____

Titre : _____

Organisation : _____

Adresse : _____
Téléphone : _____
Télécopieur : _____
Adresse électronique : _____

Le représentant du ministère de l'Approvisionnement du MDN est le représentant du ministère ou de l'organisme pour lequel les travaux sont exécutés en vertu du contrat. Le représentant en approvisionnement est responsable de la mise en œuvre des outils et processus nécessaires à l'administration du contrat. L'entrepreneur peut discuter des questions administratives identifiées dans le contrat avec le représentant de l'approvisionnement, mais le représentant de l'approvisionnement n'a pas le pouvoir d'autoriser des modifications à la portée des travaux. Les modifications apportées à la portée des travaux ne peuvent être apportées que par une modification du contrat émise par le pouvoir adjudicateur.

(e) **Représentant de l'entrepreneur**

Nom : _____
Titre : _____
Organisation : _____
Adresse : _____
Téléphone : _____
Télécopieur : _____
Adresse électronique : _____

7.8 Divulgence proactive des contrats conclus avec d'anciens fonctionnaires

En fournissant des renseignements sur son statut d'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la Loi sur la gestion de la fonction publique, l'entrepreneur a convenu que ces renseignements seront affichés sur les sites Web ministériels, dans le cadre des rapports de divulgation proactive, conformément à l'Avis sur la politique sur les marchés 2012-2 du Secrétariat du Conseil du Trésor.

7.9 Paiement

(a) **Base de paiement**

- (i) **Services professionnels fournis dans le cadre d'une autorisation de tâche avec un prix maximum:** Pour les services professionnels exigés par le Canada, en conformité avec une autorisation de tâche émise de façon officielle, le Canada paiera à l'entrepreneur, de façon rétroactive, jusqu'à concurrence du prix maximum pour l'autorisation de tâche, pour les heures réellement travaillées ainsi que pour tout produit issu de ce travail conformément aux tarifs journaliers fermes tout compris établis à l'annexe B, Base de paiement, taxes applicables en sus. Les périodes de travail de moins d'une journée seront calculées au prorata, une journée normale de travail étant de 7,5 heures.
- (ii) **Frais de déplacement et de subsistance – Directive sur les voyages du Conseil national mixte:** L'entrepreneur sera remboursé pour les frais de déplacement et de subsistance autorisés qu'il a raisonnablement et convenablement engagés dans l'exécution des travaux, au prix coûtant, sans aucune indemnité pour les frais administratifs généraux ou le profit, conformément aux indemnités relatives aux repas, à l'utilisation d'un véhicule privé et aux faux frais qui sont précisées aux appendices B, C et D de la Directive sur les voyages du Conseil national mixte, et selon les autres

dispositions de la Directive qui font référence aux « voyageurs » plutôt qu'aux « employés ». Tout déplacement doit être approuvé au préalable par le responsable technique. Les demandes de voyage seront prises en compte uniquement pour un lieu de travail situé à plus de 100 kilomètres de la région de la capitale nationale.

L'entrepreneur sera payé pour les heures consacrées au déplacement en fonction de la moitié du taux horaire. Le taux horaire sera déterminé en divisant le taux quotidien ferme établi à l'Annexe B par 7,5 heures. Tout paiement peut faire l'objet d'une vérification par le gouvernement.

- (iii) **Attribution concurrentielle** : L'entrepreneur reconnaît que le contrat a été attribué à l'issue d'un processus concurrentiel. Aucun montant supplémentaire ne sera versé à l'entrepreneur en compensation d'erreurs, d'oublis ou de mauvaises interprétations ou estimations dans sa soumission.
- (iv) **Taux des services professionnels** : D'après l'expérience du Canada, les soumissionnaires proposeront parfois des taux pour une ou plusieurs catégories de ressources au moment de la soumission qu'ils refuseront plus tard de respecter, en affirmant que ces taux ne leur permettent pas de recouvrer les frais ou de rentabiliser leurs activités. Cela annule les avantages que le Canada aurait pu retirer de ce contrat. Si l'entrepreneur ne répond pas ou refuse de présenter une personne possédant les compétences décrites dans le contrat dans le délai prévu au contrat (ou qu'il propose plutôt de présenter quelqu'un d'une autre catégorie, à un taux différent), même si le Canada résilie le contrat en totalité ou en partie ou choisit de se prévaloir de ses droits en vertu des Conditions générales, le Canada peut imposer des sanctions ou prendre des mesures conformément à la Politique sur les mesures correctives du rendement des fournisseurs (ou l'équivalent) de TPSGC en vigueur. Ces mesures peuvent comprendre une évaluation de laquelle peut découler l'imposition à l'entrepreneur de conditions qu'il devra respecter pour continuer à faire affaire avec le Canada ou une radiation complète de l'entrepreneur l'empêchant de soumissionner à l'avenir.
- (i) Lorsqu'il informe l'autorité contractante que les fonds du contrat sont insuffisants, l'entrepreneur doit lui fournir par écrit une estimation des fonds supplémentaires requis. La présentation de cette information par l'entrepreneur n'augmente pas la responsabilité du Canada.

(b) **Limitation des dépenses – Total cumulatif de toutes les autorisations de tâche**

- (i) La responsabilité totale du Canada envers l'entrepreneur dans le cadre du contrat pour toutes les autorisations de tâche émises de façon officielle, y compris toute modification, ne doit pas dépasser le montant énoncé à la page 1 du contrat, moins les taxes applicables. En ce qui concerne le montant inscrit à la première page du contrat, les droits de douane _____ [insérer « sont inclus », « sont exclus » ou « font l'objet d'une exemption »], et les taxes applicables sont incluses.
- (ii) Aucune augmentation de la responsabilité totale du Canada ne sera autorisée ou payée à l'entrepreneur, à moins qu'une augmentation n'ait été approuvée, par écrit, par l'autorité contractante.
- (iii) Il doit aviser l'autorité contractante par écrit du caractère approprié de cette somme :
 - (A) lorsque 75 % de la somme est engagée; ou
 - (B) quatre mois avant la date d'expiration du contrat; ou
 - (C) dès que l'entrepreneur juge que la somme est insuffisante pour l'achèvement des travaux requis et demandés dans toutes les autorisations de tâche autorisées, y compris toutes révisions,

selon la première éventualité.

- (iv) Lorsqu'il informe l'autorité contractante que les fonds du contrat sont insuffisants, l'entrepreneur doit lui fournir par écrit une estimation des fonds supplémentaires requis. La présentation de cette information par l'entrepreneur n'augmente pas la responsabilité du Canada.
- (c) **Modalités de paiement pour les autorisations de tâche avec un prix maximum :** Pour chaque autorisation de tâche valide émise conformément au contrat et qui comprend un prix maximum :
 - (i) Le Canada paiera l'entrepreneur une fois par mois uniquement, conformément à la Base de paiement. L'entrepreneur doit présenter des feuilles de présence pour chaque ressource, indiquant le nombre de jours et d'heures de travail effectués, pour justifier les montants réclamés sur la facture.
 - (ii) Une fois que le Canada aura payé le prix maximum pour l'autorisation de tâche, il n'aura plus à verser d'autres montants, mais l'entrepreneur devra achever les travaux décrits dans l'autorisation de tâche et correspondant au prix maximum de l'autorisation de tâche. Si les travaux décrits dans l'autorisation de tâche sont terminés plus tôt que prévu, et que leur coût (en fonction de la durée des travaux confirmée par les feuilles de présence) selon les tarifs établis dans le contrat est inférieur au prix maximum de l'autorisation de tâche, le Canada ne sera pas tenu de payer que le temps consacré à la réalisation des travaux liés à l'autorisation de tâche.
- (d) **Vérification du temps**

Le temps facturé et l'exactitude du système d'enregistrement du temps de l'entrepreneur peuvent faire l'objet d'une vérification par le Canada, avant ou après que l'entrepreneur a été payé. Si la vérification est effectuée après le paiement, l'entrepreneur s'engage à rembourser tout montant versé en trop, à la demande du Canada.
- (e) **Aucune obligation de payer pour des travaux non effectués en raison de la fermeture des bureaux du gouvernement**
 - (i) Si l'entrepreneur, ses employés, ses sous-traitants ou ses représentants fournissent des services dans les locaux du gouvernement dans le cadre du contrat et que ces locaux ne sont pas accessibles en raison de l'évacuation ou de la fermeture des bureaux du gouvernement, et que le travail n'est pas effectué en raison de cette fermeture, le Canada n'a pas la responsabilité de payer l'entrepreneur pour le travail qu'il aurait exécuté s'il n'y avait pas eu de fermeture des bureaux.
 - (ii) Si l'entrepreneur, ses employés, ses sous-traitants ou ses agents ne peuvent accéder aux locaux du gouvernement où ils assurent des services en vertu du contrat en raison d'une grève ou d'un lock-out, et que cette situation les empêche de faire leur travail, le Canada n'est pas tenu de payer l'entrepreneur pour les travaux qui auraient pu être effectués s'il avait eu accès aux locaux.

7.10 Instructions relatives à la facturation

- (a) L'entrepreneur doit soumettre ses factures conformément à l'information exigée dans les conditions générales.
- (b) La facture de l'entrepreneur doit comporter un poste pour chaque sous-alinéa de la Base de paiement, et elle doit porter les numéros d'autorisation de tâche applicables.
- (c) En soumettant des factures, l'entrepreneur atteste que les biens et services ont été livrés et que tous les frais sont conformes aux dispositions de la Base de paiement du contrat, y compris les frais résultant de l'exécution des travaux par des sous-traitants.

- (d) L'entrepreneur doit remettre au responsable technique l'original ainsi que deux copies de chaque facture, et une copie à l'autorité contractante.

7.11 Attestations

- (a) Le respect continu des attestations qui accompagnent la soumission de l'entrepreneur, toute offre de prix pour l'autorisation de tâches et la coopération constante quant à la fourniture de renseignements supplémentaires sont des conditions du contrat. Les attestations pourront faire l'objet de vérifications par le Canada pendant toute la durée du contrat. En cas de manquement à toute déclaration de la part de l'entrepreneur ou à fournir les renseignements connexes, ou encore si on constate que les attestations qu'il a fournies avec sa soumission comprennent de fausses déclarations, faites sciemment ou non, le Canada aura le droit de résilier le contrat pour manquement conformément aux dispositions du contrat en la matière.

7.12 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Manquement de la part de l'entrepreneur

L'entrepreneur comprend et convient que, lorsqu'il conclut un Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi avec le Programme du travail d'Emploi et Développement social Canada, cet accord doit demeurer valide pendant toute la durée du contrat. Si cet accord devient invalide, le nom de l'entrepreneur sera ajouté à la Liste « d'admissibilité limitée à soumissionner au Programme de contrats fédéraux ». L'imposition d'une telle sanction par EDSC constituera un manquement au contrat.

7.13 Lois applicables

Le contrat doit être interprété et régi selon les lois en vigueur dans la province de Ontario, Canada, et les relations entre les parties doivent être déterminées par ces lois.

7.14 Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur la liste :

- (a) les articles de la convention, ainsi que les différentes clauses du Guide des CCUA qui sont intégrées par renvoi dans le présent contrat;
- (b) les conditions générales supplémentaires, selon l'ordre suivant :
 - (i) 4006 (2010-08-16), Conditions générales supplémentaires – L'entrepreneur détient les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux,
- (c) les conditions générales 2035 (2016-04-04) – besoins plus complexes de services;
- (d) l'annexe A, Énoncé des travaux, y compris ses appendices, comme suit :
 - (i) Appendice A de l'annexe A – Procédures d'attribution de tâches,
 - (ii) Appendice B de l'annexe A – Formulaire d'autorisation de tâche,
 - (iii) Appendice C de l'annexe A – Critères d'évaluation des ressources et tableau de réponses,
 - (iv) Appendice D de l'annexe A – Attestations à l'étape de l'autorisation de tâche;
- (e) l'annexe B – Base de paiement;
- (f) l'annexe C Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité;
- (g) les autorisations de tâche émises de façon officielle et toute attestation requise (y compris toutes les annexes, s'il y en a) ;

- (h) la soumission de l'entrepreneur en date du _____ (inscrire la date de la soumission), « clarifiée le _____ » ou « modifiée le _____ » (insérer la ou les dates des clarifications ou modifications, le cas échéant).

7.15 Contrat de défense

- (a) Clause du guide des CCUA A9006C (2012-07-16) Contrat de défense

7.16 Ressortissants étrangers (entrepreneur canadien)

- (a) Clause du guide des CCUA A2000C (2006-06-16) Ressortissants étrangers (entrepreneur canadien)

Remarque à l'intention des soumissionnaires : Cette clause ou la suivante (selon que le soumissionnaire retenu est un entrepreneur canadien ou un entrepreneur étranger) fera partie de tout contrat subséquent.

7.17 Ressortissants étrangers (entrepreneur étranger)

- (a) Clause du guide des CCUA A2001C (2006-06-16) Ressortissants étrangers (entrepreneur étranger)

7.18 Exigences en matière d'assurances

(a) Conformité aux exigences en matière d'assurances

- (i) L'entrepreneur doit respecter les exigences en matière d'assurances énoncées dans le présent article. Il doit conserver la couverture exigée pendant toute la durée du contrat. Le respect des exigences en matière d'assurances ne dégage pas l'entrepreneur de sa responsabilité en vertu du contrat ni ne la diminue.
- (ii) L'entrepreneur doit décider si une couverture supplémentaire est nécessaire pour remplir ses obligations en vertu du contrat et se conformer aux lois applicables. Toute couverture supplémentaire est à la charge de l'entrepreneur et souscrite pour son bénéfice et sa protection.
- (iii) L'entrepreneur devrait faire parvenir à l'autorité contractante, dans les dix (10) jours suivant la date d'attribution du contrat, un certificat d'assurance montrant la couverture d'assurance. L'assurance doit être souscrite auprès d'un assureur autorisé à faire affaire au Canada, et le certificat d'attestation d'assurance doit confirmer que la police d'assurance satisfaisant aux exigences est en vigueur. Si le certificat d'attestation d'assurance n'est pas rempli et fourni comme il est demandé, l'autorité contractante en informera l'entrepreneur et lui donnera un délai afin de se conformer aux exigences. Le défaut de répondre à la demande de l'autorité contractante et de se conformer aux exigences dans les délais prévus sera considéré comme un manquement aux conditions générales. L'entrepreneur doit, à la demande de l'autorité contractante, transmettre au Canada une copie certifiée conforme de toutes les polices d'assurance applicables.

(b) Assurance responsabilité civile commerciale

- (i) L'entrepreneur doit souscrire et maintenir pendant toute la durée du contrat une police d'assurance responsabilité civile des entreprises d'un montant équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à 2 000 000 \$ par accident ou par incident et suivant le total annuel.
- (ii) La police d'assurance responsabilité civile commerciale doit comprendre les éléments suivants :

- (A) Assuré additionnel : Le Canada est désigné comme assuré additionnel, mais seulement en ce qui concerne les responsabilités qui peuvent découler de l'exécution du contrat par l'entrepreneur. L'intérêt du Canada devrait se lire comme suit : Le Canada, représenté par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.
 - (B) Blessures corporelles et dommages matériels causés à des tiers découlant des activités de l'entrepreneur.
 - (C) Produits et activités réalisées : Couverture pour les blessures corporelles ou les dommages matériels découlant de biens ou de produits fabriqués, vendus, manipulés ou distribués par l'entrepreneur, ou découlant des activités réalisées par l'entrepreneur.
 - (D) Préjudices personnels : La couverture devrait inclure notamment la violation de la vie privée, la diffamation verbale ou écrite, l'arrestation illégale, la détention ou l'incarcération et la diffamation.
 - (E) Responsabilité réciproque/séparation des assurés : Sans augmenter la limite de responsabilité, la police doit couvrir toutes les parties assurées dans les limites prévues par la couverture. De plus, la police doit s'appliquer à chaque assuré de la même manière et dans la même mesure que si une police distincte avait été établie pour chacun d'eux.
 - (F) Responsabilité contractuelle générale : La police doit, sur une base générale ou par renvoi explicite au présent contrat, couvrir les obligations assumées en ce qui concerne les dispositions d'assurance contractuelle.
 - (G) Les employés et, le cas échéant, les bénévoles doivent être désignés comme assurés additionnels.
 - (H) Responsabilité de l'employeur (ou confirmation que tous les employés sont protégés par la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail ou par un programme semblable).
 - (I) Formule étendue d'assurance contre les dommages, comprenant les activités accomplies : La police doit prévoir la couverture des dommages matériels de manière à inclure certains sinistres qui seraient autrement exclus en vertu de la clause d'exclusion usuelle de garde, de contrôle ou de responsabilité faisant partie d'une police d'assurance standard.
 - (J) Avis d'annulation : L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation de la police.
 - (K) S'il s'agit d'une police sur la base des réclamations, la couverture doit être valide pour une période minimale de douze (12) mois suivant la fin ou la résiliation du contrat.
 - (L) Responsabilité civile indirecte du propriétaire ou de l'entrepreneur : Couvre les dommages découlant des activités d'un sous-traitant que l'entrepreneur est juridiquement responsable de payer.
 - (M) Préjudices découlant de la publicité : L'avenant doit notamment inclure le piratage ou l'appropriation illicite d'idées, ou la violation de droits d'auteur, de marques de commerce, de titres ou de slogans.
- (c) **Assurance responsabilité contre les erreurs et les omissions**
- (i) L'entrepreneur doit souscrire et maintenir pendant toute la durée du contrat une assurance responsabilité contre les erreurs et les omissions (également appelée assurance responsabilité civile professionnelle) d'un montant équivalant à celui

habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à 1 000 000 \$ par perte et suivant le total annuel, y compris les frais de défense.

- (ii) S'il s'agit d'une assurance responsabilité professionnelle sur la base des réclamations, la couverture doit être valide pour une période minimale de douze (12) mois suivant la fin ou la résiliation du contrat.
- (iii) L'avenant suivant doit être compris :
Avis d'annulation : L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation de la police.

7.19 Programme des marchandises contrôlées

- (a) Clause du guide des CCUA A9131C (2014-11-27) Programme des marchandises contrôlées
- (b) Clause du guide des CCUA B4060C (2011-05-16) Marchandises contrôlées

7.20 Entrepreneur en coentreprise

- (a) L'entrepreneur confirme que le nom de la coentreprise est [] et qu'elle est formée des membres suivants : *[énumérer les membres de la coentreprise nommés dans la soumission originale de l'entrepreneur]*.
- (b) Pour ce qui est des rapports entre les membres de cette coentreprise, chacun d'eux adopte les conventions, fait les déclarations et offre les garanties suivantes (le cas échéant) :
 - (i) [] a été nommé en tant que « membre représentant » de la coentreprise et est pleinement habilité à intervenir à titre de mandataire de chacun des membres de cette coentreprise pour ce qui est de toutes les questions se rapportant au présent contrat;
 - (ii) en informant le membre représentant, le Canada sera réputé avoir informé tous les membres de cette coentreprise;
 - (iii) toutes les sommes versées par le Canada au membre représentant seront réputées avoir été versées à tous les membres.
- (c) Tous les membres conviennent que le Canada peut, à sa discrétion, résilier le contrat en cas de conflit entre les membres lorsque, de l'avis du Canada, ce conflit nuit d'une manière ou d'une autre à l'exécution des travaux.
- (d) Tous les membres de la coentreprise sont conjointement et individuellement ou solidairement responsables de l'exécution du contrat en entier.
- (e) L'entrepreneur reconnaît que toute modification apportée à la composition de la coentreprise (soit un changement dans le nombre de ses membres ou la substitution d'une autre personne morale à un membre existant) constitue une cession et est soumise aux dispositions des conditions générales du contrat.
- (f) L'entrepreneur reconnaît que, le cas échéant, toutes les exigences contractuelles relatives aux biens contrôlés et à la sécurité s'appliquent à chaque membre de la coentreprise.

Remarque à l'intention des soumissionnaires : Le présent article sera supprimé si le soumissionnaire auquel on attribue le contrat n'est pas une coentreprise. Si l'entrepreneur est une coentreprise, cette clause sera complétée par l'information de sa soumission.

7.21 Services professionnels – Généralités

- (a) L'entrepreneur doit fournir des services professionnels sur demande, tels qu'ils sont précisés dans le présent contrat. Toutes les ressources fournies par l'entrepreneur doivent posséder les compétences décrites dans le contrat (notamment celles relatives à l'expérience, aux titres professionnels, aux études, aux aptitudes linguistiques et à la cote de sécurité) et être capables de fournir les services exigés selon les échéances précisées dans le contrat.
- (b) Si l'entrepreneur ne livre pas les produits livrables (à l'exception d'une personne précise) ou n'effectue pas les tâches décrites dans le contrat dans les délais prescrits, en plus de ne pas se conformer à tout autre droit ou recours dont le Canada peut se prévaloir en vertu du contrat ou de la loi, le Canada peut informer l'entrepreneur du manquement et peut exiger que ce dernier fournisse au responsable technique, dans les dix (10) jours ouvrables, un plan écrit décrivant les mesures que l'entrepreneur entend prendre pour remédier au problème. L'entrepreneur doit préparer le plan et le mettre en œuvre à ses frais.
- (c) L'article intitulé « Remplacement d'individus spécifiques » des Conditions générales 2035 a été supprimé et remplacé par ce qui suit :

Remplacement d'individus spécifiques

- (i) Si l'entrepreneur ne peut fournir les services d'une personne en particulier désignée dans le contrat pour exécuter les travaux, il doit, dans les cinq jours ouvrables suivant la réception de l'avis concernant le départ de la personne en question ou son incapacité à entamer les travaux (ou si le Canada en a demandé le remplacement, dans les dix jours ouvrables suivant la remise d'un avis à cet effet), fournir à l'autorité contractante ce qui suit :
 - (A) le nom, les qualifications et l'expérience d'un remplaçant proposé disponible immédiatement;
 - (B) les renseignements de sécurité sur le remplaçant proposé exigés par le Canada, s'il y a lieu.Les qualifications et l'expérience du remplaçant doivent être équivalentes ou supérieures à celles de la ressource initiale.
- (ii) Sous réserve d'un retard justifiable, lorsque le Canada constate qu'une personne désignée dans le contrat pour fournir les services n'a pas été mise à disposition ou ne réalise pas les travaux, l'autorité contractante peut choisir :
 - (A) de revendiquer les droits du Canada ou d'exercer un recours en vertu du contrat ou de la loi, y compris de résilier le contrat en totalité ou en partie, pour manquement, en vertu de l'article intitulé « Manquement de la part de l'entrepreneur »;
 - (B) d'évaluer les renseignements fournis en vertu du sous-alinéa 7.10c)(i) ci-dessus ou, s'ils n'ont pas encore été fournis, d'exiger que l'entrepreneur propose un remplaçant que le responsable technique devra évaluer. Les compétences et l'expérience du remplaçant doivent être équivalentes ou supérieures à celles de la ressource initiale et être jugées satisfaisantes par le Canada. Une fois le remplaçant évalué, le Canada pourra l'accepter, exercer les droits décrits à la division 7.10c)(ii)(A) ci-dessus ou encore exiger qu'on lui propose un autre remplaçant en vertu de l'alinéa 7.10c).

En cas de retard justifiable, le Canada pourra exercer les options décrites à la division c)(ii)(B) ci-dessus au lieu de résilier le contrat en vertu de l'article « Retard justifiable ». La non-disponibilité d'une ressource en raison d'une affectation à un autre contrat ou projet (y compris ceux de l'État) exécuté par l'entrepreneur ou l'une de ses sociétés affiliées ne constitue pas un retard justifiable.

- (iii) L'entrepreneur ne doit en aucun cas permettre que les travaux soient exécutés par des remplaçants non autorisés. L'autorité contractante peut ordonner qu'une ressource originale ou qu'un remplaçant cesse d'exécuter les travaux. Dans ce cas, l'entrepreneur doit alors se conformer sans délai à cet ordre. Le fait que l'autorité contractante n'ordonne pas qu'une ressource cesse d'exécuter les travaux ne relève pas l'entrepreneur de sa responsabilité de satisfaire aux exigences du contrat.
- (iv) Les obligations énoncées dans le présent article s'appliquent en dépit des changements que le Canada pourrait avoir apportés au contexte opérationnel du client.

7.22 Préservation des supports électroniques

- (a) Avant de les utiliser sur l'équipement du Canada ou de les envoyer au Canada, l'entrepreneur doit utiliser un produit régulièrement mis à jour pour balayer les supports électroniques utilisés pour exécuter les travaux afin de s'assurer qu'ils ne contiennent aucun virus informatique ou code malveillant. L'entrepreneur doit informer aussitôt le Canada si un support électronique utilisé pour les travaux renferme des virus informatiques ou autres codes malveillants.
- (b) Si des renseignements ou des documents électroniques sont endommagés ou perdus pendant que l'entrepreneur en a la garde ou en tout temps avant qu'ils ne soient remis au Canada conformément au contrat, l'entrepreneur doit les remplacer immédiatement à ses frais.

7.23 Déclarations et garanties

Dans sa soumission, l'entrepreneur a fait des déclarations à propos de sa propre expérience et expertise et de celles des ressources qu'il propose qui ont donné lieu à l'attribution du contrat et à l'émission d'autorisations de tâches. L'entrepreneur déclare et certifie que toutes ces déclarations sont véridiques et reconnaît que le Canada s'est fondé sur ces déclarations pour lui attribuer le contrat et lui assigner des travaux par l'intermédiaire des autorisations de tâche. De plus, l'entrepreneur déclare et certifie qu'il a et qu'il aura et maintiendra pendant la durée du contrat, ainsi que tout le personnel et les sous-traitants qui effectueront les travaux, les compétences, l'expérience et l'expertise nécessaires pour mener à bien les travaux conformément au contrat et qu'il a (ainsi que le personnel et les sous-traitants) déjà rendu de pareils services à d'autres clients.

7.24 Accès aux biens et aux installations du Canada

Les biens, les installations, le matériel, la documentation et le personnel du Canada ne sont pas forcément mis automatiquement à la disposition de l'entrepreneur. S'il veut y avoir accès, il doit en faire la demande au responsable technique. Sauf indication contraire à cet effet dans le contrat, le Canada n'est pas tenu de fournir à l'entrepreneur l'une ou l'autre des ressources précitées. Si le Canada choisit, à sa discrétion, de mettre ses installations, son matériel, sa documentation et son personnel à la disposition de l'entrepreneur pour effectuer les travaux, il peut exiger une modification de la base de paiement, et des exigences supplémentaires en matière de sécurité peuvent s'appliquer.

7.25 Services de transition à la fin du contrat

- (a) L'entrepreneur reconnaît que la nature des services fournis dans le cadre du contrat exige une continuité et qu'une période de transition peut être nécessaire à la fin du contrat. L'entrepreneur convient que le Canada peut, à sa discrétion, prolonger le contrat d'une période de deux mois dans les mêmes conditions pour assurer la transition nécessaire. L'Entrepreneur convient que, pendant la période prolongée du Contrat, il sera payé conformément aux dispositions applicables énoncées dans la Base de Paiement.
- (b) L'autorité contractante informera l'entrepreneur de la prolongation en envoyant un préavis écrit au contractant au moins 20 jours civils avant la date d'expiration du contrat. La prorogation sera constatée à des fins administratives seulement, par voie de modification du contrat.

7.26 Responsabilités relatives au protocole d'identification

L'entrepreneur doit s'assurer que chacun de ses agents, représentants ou sous-traitants (appelés ci-après représentants de l'entrepreneur) respecte les exigences d'auto-identification suivantes :

- (a) Les représentants de l'entrepreneur qui assistent à une réunion du gouvernement du Canada (à l'intérieur ou à l'extérieur de bureaux du Canada) doivent s'identifier en tant que représentants de l'entrepreneur avant le début de la réunion afin de garantir que chaque participant à la réunion est au courant du fait que ces personnes ne sont pas des employés du gouvernement du Canada.
- (b) Pendant l'exécution de tout travail sur un site du gouvernement du Canada, chaque représentant de l'entrepreneur doit être clairement identifié comme tel, et ce, en tout temps.
- (c) Si un représentant de l'entrepreneur doit utiliser le système de courriel du gouvernement du Canada dans le cadre de l'exécution des travaux, il doit clairement s'identifier comme étant un agent ou un sous-traitant de l'entrepreneur dans le bloc de signature de tous les messages électroniques qu'il enverra ainsi que dans la section « Propriété ». De plus, ce protocole d'identification doit être utilisé pour toute autre correspondance, communication et documentation.
- (d) Si le Canada détermine que l'entrepreneur a contrevenu à n'importe laquelle de ses obligations en vertu du présent article, l'entrepreneur doit, à la suite d'un avis écrit du Canada, présenter un plan d'action écrit décrivant les mesures qui seront prises pour éviter que le problème ne se produise de nouveau. L'entrepreneur aura cinq (5) jours ouvrables pour présenter le plan d'action au client et à l'autorité contractante, et vingt (20) jours ouvrables pour corriger la source du problème.
- (e) En plus de tous ses autres droits dans le cadre du contrat, le Canada peut résilier le contrat pour manquement si l'entrepreneur ne respecte pas les mesures correctives décrites ci-dessus.

ANNEXE A

ÉNONCÉ DES TRAVAUX

1.0 INTRODUCTION

1.1 Le Centre de recherches d'Ottawa de Recherche et développement pour la défense Canada (RDDC) requiert le soutien continu des services d'évaluation et autorisation de sécurité.

2.0 OBJECTIF

2.1 L'objectif est d'obtenir l'évaluation et l'autorisation de sécurité pour les systèmes d'intérêt. Le responsable technique établira les tâches selon les exigences relatives aux produits livrables. Les travaux à effectuer consistent notamment à :

- a. actualiser l'autorisation en vigueur, afin d'apporter les changements entrepris;
- b. faire le suivi de l'autorisation pour un système actuellement exploité sous approbation;
- c. approuver un système envisagé pour la première fois.

2.2 Les travaux comprennent l'évaluation des systèmes, la mise au point des produits livrables, l'examen des constatations et l'élaboration du processus d'application de la sécurité (PAS). En outre, les travaux peuvent comprendre le plan de maintenance (PM) et l'assistance dans la rédaction de l'Énoncé des travaux (EDT) dans le cadre des mesures d'atténuation décrites dans le PAS ou le PM.

2.3 Tous les produits livrables seront conçus selon les lignes directrices pertinentes, par exemple la MHEMR (méthodologie harmonisée d'évaluation des menaces et des risques), l'ITSG-33, etc.

3.0 PORTÉE

3.1. Le travail comporte les éléments suivants :

- a. Gérer tous les aspects de ce projet, en ce qui concerne les produits livrables répertoriés;
- b. Mener une inspection sur place;
- c. Valider et vérifier chaque système comparativement à la documentation antérieure et aux produits livrables actuels;
- d. Coordonner des activités avec les autres groupes afin de faire le suivi sur les influences entrantes et sortantes qui répondent bien à ce projet et, au besoin, ajuster l'échéancier avec le responsable technique;
- e. Évaluer les plans de maintenance et émettre des recommandations à leur sujet, et faire le suivi des exigences des services d'évaluation et autorisation de sécurité.

3.2 Le responsable technique se réserve le droit d'avoir recours aux autorités ministérielles supérieures afin d'aborder les incohérences dans les constatations faites sur le réseau en les comparant à d'autres réseaux exploités selon la même classification (niveau/mise en garde). L'application cohérente de l'autorisation de sécurité est le résultat escompté.

4.0 DOCUMENTS PERTINENTS

4.1 Dans tous les cas, la version la plus récente en début de tâche s'applique. Un certain nombre de documents de référence sont mentionnés dans la section 16.0, « Renvoi à l'EDT », qui suit.

4.2 Dans le contexte de ce projet, les ressources doivent avoir une connaissance approfondie de la documentation contenue dans le « Renvoi à l'EDT », notamment :

- a. la méthodologie harmonisée d'évaluation des menaces et des risques :

<http://www.cse-cst.gc.ca/its-sti/publications/tra-emr/index-fra.html>

et

- b. l'ITSG-33 :

<http://www.cse-cst.gc.ca/its-sti/publications/itsg-csti/index-fra.html>

4.3 En outre, une copie PDF des lignes directrices, dont les profils de sécurité, est fournie. Il est essentiel de connaître ce classeur de document.pdf ainsi que les exigences, car les références formeront la base de la plupart des activités des services d'évaluation et d'autorisation de sécurité aux termes du contrat.

5.0 SERVICES REQUIS

Les services des catégories du volet 6 des SPICT (services professionnels en informatique centrés sur les tâches) sont nécessaires. Les catégories sont les suivantes :

Niveau	Catégorie
3	C.1 Consultant en protection et en planification stratégique de la sécurité des technologies de l'information (TI)
2	C.2 Analyste des méthodes, politiques et procédures en sécurité des TI
3	C.3 Analyste de la Certification et agrément (C et A) et de l'Évaluation de la menace et des risques (EMR) en matière de sécurité des TI
3	C.5 Spécialiste de l'Infrastructure à clés publiques (ICP)
2	C.6 Ingénieur en sécurité des TI
2.	C.7 Spécialiste en conception de la sécurité des TI
3	C.8 Analyste de la sécurité des réseaux
3	C.12 Spécialiste en gestion des incidents
3	C.13 Spécialiste de la sécurité physique des TI

3	C.17 Spécialiste en sécurité des émissions (EMSEC)
---	--

Les ressources de l'entrepreneur doivent fournir les services techniques « sur demande » comme suit :

5.1 C.1 Consultant en protection et en planification stratégique de la sécurité des TI

Les tâches prévues comprennent notamment celles qui sont décrites ci-dessous :

- a. Examiner, analyser ou appliquer les processus de certification et d'agrément de la sécurité des systèmes des TI, les produits, les mesures de protection et meilleures pratiques concernant la sécurité des TI, ainsi que les stratégies d'atténuation des risques liés à la sécurité des TI qui émanent des autorités fédérales, provinciales ou territoriales;
- b. Relever les menaces à l'égard des systèmes d'exploitation (comme MS, Unix, Linux et Solaris) des architectures de sécurité des TI et des architectures sans fil, et les vulnérabilités de ces systèmes;
- c. Relever les menaces de diverses natures (liées au personnel, techniques, physiques et procédurales) et les vulnérabilités à l'égard des systèmes de TI du gouvernement fédéral, des provinces et des territoires;
- d. Examiner, analyser ou appliquer les politiques, les procédures et les lignes directrices en matière de sécurité des TI de gouvernements étrangers, du gouvernement fédéral ou d'un gouvernement provincial ou territorial;
- e. Examiner, analyser et appliquer les meilleures pratiques de sécurité des TI, le droit national et international et de l'éthique en informatique, l'architecture de sécurité des TI et les méthodes de gestion des risques pour la sécurité des TI;
- f. Élaborer des documents d'orientation décrivant les moyens d'assurer que la sécurité des TI et la cyberprotection sont des instruments opérationnels;
- g. Effectuer des analyses des fonctions opérationnelles et des évaluations des impacts opérationnels;
- h. Informer les cadres supérieurs;
- i. Fournir des évaluations stratégiques des tendances technologiques et des nouvelles technologies;
- j. Offrir des services de consultation et de planification stratégique sur les questions relatives à la sécurité des TI;
- k. Réaliser des études de faisabilité, des évaluations des technologies et des analyses de rentabilité, et proposer des plans de mise en œuvre des systèmes liés à la sécurité des TI;
- l. Élaborer des politiques et des stratégies de R. et D. sophistiquées;
- m. Recueillir, compiler et prioriser les besoins du client en matière de protection de l'infrastructure de l'information et de sécurité des TI;
- n. Évaluer les outils technologiques dans l'ensemble de l'organisation et participer à leur sélection;
- o. Examiner et prioriser les programmes en matière de protection de l'infrastructure de l'information et de sécurité des TI;
- p. Élaborer une vision, des stratégies et des concepts stratégiques pour l'architecture de sécurité des TI à l'aide du Programme de transformation opérationnelle et du Modèle de référence stratégique du gouvernement du Canada (MRSG);
- q. Élaborer des programmes et des concepts de service en matière de sécurité des TI à l'aide des MRSG suivants : le Modèle de la logique du programme, le Modèle d'harmonisation des programmes et services, le Modèle de responsabilisation et d'intégration des services, le Modèle de transition de l'état, le Modèle d'information et le Modèle de rendement;
- r. Préparer et fournir du matériel de formation adapté à la catégorie de ressources;
- s. Examiner et prioriser les programmes en matière de protection de l'infrastructure de l'information et de sécurité des TI;

- t. Effectuer toute autre tâche se rapportant à cette catégorie.

5.2 C.2 Analyste des méthodes, politiques et procédures en sécurité des TI

Les tâches à exécuter comprennent notamment celles qui sont décrites ci-dessous :

- a. Examiner, analyser ou appliquer les méthodes, politiques, procédures, normes, lignes directrices et programmes fédéraux, provinciaux ou territoriaux en matière de sécurité des TI ainsi que les méthodes de gestion des risques liés à la sécurité des TI;
- b. Élaborer des normes, des procédures et des lignes directrices en matière de sécurité des TI conformément aux exigences de la Politique de sécurité nationale et de la Politique sur la sécurité du gouvernement appuyant les normes opérationnelles (p. ex. gestion de la sécurité des technologies de l'information), des politiques de sécurité des ministères et organismes, et d'autres normes, procédures et lignes directrices pertinentes;
- c. Relever les menaces à l'égard des systèmes d'exploitation (comme MS, Unix, Linux et Solaris) des architectures de sécurité des TI et des architectures sans fil, et les vulnérabilités de ces systèmes;
- d. Relever les menaces de diverses natures (liées au personnel, techniques, physiques et procédurales) et les vulnérabilités à l'égard des systèmes de TI du gouvernement fédéral, des provinces et des territoires;
- e. Élaborer des politiques en matière de sécurité des TI dans les domaines de la garantie de sécurité des TI, des cadres uniformisés de certification et d'agrément pour les systèmes de TI, de protection de l'infrastructure de l'information, de l'évaluation des produits, de la protection des renseignements personnels, de la planification de la continuité des opérations, de la planification d'urgence et de la reprise après sinistre, et de la recherche et développement;
- f. Élaborer des méthodes d'évaluation des risques pour la sécurité des TI applicables aux organismes du gouvernement du Canada (GC);
- g. Préparer et fournir du matériel de formation adapté à la catégorie de ressources;
- h. Effectuer toute autre tâche se rapportant à cette catégorie.

5.3 C.3 Analyste en C et A et de l'EMR en matière de sécurité des TI

Les tâches à exécuter comprennent notamment celles qui sont décrites ci-dessous :

- a. Examiner, analyser ou appliquer les politiques fédérales, provinciales ou territoriales sur la sécurité des TI, les processus de certification et d'agrément de la sécurité des systèmes des TI, des produits, mesures de protection et meilleures pratiques concernant la sécurité des TI, ainsi que des stratégies d'atténuation des risques liés à la sécurité des TI;
- b. Relever les menaces à l'égard des systèmes d'exploitation (comme MS, Unix, Linux et Solaris) des architectures de sécurité des TI et des architectures sans fil, et les vulnérabilités de ces systèmes;
- c. Relever les menaces de diverses natures (liées au personnel, techniques, physiques et procédurales) et les vulnérabilités à l'égard des systèmes de TI du gouvernement fédéral, des provinces et des territoires;
- d. Préparer des rapports comme des analyses de la sécurité des données, des concepts d'opérations, des énoncés de sensibilités, des évaluations des menaces, des évaluations des facteurs relatifs à la vie privée (EFVP), des évaluations non techniques de la vulnérabilité, des

- évaluations des risques, et des documents d'information sur les menaces, les vulnérabilités ou les risques liés à la sécurité des TI;
- e. Mener des activités de certification telles que l'élaboration de plans de certification de sécurité, la vérification de la conformité des mesures de sécurité aux politiques et aux normes applicables, la validation des exigences de sécurité basée sur le mappage de la politique de sécurité des systèmes et des exigences de sécurité fonctionnelles et sur le suivi des exigences de sécurité appliquées aux différents stades de conception, la vérification de l'application appropriée des mesures de protection et du respect des exigences d'assurance (cela inclut la confirmation de la configuration adéquate du système et l'attestation que les mesures de protection répondent aux normes applicables), les tests et l'évaluation de la sécurité pour déterminer si les mesures de protection techniques fonctionnent correctement, et l'évaluation des risques résiduels mis au jour lors de l'évaluation des risques pour déterminer s'ils sont acceptables;
 - f. Mener des activités d'agrément telles que l'examen, par l'autorité d'agrément, des résultats de la certification reproduits dans les documents d'examen conceptuel, pour s'assurer que les risques entourant l'exploitation du système seront acceptables et que ce dernier respectera les politiques et normes de sécurité pertinentes du Ministère et celles qui lui sont propres, et déterminer les conditions d'exploitation du système (aux fins d'approbation). Cela peut comprendre les formes d'autorisation suivantes :
 - g. Déterminer l'autorisation d'élaboration, donnée de concert par l'exploitant et par l'autorité d'agrément, de passer à l'étape d'élaboration suivante dans le cycle de vie du système de TI si celui-ci doit traiter des renseignements de nature délicate pendant son élaboration;
 - h. Déterminer l'autorisation d'exploitation écrite permettant d'exploiter le système de TI mis en place, et traiter les renseignements de nature délicate lorsque les risques associés à l'exploitation du système sont jugés acceptables et que le système respecte les normes et politiques de sécurité applicables;
 - i. Déterminer l'autorisation provisoire, également donnée par écrit, pour autoriser le traitement de renseignements de nature délicate dans des circonstances particulières, lorsqu'on n'a pas encore réussi à ramener les risques à un niveau acceptable, mais qu'il est nécessaire d'exploiter le système en cours d'élaboration;
 - j. Préparer et fournir du matériel de formation adapté à la catégorie de ressources;
 - k. Effectuer toute autre tâche se rapportant à cette catégorie.

5.4 C.5 Spécialiste de l'ICP

Les tâches à exécuter comprennent notamment celles qui sont décrites ci-dessous :

- a. Exécuter des tâches de mise en œuvre ou de planification ou étudier des incidents liés aux gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux (respect du maintien de la chaîne de possession, travail conjoint avec la police, la police militaire, les Services juridiques et les administrateurs des TI);
- b. Examiner, analyser ou appliquer les produits, les mesures de protection et les meilleures pratiques de la sécurité des TI afin d'appuyer la gestion des incidents;
- c. Examiner, analyser ou appliquer les stratégies d'atténuation des risques de la sécurité des TI liées à la gestion des incidents et des obstacles particuliers concernant la gestion des incidents lors du recours à un environnement complexe de plusieurs systèmes d'exploitation tels que MS, UNIX, LINUX et Solaris;
- d. Élaborer des politiques, des normes, des lignes directrices et des procédures relatives à l'ICP;
- e. Examiner les politiques, les normes, les lignes directrices et les procédures d'ICP en vigueur, et formuler des conseils quant à leur pertinence et à leur efficacité;
- f. Examiner et analyser l'utilisation de l'architecture de l'ICP, des signatures et des certificats numériques, des produits de l'ICP, des protocoles de sécurité Internet, des normes relatives aux répertoires ainsi que des protocoles et des autorités de certification (AC);

- g. Mener des études liées à la gouvernance et à l'interopérabilité;
- h. Effectuer des vérifications de conformité sur les questions liées à l'ICP, y compris les opérations, les systèmes d'applications et l'infrastructure;
- i. Évaluer, du point de vue de l'ICP, les menaces et les risques pour la sécurité que présentent les communications, les systèmes d'applications et les installations de TI;
- j. Réviser les plans de sauvegarde et de reprise des activités après sinistre en lien avec l'ICP;
- k. Étudier les incidents relatifs à l'ICP, signaler les causes ainsi que les faiblesses connexes et recommander des solutions pour les corriger;
- l. Établir une politique de certification et des énoncés de pratique de certification applicables à l'ICP, et mener des inspections et des vérifications de la conformité à la politique;
- m. Établir le cadre relatif à l'ICP et mettre en œuvre l'infrastructure nécessaire à la protection des biens et au soutien des systèmes d'application;
- n. Formuler des conseils sur les aspects des systèmes d'applications en cours de développement qui se rapportent à l'ICP;
- o. Réaliser des tâches soutenant directement le programme ministériel de cyberprotection et de sécurité des TI;
- p. Élaborer et présenter des programmes de formation et de sensibilisation sur l'ICP;
- q. Effectuer toute autre tâche se rapportant à cette catégorie.

5.5 C.6 Ingénieur en sécurité des TI

Les tâches à exécuter comprennent notamment celles qui sont décrites ci-dessous :

- a. Examiner, analyser ou appliquer les processus de certification et d'agrément de la sécurité des systèmes des TI, les produits, les mesures de protection et meilleures pratiques concernant la sécurité des TI, ainsi que les stratégies d'atténuation des risques liés à la sécurité des TI qui émanent des autorités fédérales, provinciales ou territoriales;
- b. Relever les menaces à l'égard des systèmes d'exploitation (comme MS, Unix, Linux et Solaris) des architectures de sécurité des TI et des architectures sans fil, et les vulnérabilités de ces systèmes;
- c. Relever les menaces de diverses natures (liées au personnel, techniques, physiques et procédurales) et les vulnérabilités à l'égard des systèmes de TI du gouvernement fédéral, des provinces et des territoires;
- d. Examiner, analyser ou appliquer : les normes d'annuaire comme X.400, X.500 et SMTP;
- e. Examiner, analyser ou appliquer : les systèmes d'exploitation comme MS, Unix, Linux et Novell;
- f. Examiner, analyser ou appliquer : les protocoles réseau comme HTTP, FTP et Telnet;
- g. Examiner, analyser ou appliquer : les notions de base des architectures sécurisées des TI, les normes et les protocoles de communications et de sécurité comme IPSec, IPv6, SSL et SSH;
- h. Examiner, analyser ou appliquer : les protocoles de sécurité des TI pour toutes les couches de l'OSI (interconnexion de systèmes ouverts) et du contrôle de transmission;
- i. Examiner, analyser ou appliquer : les piles TCP/IP (protocole de contrôle de transmission/protocole Internet);
- j. Examiner, analyser ou appliquer : les protocoles DNS (service de noms de domaine) et NTP (protocole de synchronisation réseau);
- k. Examiner, analyser ou appliquer : les routeurs, multiplexeurs et commutateurs de réseaux;
- l. Examiner, analyser ou appliquer le renforcement de la sécurité des applications, des hôtes et/ou du réseau, et les meilleures pratiques de sécurité, p. ex. séquence de commandes en langage naturel (shell scripting), identification des services et contrôle des accès;
- m. Examiner, analyser ou appliquer les systèmes de détection/prévention des intrusions, la défense contre les codes malveillants, l'intégrité des fichiers, la gestion de la sécurité d'entreprise et les coupe-feu;
- n. Examiner, analyser ou appliquer : la technologie sans fil;

- o. Examiner, analyser ou appliquer : les algorithmes cryptographiques;
- p. Déceler les menaces techniques pesant sur les réseaux et leurs vulnérabilités;
- q. Gérer la configuration de sécurité des TI;
- r. Analyser les outils et les techniques de sécurité des TI;
- s. Analyser les données de sécurité et présenter des avis et des rapports;
- t. Analyser les statistiques sur la sécurité des TI;
- u. Préparer des rapports techniques comme des plans d'analyse des options et de mise en œuvre de solutions de sécurité des TI;
- v. Fournir du soutien pour la vérification et validation par un tiers dans le cadre des projets de sécurité des TI, notamment : la vérification de la sécurité des TI, dont les rapports applicables, les présentations et d'autres documents;
- w. Examiner les plans d'urgence, les plans de continuité des activités et les plans de reprise après sinistre;
- x. Effectuer la conception ou l'élaboration des essais et des exercices relatifs aux protocoles de sécurité des TI ainsi que leur réalisation;
- y. Assurer le suivi des projets;
- z. Préparer et fournir du matériel de formation adapté à la catégorie de ressources;
- aa. Effectuer toute autre tâche se rapportant à cette catégorie.

5.6 C.7 Spécialiste en conception de la sécurité des TI

Les tâches à exécuter comprennent notamment celles qui sont décrites ci-dessous :

- a. Examiner, analyser ou appliquer les processus de certification et d'agrément de la sécurité des systèmes des TI, les produits, les mesures de protection et meilleures pratiques concernant la sécurité des TI, ainsi que les stratégies d'atténuation des risques liés à la sécurité des TI qui émanent des autorités fédérales, provinciales ou territoriales;
- b. Relever les menaces à l'égard des systèmes d'exploitation (comme MS, Unix, Linux et Solaris) des architectures de sécurité des TI et des architectures sans fil, et les vulnérabilités de ces systèmes;
- c. Relever les menaces de diverses natures (liées au personnel, techniques, physiques et procédurales) et les vulnérabilités à l'égard des systèmes de TI du gouvernement fédéral, des provinces et des territoires;
- d. Examiner, analyser ou appliquer des méthodes, des cadres et des modèles architecturaux tels que TOGAF, FEAP (gouvernement américain), BTEP (gouvernement canadien), GSRM, Zachman et UMM;
- e. Examiner, analyser ou appliquer un large éventail de technologies de sécurité, dont de nombreux types de systèmes ou d'architectures d'applications et de nombreuses plateformes matérielles et logicielles, y compris :
 - i. les normes d'annuaire comme X.400, X.500 et SMTP
 - ii. les systèmes d'exploitation comme MS, Unix, Linux et Novell
 - iii. les protocoles réseau (p. ex., HTTP, FTP, Telnet)
 - iv. les routeurs de réseaux, multiplexeurs et commutateurs
 - v. les protocoles DNS (service de noms de domaine) et NTP (protocole de synchronisation réseau)
- f. Examiner, analyser ou appliquer des architectures, des normes ainsi que des protocoles de communication et de sécurité de TI protégés (comme les protocoles IPSec, SSL, SSH, S/MIME et HTTPS);
- g. Examiner, analyser ou appliquer des protocoles de sécurité des TI pour toutes les couches de l'OSI (Interconnexion des systèmes ouverts) et toutes les piles TCP/IP (Transmission Control Protocol/Internet Protocol);

- h. Examiner ou analyser l'importance et les implications des tendances du marché et des technologies afin de les appliquer dans le cadre des feuilles de route pour les architectures et de la conception des solutions (p. ex. la sécurité des services Web, la gestion des incidents, la gestion de l'identité);
- i. Examiner, analyser ou appliquer les pratiques exemplaires et les normes en matière de zonage réseau et des principes de défense en profondeur;
- j. Examiner, analyser ou appliquer des protocoles de sécurité des TI pour toutes les couches de l'OSI (Interconnexion des systèmes ouverts) et toutes les piles TCP/IP (Transmission Control Protocol/Internet Protocol);
- k. Analyser les statistiques, les outils et les techniques de sécurité des TI;
- l. Analyser les données de sécurité et présenter des avis et des rapports;
- m. Préparer des rapports techniques, comme l'analyse des besoins, l'analyse des possibilités, les documents d'architecture technique et la modélisation mathématique des risques;
- n. Informer les cadres supérieurs;
- o. Examiner, analyser ou appliquer la conception d'architectures de sécurité et le soutien technique;
- p. Réaliser des études liées à la classification ou à la désignation de sécurité des données;
- q. Préparer des alertes et des avis de sécurité des TI sur mesure provenant de sources publiques et privées; réaliser des tâches soutenant directement le programme ministériel de cyberprotection et de sécurité des TI;
- r. Préparer et fournir du matériel de formation adapté à la catégorie de ressources;
- s. Effectuer toute autre tâche se rapportant à cette catégorie.

5.7 C.8 Analyste de la sécurité des réseaux

Les tâches à exécuter comprennent notamment celles qui sont décrites ci-dessous :

- a. Examiner, analyser ou appliquer les processus de certification et d'agrément de la sécurité des systèmes des TI, les produits, les mesures de protection et meilleures pratiques concernant la sécurité des TI, ainsi que les stratégies d'atténuation des risques liés à la sécurité des TI qui émanent des autorités fédérales, provinciales ou territoriales;
- b. Relever les menaces à l'égard des systèmes d'exploitation (comme MS, Unix, Linux et Solaris) des architectures de sécurité des TI et des architectures sans fil, et les vulnérabilités de ces systèmes;
- c. Relever les menaces de diverses natures (liées au personnel, techniques, physiques et procédurales) et les vulnérabilités à l'égard des systèmes de TI du gouvernement fédéral, des provinces et des territoires;
- d. Examiner, analyser ou appliquer :
 - i. les protocoles de sécurité Internet comme SSL, S-HTTP, S-MIME, IPSec et SSH
 - ii. les protocoles TCP/IP, UDP, DNS, SMTP et SNMP
 - iii. les algorithmes cryptographiques approuvés par le GC
 - iv. les normes d'annuaire comme X.400, X.500 et SMTP
 - v. les protocoles réseau (p. ex., HTTP, FTP et Telnet)
 - vi. le renforcement de la sécurité réseau (p. ex., séquence de commandes en langage naturel (shell scripting) et identification des services)
 - vii. les mesures de protection techniques pour la sécurité des TI
 - viii. les outils et les techniques de sécurité des TI
 - ix. les systèmes d'exploitation comme MS, Unix, Linux et Novell
 - x. les systèmes de détection des intrusions et les coupe-feu
 - xi. les routeurs de réseaux, multiplexeurs et commutateurs
 - xii. la technologie sans fil
- e. Analyser les données de sécurité et présenter des avis et des rapports;

- f. Effectuer des analyses d'impacts pour la mise en œuvre de nouveaux logiciels, les modifications de configuration importantes et la gestion des correctifs;
- g. Élaborer des modèles de validation et des essais pour la sécurité des TI;
- h. Concevoir ou élaborer des protocoles de sécurité des TI;
- i. Déceler et analyser les menaces techniques pesant sur les réseaux et les vulnérabilités de ces derniers;
- j. Analyser les outils et les techniques de sécurité des TI;
- k. Effectuer les tâches associées à l'autorisation et à l'authentification dans les environnements physiques et logiques;
- l. Préparer des alertes et des avis de sécurité des TI sur mesure provenant de sources publiques et privées;
- m. Réaliser des tâches soutenant directement le programme ministériel de cyberprotection et de sécurité des TI;
- n. Préparer et fournir du matériel de formation adapté à la catégorie de ressources;
- o. Effectuer toute autre tâche se rapportant à cette catégorie.

5.8 C.12 Spécialiste de gestion des incidents

Les tâches à exécuter comprennent notamment celles qui sont décrites ci-dessous :

- a. Exécuter des tâches de mise en œuvre ou de planification ou étudier des incidents liés aux gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux (respect du maintien de la chaîne de possession, travail conjoint avec la police, la police militaire, les Services juridiques et les administrateurs des TI);
- b. Examiner, analyser ou appliquer les produits, les mesures de protection et les meilleures pratiques de la sécurité des TI afin d'appuyer la gestion des incidents;
- c. Examiner, analyser ou appliquer les stratégies d'atténuation des risques de la sécurité des TI liées à la gestion des incidents et des obstacles particuliers concernant la gestion des incidents lors du recours à un environnement complexe de plusieurs systèmes d'exploitation tels que MS, UNIX, LINUX et Solaris;
- d. Examiner, analyser ou appliquer :
 - i. les scanners de réseau et outils d'analyse des vulnérabilités comme SATAN, ISS, Portscan et NMap
 - ii. les procédures de rapport et de résolution des incidents informatiques (p. ex., attaque par déni de service) et services-conseils internationaux en matière d'incidents informatiques
 - iii. les protocoles réseau comme HTTP, FTP et Telnet
 - iv. les protocoles de sécurité Internet comme SSL, S-HTTP, S-MIME, IPSec et SSH
 - v. les protocoles TCP/IP, UDP, DNS, SMTP et SNMP
 - vi. les systèmes de détection des intrusions, les coupe-feu, les vérificateurs de contenu et les logiciels antivirus
 - vii. les infrastructures réseau comme les multiplexeurs, les routeurs/concentrateurs et les commutateurs
- e. Fournir du soutien pour l'analyse des incidents, notamment :
 - i. les mécanismes d'intervention
 - ii. la coordination de tous les plans de prévention et d'intervention
 - iii. les activités du Centre des opérations d'urgence (COE)
 - iv. la coordination avec le Centre intégré d'évaluation des menaces et le Centre des opérations du gouvernement
 - v. la participation au cadre de sécurité nationale intégré et à la stratégie nationale de cybersécurité

- f. Recueillir, compiler, analyser et diffuser de l'information publique sur les menaces pesant sur les ordinateurs en réseau et les vulnérabilités de ces derniers, les incidents de sécurité et les interventions en réponse aux incidents;
- g. Mener des examens et des analyses sur place des journaux de sécurité des systèmes;
- h. Produire des rapports sur les activités des systèmes et analyser des journaux et des incidents;
- i. Contribuer à la gestion et à l'administration d'un centre de réponse aux incidents;
- j. Réaliser des tâches soutenant directement le programme ministériel de cyberprotection et de sécurité des TI;
- k. Préparer et fournir du matériel de formation adapté à la catégorie de ressources;
- l. Effectuer toute autre tâche se rapportant à cette catégorie.

5.9 C.13 Spécialiste de la sécurité physique des TI

Les tâches à exécuter comprennent notamment celles qui sont décrites ci-dessous :

- a. Examiner, analyser ou appliquer les processus de certification et d'agrément de la sécurité des systèmes des TI, les produits, les mesures de protection et meilleures pratiques concernant la sécurité des TI, ainsi que les stratégies d'atténuation des risques liés à la sécurité des TI qui émanent des autorités fédérales, provinciales ou territoriales;
- b. Relever les menaces à l'égard des systèmes d'exploitation (comme MS, Unix, Linux et Solaris) des architectures de sécurité des TI et des architectures sans fil, et les vulnérabilités de ces systèmes;
- c. Examiner, analyser ou appliquer les méthodes de gestion des risques et les politiques, procédures, normes et lignes directrices de la sécurité des TI au niveau fédéral, provincial ou territorial;
- d. Mener des analyses et mettre en œuvre des mesures de protection physique du personnel et des biens des systèmes d'information;
- e. Déceler et analyser les menaces techniques pesant sur les réseaux et les vulnérabilités de ces derniers;
- f. Mener les activités associées à l'autorisation et à l'authentification dans les environnements physiques et logiques;
- g. Réaliser des tâches soutenant directement le programme ministériel de cyberprotection et de sécurité des TI;
- h. Préparer et fournir du matériel de formation adapté à la catégorie de ressources;
- i. Effectuer toute autre tâche se rapportant à cette catégorie.

5.10 C.17 Spécialiste en sécurité des émissions (EMSEC)

Les tâches à exécuter comprennent notamment celles qui sont décrites ci-dessous :

- a. Appliquer les normes d'essai, les exigences de construction, les exigences concernant l'atténuation du son et les exigences propres aux zones de discussion par rapport aux pièces sécuritaires, tel qu'il est établi à la section 16.3 des publications de la GRC;
- b. Planifier, examiner, élaborer et fournir des recommandations pour la mise en place de dispositifs de cryptographie d'assurance élevée et de systèmes de TI classifiés conformément aux politiques de sécurité des émissions (EMSEC) et aux publications d'orientation;
- c. Mener l'inspection EMSEC des installations et émettre des recommandations en ce qui a trait aux aspects pertinents de l'architecture et des systèmes de sécurité des TI classifiés;
- d. Examiner, analyser, évaluer et fournir des recommandations pour le zonage EMSEC;

- e. Examiner, analyser, tester/évaluer et fournir des recommandations pour les enceintes blindées contre les émissions par radiofréquence libres d'accès;
- f. Effectuer toute autre tâche se rapportant à cette catégorie.

6.0 Gestion des comptes

- 6.1 L'entrepreneur doit faciliter la préparation des EDT liés aux tâches. L'entrepreneur doit faciliter le contact entre les ressources de son entreprise (p. ex. le service des finances et les experts-conseils) et les représentants du GC (p. ex. le responsable technique et le représentant de l'approvisionnement du ministère de la Défense nationale).
- 6.2 Le responsable technique fournira aux ressources de l'entrepreneur tous les documents de référence disponibles concernant le projet, qui sont énumérés au point 17.0 « Renvoi à l'EDT ». Les activités de collecte d'information de l'entrepreneur comprennent notamment des entrevues avec des employés de divers niveaux de l'organisation.
- 6.3 Le responsable technique fournira une estimation du nombre de systèmes (postes de travail, serveurs, taille de l'installation), de l'emplacement et des contraintes de temps. Les ressources de l'entrepreneur utiliseront ces intrants afin de fournir toutes les possibilités en termes de temps et de coût (p. ex. plus de ressources : coût plus élevé et délais plus courts, comparativement à moins de ressources : coût inférieur et délais plus longs).
- 6.4 Les tâches de l'entrepreneur en ce qui concerne la gestion des comptes comprennent notamment :
- a. Faciliter la préparation de toutes les dispositions logistiques, dont le filtrage de sécurité et les exigences en matière d'accès (permis de visite, laissez-passer, comptes informatiques), les dispositions de voyage et le soutien administratif;
 - b. Appliquer les méthodes de gestion de projets et les procédures afin d'encadrer la portée du projet, les échéances et la gestion des coûts du lancement des projets jusqu'à leur conclusion;
 - c. Appliquer les mécanismes de contrôle des coûts afin d'assurer que les coûts de projet respectent le budget;
 - d. Appliquer les stratégies de gestion des risques afin de gérer les risques liés aux dépendances envers d'autres organisations, aux changements de portée et aux dépassements budgétaires;
 - e. Assurer la gestion des contrats de sous-traitance, émettre des recommandations pour l'Énoncé des travaux et garantir la complémentarité des produits livrables énumérés avec ceux de cet énoncé des travaux;
 - f. Appliquer les méthodes d'assurance de la qualité (AQ) et leurs procédures afin d'assurer la coordination avec chaque ressource de l'équipe et avec le responsable technique. Veiller à ce que les activités d'AQ fassent partie du projet du début à la fin du contrat;
- 6.5 L'entrepreneur doit s'assurer que la version définitive de chaque document est soumise au responsable technique. Cela comprend toutes les tâches entreprises, pas seulement celles qui relèvent du responsable technique. Il s'agit d'une exigence aux fins de vérification ainsi que dans le cas où le responsable technique aurait besoin de copies de document supplémentaires à la suite de

l'achèvement de la tâche. Cette démarche permet d'éviter d'avoir à demander à l'entreprise de produire ces copies supplémentaires.

7.0 PRODUITS LIVRABLES

7.1 Le premier produit livrable est un plan complet du service d'évaluation et autorisation de sécurité. En plus des produits devant obligatoirement être livrés qui sont énumérés dans la **description de données (DD)**, décrite à la section 15.0, le responsable technique doit déterminer avec l'entrepreneur quels documents parmi la liste suivante sont requis. En raison de la taille et de la portée du projet, il est possible que la documentation varie. Pour chaque document sélectionné, l'entrepreneur doit soumettre les produits livrables au responsable technique. De façon générale, les produits livrables renferment une partie ou l'intégrité de la documentation faisant l'objet d'une référence dans le document ITSG-33. En outre, il y a une exigence quant à la documentation ancienne qui a trait aux processus en cours tel que les demandes de changements. Par conséquent, les produits livrables doivent aussi comprendre les éléments suivants :

- i. Document sur les exigences du projet
- ii. Plan de gestion de projet
- iii. Plan de clôture de projet
- iv. Rapport complet sur la gestion des risques
- v. Plan de transfert
- vi. Demande de permis de visite
- vii. Document des exigences du projet et plan de travail
- viii. Évaluation harmonisée des menaces et des risques pour le système
- ix. Énoncé des besoins en matière d'intelligence
- x. Énoncé de la nature délicate
- xi. Liste de vérification de la connectivité
- xii. Plan de l'installation ou de l'étage
- xiii. Concept des opérations
- xiv. Ordonnances de sécurité – Physique
- xv. Ordonnances de sécurité – TI
- xvi. Plans – Urgence
- xvii. Plans – Destruction
- xviii. Plans – Évacuation d'urgence
- xix. Plans – Gestion de la configuration
- xx. Plans – Mise à l'essai et évaluation
- xxi. Plans – Continuité de la sécurité de l'infrastructure (SI)
- xxii. Plans – Maintenance de l'accréditation
- xxiii. Plans – Évaluation des facteurs relatifs à la vie privée
- xxiv. Plans – Application de la sécurité
- xxv. Plans – Maintenance
- xxvi. Plans – Méthodologie, politique et procédures
- xxvii. RE001 Rapports d'étape
- xxviii. RE002 Rapport final

7.1.1 Le responsable technique peut demander des produits livrables supplémentaires.

7.1.2 L'entrepreneur doit fournir les produits livrables suivants :

- a. Document sur les exigences du projet : document faisant la distinction entre les exigences fonctionnelles et les exigences techniques du projet. Comme il s'agit de l'un des produits livrables de l'étape de la planification, l'entrepreneur doit travailler en étroite collaboration avec le responsable technique. Les ressources de l'entrepreneur recevront toute la documentation et les renseignements requis pour l'exécution de cette tâche. Ce document sur les exigences du projet doit également comprendre une liste des étapes clés, des dépendances à d'autres projets, des risques et des critères d'acceptation. Il doit aussi inclure une structure de répartition du travail (SRT) générale conçue à l'aide de Microsoft Project;
- b. Plan d'évaluation et d'autorisation de sécurité : Ce document doit inclure la liste détaillée des produits livrables du projet, le plan de mise en œuvre et son échéancier, le plan des ressources, le plan budgétaire, le plan de gestion des risques, le plan de communication, le plan de surveillance du rendement et de vérification, et les recommandations subséquentes pour les contrats de services et l'approvisionnement en biens;
- c. Plan de gestion de projet : Document qui contient l'entente de correspondance pour les critères d'acceptation, les leçons tirées par l'équipe de l'entrepreneur (p. ex., ce qui a bien été, ce qui n'a pas bien été), des présentations destinées à différents types d'auditoires, le transfert des ressources, les signatures de fermeture et le rapport comme il est spécifié à la section 15.0, **Description de données (DD)**;
- d. Rapport complet sur la gestion des risques : Ce rapport intègre les constatations aux sous-réalisations auxquelles l'on peut s'attendre lors d'une évaluation des menaces et des risques. Il comprend la portée de l'évaluation de la menace et des risques, l'échéancier, la méthodologie et les recommandations résultant des constatations liées à l'évaluation des risques et à l'évaluation des menaces. De plus, il présente les mesures de protection proposées et les risques résiduels, ce qui est la base du PAS et du PM.
- e. Plan de transfert : Document qui contient une liste de toutes les mises à jour ou les modifications apportées aux produits livrables, les documents et rapports définitifs examinés (s'il y a lieu) en copies papier reliées (inclure le nombre de copies) ainsi qu'en format électronique MS Office. Ce rapport contient une liste de tous les renseignements et de tous les documents jugés exclusifs qui peuvent avoir été fournis aux ressources de l'entrepreneur.

7.2 Rapports sur les progrès

7.2.1 L'entrepreneur doit :

- a. Présenter par courriel des rapports d'étape mensuels au responsable technique. Dans le cas où le contrôle de l'entrepreneur ou le contrôle du GC serait source de préoccupations et risquerait de provoquer le dérapage de la tâche, des mises à jour plus fréquentes seront nécessaires en fonction des besoins. Exemple d'un tel cas : Le GC devait fournir des dessins à ajouter au document et il ne l'a pas fait. L'entrepreneur doit proposer une solution à tout problème qui survient, mais le choix de la méthode de résolution reviendra au GC;
- b. S'assurer que la facturation mensuelle comporte la totalité des renseignements, ce qui permettra aux coûts d'être assignés correctement, intégrés à RDDC. L'inclusion précise des codes financiers est essentielle, car chaque tâche peut avoir un codage financier différent. Il devrait y avoir assez d'espace pour saisir le centre financier, le centre de coûts, les fonds, le grand livre, l'ordre interne, l'engagement, la réservation des fonds et la consignation de fonds;
- c. Encourager et assurer la préparation d'un rapport récapitulatif mensuel sur les tâches actives. Le rapport se doit d'inclure le nom/numéro de la tâche, le nom du responsable, l'organisation

directrice, le code financier et le sommaire des frais, ainsi que le solde résiduel disponible. Le tout peut être saisi sous la forme d'un tableau unique. La facturation détaillée des tâches et des heures travaillées peut être soumise séparément. Le choix du format dans lequel toutes les informations sont fournies appartient à l'entrepreneur;

- d. S'assurer que les ressources de l'entrepreneur élaborent un plan d'évaluation et autorisation de sécurité accompagné d'un calendrier détaillé indiquant les étapes clés, les activités critiques et les dépendances pour l'achèvement des travaux. Les travaux doivent débiter à la date d'attribution du contrat. Pour le plan d'évaluation et autorisation de sécurité, le produit livrable final aura une avance de 20 jours ouvrables, comme suit : chaque soumission doit comprendre un brouillon, pour lequel 10 jours ouvrables seront alloués à son examen par le responsable technique. L'entrepreneur aura à son tour 10 jours ouvrables pour fournir les soumissions révisées.

8.0 FORMAT DES PRODUITS LIVRABLES

8.1 Une copie de tous les produits livrables finaux doit être remise au responsable technique, comme suit :

- a. Tous les produits livrables provisoires doivent être remis en copie électronique, dans les formats de la suite MS Office (Word, Excel, Visio, Project, etc.).
- b. Tous les produits livrables finaux doivent être remis en copie électronique dans les formats de la suite MS Office (Word, Excel, Visio, Project, etc.) avec deux copies imprimées et une autre copie en format Adobe Acrobat PDF de chaque produit livrable.

8.2 Les ébauches de tous les documents de développement technique doivent être remises au responsable technique à des fins de rétroaction et d'approbation avant d'être intégrées dans la documentation finale.

8.3 Le modèle de rapport du responsable technique doit être suivi quand il est fourni.

8.4 Acceptation des produits livrables

Le responsable technique examinera tous les produits livrables afin d'en vérifier la qualité et l'exhaustivité, et il se chargera de les approuver avant que l'étape suivante du projet soit engagée. Le rapport final doit être approuvé par le responsable technique avant que la tâche puisse être considérée comme achevée.

9.0 LIEU DE TRAVAIL

9.1 Tous les travaux s'effectueront à l'endroit qui convient le mieux au travail (lieu d'affaires de l'entrepreneur ou installation du gouvernement du Canada); la décision reviendra au responsable technique. Les entrevues avec le personnel du Ministère seront coordonnées avec le responsable technique. Aucun renseignement classifié ne sera disponible hors des sites du gouvernement du Canada. L'entrepreneur doit se rendre sur le site pour avoir accès au matériel dont il a besoin. L'entrepreneur doit présenter des demandes de permis de visite se terminant à la fin de la durée du contrat et donnant accès aux sites où doivent être exécutés les travaux. Les autorisations seront abrogées si les travaux se terminent avant la fin de la période du contrat. En ce qui concerne les installations classifiées, les renseignements sur les sites seront fournis séparément par l'autorité responsable.

9.2 Tous les travaux secrets doivent être effectués au sein des installations du gouvernement du Canada, ce qui rend impératif le besoin d'une autorisation d'accès aux sites (p. ex. Demande de permis de visite [DPV]). Les calculs afférents aux horaires doivent comprendre un délai d'exécution de 30 jours au minimum pour l'approvisionnement des comptes informatiques et des outils logiciels fournis par le gouvernement du Canada – par exemple, la fourniture d'une licence de MS Visio sur un réseau secret.

10.0 VISITES DES SITES

10.1 Les dispositions en vue des visites des sites doivent aussi être prises par le responsable technique désigné, et un préavis d'au moins 24 heures doit être remis à l'équipe de sécurité. Par conséquent, la planification des entrevues sur place est une exigence, surtout la détermination de la disponibilité de la personne qui sera interrogée.

11.0 DÉPLACEMENTS

11.1. Le personnel de l'entrepreneur devra se déplacer en dehors de la région de la capitale nationale (RCN). Les sites ne peuvent pas être précisés dans ce document pour des raisons de sécurité. Néanmoins, tout grand centre provincial ou territorial ou établissement du ministère de la Défense nationale (MDN) est un lieu de déplacement éventuel. Des déplacements internationaux vers les pays membres du Groupe des cinq (AUS/CAN/GBR/US/NZL) pourraient s'avérer nécessaires. Les renseignements au sujet des lieux de déplacement seront fournis au cours de l'étape du plan d'évaluation et d'autorisation de sécurité.

12.0 EXIGENCES LINGUISTIQUES

12.1 Tous les travaux doivent être effectués et fournis en anglais par l'entrepreneur.

13.0 RÉUNIONS

13.1 Dans le cadre du projet, des réunions et des examens formels regroupant l'entrepreneur et le RDDC doivent avoir lieu. Ces réunions auront lieu dans les locaux du MDN. L'examen de plusieurs documents au cours d'une même réunion est permis. Par ailleurs, des téléconférences informelles sur l'état d'avancement du projet seront tenues entre l'entrepreneur et le RDDC, au besoin.

13.2 L'entrepreneur doit rédiger le procès-verbal de toutes les réunions (formelles/informelles) et dresser une liste de suivi des actions, des dates limites et du responsable pour toutes les mesures ouvertes ou clôturées.

14.0 ÉQUIPEMENT FOURNI

14.1 Gouvernement

14.1.1 Le gouvernement du Canada fournira des postes de travail standard du MDN à divers endroits, donnant accès aux ordinateurs de bureau sur le réseau étendu de la défense (RED) et tout autre ordinateur sur les réseaux jugé nécessaire pendant la durée de la tâche. L'entrepreneur et le

responsable technique s'entendront sur les exigences relatives à la qualité et au rendement de ces ordinateurs.

14.1.2 Tous les ordinateurs de bureau ont les outils automatisés standards de Microsoft Office. Microsoft Visio/Project et Adobe Acrobat pour la création de fichiers ne sont pas inclus. Les calculs afférents aux horaires doivent comprendre un délai d'exécution de 30 jours au minimum pour l'approvisionnement des comptes informatiques et des outils logiciels fournis par le gouvernement du Canada – par exemple, la fourniture d'une licence de MS Visio sur un réseau secret.

14.2 L'entrepreneur

14.2.1 En vue d'accélérer les travaux, l'entrepreneur peut octroyer des licences de Microsoft Visio/Project et d'Adobe Acrobat pour la création de fichiers, ainsi que d'autres outils, aux fins d'installation sur les systèmes du MDN. Ces outils seraient à la disposition exclusive de l'équipe de l'entrepreneur. Les outils doivent être retirés et la licence doit être remise à l'entrepreneur au terme des travaux. Tous les outils à installer sur les systèmes du MDN sont assujettis à une inspection et à un balayage afin de détecter les virus et les logiciels malveillants. Les installations doivent être effectuées par un employé autorisé du MDN.

15.0 DESCRIPTION DES DONNÉES (DD)

15.1 Les produits livrables doivent comprendre :

LDEC	DD	Produits livrables
1	PR 001	Rapport d'examen sur l'avancement des travaux
2	PR 002	Rapport final

15.1.1 Rapport d'examen sur l'avancement des travaux, PR 001

DESCRIPTION DES ÉLÉMENTS DE DONNÉES	3. N° d'identification
1. Titre Rapport d'examen sur l'avancement des travaux	PR 001
2. Description/Objectif Le rapport mensuel sur l'avancement des travaux doit comprendre dans le détail tous les progrès réalisés dans le cadre du contrat.	4. Date de livraison Rapport : Deux jours de travail avant la fin du mois.
	5. Bureau de première responsabilité (BPR) Entrepreneur
	6. Bureau consultatif (BC)

7. Application/interdépendance	8. Délai pour l'approbation du MDN Deux jours ouvrables après la réception 9. Références
<p>10. Directives de préparation</p> <p>Le rapport sur l'avancement des travaux peut être préparé dans le format choisi par l'entrepreneur et doit contenir, au minimum, les renseignements suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'état d'avancement des tâches individuelles précisées dans la section « Services requis » de l'Énoncé des travaux; • La détermination de tout problème potentiel touchant l'achèvement des travaux selon le calendrier établi, et les mesures correctives recommandées; • Le temps et le niveau d'effort consacrés et à consacrer au projet; • Une brève description des problèmes éprouvés et des mesures correctives proposées. Les renseignements doivent comprendre l'incidence du problème sur le calendrier et le coût du projet dans son ensemble. 	

15.1.2 Rapport final, PR 002

DESCRIPTION DES ÉLÉMENTS DE DONNÉES	3. N° d'identification
1. Titre Rapport final	PR 002
<p>2. Description/Objectif</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'entrepreneur doit préparer un rapport définitif à la fin du projet. Ce rapport résumera les activités et les réalisations de l'ensemble du projet. 	<p>4. Date de livraison</p> <p>Ébauche : Au plus tard deux mois avant la fin du contrat.</p> <p>Version définitive : À la fin du contrat.</p>
	5. Bureau de première responsabilité (BPR) Entrepreneur
	6. Bureau consultatif (BC)
7. Application/interdépendance	8. Délai pour l'approbation du MDN Deux jours ouvrables après la réception
	9. Références

10. Directives de préparation

Le rapport définitif doit comprendre la version définitive de chaque document du projet. Le rapport doit également comprendre les renseignements suivants :

- Un résumé des objectifs, des activités et des résultats du projet;
- Un aperçu de tous les problèmes constatés pendant l'exécution des travaux et des mesures correctives prises;
- Le temps et le niveau d'effort consacrés et à consacrer au projet à ce jour.
- Les domaines désignés pour des recherches supplémentaires.

Le rapport final doit être formaté selon le modèle de rapport fourni par le responsable technique.

16.0 Renvois à l'Énoncé des travaux (EDT)

Documents d'orientation

- 16.1 L'ITSG-33 et la documentation sur les conseils en matière de sécurité des technologies de l'information

<http://www.cse-cst.gc.ca/its-sti/publications/itsg-csti/index-fra.html>

- 16.2 Méthodologie harmonisée d'évaluation des menaces et des risques

<http://www.cse-cst.gc.ca/its-sti/publications/tra-emr/index-fra.html>

- 16.3 Gendarmerie royale du Canada (GRC), Lignes directrices

- a. Aire insonorisée : G1-004
- b. G13-01 – Pièces d'entreposage sécuritaire (07/2013)
- c. G13-02 – Mur mitoyen sécuritaire

<http://www.rcmp-grc.gc.ca/physec-secmat/pubs/index-fra.htm>

- 16.4 Réseau précis existant ou document RDDC

- Liste de vérification de la connectivité (MS Word)
- Plan de l'installation/de l'étage – Diagrammes des systèmes (MS Visio)
- Concept des opérations
 - Concept des opérations de transport (MS Word)
 - Concept des opérations du réseau CA Net (MS Word)
- Listes d'équipement (MS Excel)
- Plan de gestion du réseau (MS Word)
- Documentation de C et A (MS Word)
- Guide de la sécurité du système (MS Word)
- Modèle de rapport de l'entrepreneur du RDDC (MS Word)

- 16.5 A-IM-100-000/AG-001 Guide de certification et d'accréditation des systèmes d'information du ministère de la Défense nationale et des Forces canadiennes, version 1.4, décembre 2006

http://img.mil.ca/natsvcs/imit_security/c_a/guide_f.asp (lien du RED)

- 16.6 Règlement et instructions de sécurité relatifs au système classifié du ministère de la Défense nationale et des Forces canadiennes, D Sécur GI, 2002-03-01

http://img.mil.ca/natsvcs/imit_security/itsec_polstnds/ClassISS_f.asp (lien du RED)

- 16.7 Ordonnances et directives de sécurité de la Défense nationale (ODSDN) – RED en ligne

16.8 Politique du gouvernement sur la sécurité, Secrétariat du Conseil du Trésor
<http://www.tbs-sct.gc.ca/pol/doc-fra.aspx?id=16578>

16.9 Norme opérationnelle de sécurité : Planification de la continuité des activités, Secrétariat du Conseil du Trésor, mars 2004.

http://www.tbs-sct.gc.ca/pubs_pol/gospubs/TBM_12A/ossbcp-nsopca_f.asp

16.10 Norme de sécurité opérationnelle – Niveaux de préparation des installations du gouvernement fédéral, Secrétariat du Conseil du Trésor

<http://www.tbs-sct.gc.ca/pol/doc-fra.aspx?id=12331>

16.11 Norme opérationnelle de sécurité : Gestion de la sécurité des technologies de l'information, Secrétariat du Conseil du Trésor, avril 2004.

http://www.tbs-sct.gc.ca/pubs_pol/gospubs/TBM_12A/23RECON_f.asp

16.12 Norme opérationnelle de sécurité : Sécurité matérielle, Secrétariat du Conseil du Trésor

<http://www.tbs-sct.gc.ca/pol/doc-fra.aspx?id=12329>

16.13 Politique sur la protection des renseignements personnels, Secrétariat du Conseil du Trésor, décembre 1993

http://www.tbs-sct.gc.ca/pubs_pol/gospubs/TBM_128/CHAP1_1_f.asp

16.14 Lignes directrices sur l'évaluation des facteurs relatifs à la vie privée, Cadre de gestion des risques d'entrave à la vie privée, Secrétariat du Conseil du Trésor, août 2002

http://www.tbs-sct.gc.ca/pubs_pol/ciopubs/pia-pefr/paipg-pefrld-fra.asp

16.15 Directive sur l'évaluation des facteurs relatifs à la vie privée

<http://www.tbs-sct.gc.ca/pol/doc-fra.aspx?id=18308>

APPENDICE A DE L'ANNEXE A

PROCÉDURE D'ATTRIBUTION DE TÂCHES

1. Lorsqu'un besoin relatif à une tâche précise sera identifié, une version préliminaire du formulaire d'autorisation de tâche joint à l'Appendice B de l'Annexe A sera remise à l'entrepreneur. Lorsqu'il reçoit un formulaire d'autorisation de tâche, l'entrepreneur doit soumettre au responsable technique son offre de prix pour les catégories de ressources demandées d'après les renseignements contenus dans le formulaire d'autorisation de tâche. L'offre de prix doit être signée et envoyée au Canada dans le délai de réponse précisé dans le formulaire d'autorisation de tâche. L'entrepreneur disposera d'un délai d'au moins 48 heures pour présenter son offre de prix.
2. L'entrepreneur doit fournir un curriculum vitae ainsi que les renseignements relatifs à l'attestation de sécurité demandée pour chaque ressource proposée, et doit remplir les tableaux de réponse à l'appendice C de l'annexe A qui portent sur les catégories de ressources indiquées dans le projet d'autorisation de tâche. La même personne ne peut être proposée pour plus d'une catégorie de ressources. Les curriculum vitae devraient montrer que chaque personne proposée répond aux exigences décrites en matière de qualification (y compris les exigences en matière d'études, d'expérience de travail et d'accréditation professionnelle). En ce qui a trait aux ressources proposées :
 - (i) Les ressources proposées peuvent être des employés de l'entrepreneur ou des employés d'un sous-traitant, ou des entrepreneurs indépendants auxquels l'entrepreneur confierait une partie du travail en sous-traitance. (Se reporter à l'appendice D de l'annexe A, Attestations.)
 - (ii) En ce qui concerne les exigences en matière d'études touchant un grade, un titre ou un certificat en particulier, le Canada ne tiendra compte que des programmes d'études ayant été réussis par la ressource avant la date d'émission du projet d'autorisation de tâche à l'entrepreneur.
 - (iii) Pour les exigences relatives aux titres professionnels, la ressource doit détenir le titre ou l'accréditation exigé à la publication du projet d'autorisation de tâche et doit demeurer, le cas échéant, un membre en règle de l'organisme professionnel en question pendant la période d'évaluation et la durée du contrat. Lorsque l'affiliation ou le titre professionnel doit être démontré au moyen d'une certification, d'un diplôme ou d'un grade, ce document doit être à jour, valide et émis par l'entité précisée dans le présent contrat ou, si l'entité n'est pas précisée, par une entité, une institution ou un organisme reconnu ou accrédité au moment où le document a été émis.
 - (iv) En ce qui concerne l'expérience de travail, le Canada ne tiendra pas compte de l'expérience acquise dans le cadre d'un programme de formation, sauf s'il s'agit d'expérience acquise dans le cadre d'un programme coopératif officiel dans un établissement postsecondaire.
 - (v) Pour les exigences qui demandent un nombre précis d'années d'expérience (p. ex. deux ans), le Canada ne tiendra pas compte de cette expérience si le curriculum vitae ne donne pas les dates précises (le mois et l'année) de l'expérience alléguée (c.-à-d. la date de début et la date de fin). Le Canada n'évaluera que la période au cours de laquelle la ressource a réellement travaillé au projet ou aux projets (de la date de début indiquée par la ressource jusqu'à la date de fin, plutôt qu'à partir de la date de début et de fin générale d'un projet ou d'un groupe de projets auxquels la ressource a participé).
 - (vi) Le curriculum vitae ne doit pas seulement indiquer le titre du poste occupé par la personne, mais doit également démontrer que cette personne a acquis l'expérience nécessaire en expliquant les responsabilités et les tâches effectuées à ce poste. Le fait d'énumérer simplement l'expérience en ne fournissant aucune donnée à l'appui pour

décrire les responsabilités et les tâches ainsi que leur pertinence par rapport aux exigences, ou le fait de réutiliser les mêmes expressions que le formulaire d'autorisation de tâche, ne sera pas considéré comme la « preuve » d'une expérience aux fins de cette évaluation. L'entrepreneur devrait fournir des détails complets concernant le lieu, les dates (le mois et l'année) et les activités ou responsabilités qui ont permis d'acquérir les qualifications et l'expérience citées. Advenant que la ressource proposée ait travaillé en même temps sur plus d'un projet, la durée de la période de chevauchement de ces projets ne sera prise en considération qu'une seule fois lors de l'évaluation de l'expérience.

3. On évaluera les qualifications et l'expérience des ressources proposées par rapport aux exigences établies à l'appendice C de l'annexe A, afin de déterminer si ces ressources satisfont aux critères obligatoires et cotés. Le Canada peut exiger une preuve selon laquelle la ressource proposée a suivi avec succès une formation officielle, ainsi que des références. Le Canada peut effectuer un contrôle des références pour vérifier l'exactitude des renseignements fournis. Le cas échéant, ce contrôle sera fait par courriel (sauf si la personne citée en référence n'est accessible que par téléphone). Le Canada n'attribuera aucun point à l'entrepreneur ou considérera qu'un critère obligatoire n'est pas satisfait s'il ne reçoit pas de réponse dans les cinq (5) jours ouvrables. Le troisième jour après l'envoi du courriel, si le Canada n'a pas reçu de réponse, il en informera le soumissionnaire par courriel pour que ce dernier puisse rappeler à la personne en question qu'il faut répondre au Canada dans le délai de cinq (5) jours prescrit. Si les renseignements fournis par une personne citée en référence diffèrent des renseignements fournis par l'entrepreneur, les renseignements fournis par la personne citée en référence seront les renseignements évalués. On n'accordera aucun point à l'entrepreneur ou on considérera qu'un critère obligatoire n'est pas respecté si le client cité en référence n'est pas un client de l'entrepreneur lui-même (par exemple, le client ne peut pas être le client d'une filiale de l'entrepreneur). De même, on n'accordera aucun point à l'entrepreneur ou on considérera qu'un critère obligatoire n'est pas respecté si le client est lui-même une filiale ou une autre entité qui a un lien de dépendance avec l'entrepreneur. Des références de l'État seront acceptées.
4. Pendant l'évaluation des ressources proposées, si les références de deux ressources ou plus nécessaires dans le cadre de l'autorisation de tâche ne fournissent pas de réponse ou ne justifient pas les qualifications exigées pour la prestation des services requis, l'autorité contractante peut déclarer l'offre de prix irrecevable.
5. Seules les offres qui respectent tous les critères obligatoires seront évaluées dans le cadre des critères cotés. Chaque ressource proposée doit obtenir une note minimale requise pour les critères cotés pour la catégorie de ressource applicable. Si la note d'une ressource proposée est inférieure à la note requise, l'offre de prix de l'entrepreneur sera jugée irrecevable.
6. Dès que l'offre de prix aura été acceptée par le responsable technique, le formulaire d'autorisation de tâche sera signé par le Canada et envoyé à l'entrepreneur, qui devra le signer. Le formulaire d'autorisation de tâche doit être dûment signé par le Canada avant le début des travaux. L'entrepreneur ne doit commencer les travaux qu'après avoir reçu un formulaire d'autorisation de tâche (l'autorisation de tâche) approuvé. Tous les travaux réalisés par l'entrepreneur sans formulaire d'autorisation de tâche le seront à ses risques.

APPENDICE B DE L'ANNEXE A
FORMULAIRE D'AUTORISATION DE TÂCHE

Veillez consulter le fichier ci-joint. Le reste de la page est laissé intentionnellement vide.

**TASK AUTHORIZATION
AUTORISATION DES TÂCHES**

All invoices/progress claims must show the reference Contract and Task numbers. Toutes les factures doivent indiquer les numéros du contrat et de la tâche.		Contract no. – N° du contrat <hr/> Task no. – N° de la tâche
Amendment no. – N° de la modification	Increase/Decrease – Augmentation/Réduction	Previous value – Valeur précédente
To – À Delivery location – Expédiez à Delivery/Completion date – Date de livraison/d'achèvement	<p>TO THE CONTRACTOR</p> <p>You are requested to supply the following services in accordance with the terms of the above reference contract. Only services included in the contract shall be supplied against this task.</p> <p>Please advise the undersigned if the completion date cannot be met. Invoices/progress claims shall be prepared in accordance with the instructions set out in the contract.</p> <p>À L'ENTREPRENEUR</p> <p>Vous êtes prié de fournir les services suivants en conformité des termes du contrat mentionné ci-dessus. Seuls les services mentionnés dans le contrat doivent être fournis à l'appui de cette demande.</p> <p>Prière d'aviser le signataire si la livraison ne peut se faire dans les délais prescrits. Les factures doivent être établies selon les instructions énoncées dans le contrat.</p> <div style="display: flex; justify-content: space-between; margin-top: 20px;"> <div style="width: 40%;"> <p>_____</p> <p style="text-align: center;">Date</p> </div> <div style="width: 60%;"> <p>_____</p> <p style="text-align: center;">for the Department of National Defence pour le ministère de la Défense nationale</p> </div> </div>	
Contract item no. N° d'article du contrat	Services	Cost Prix
	GST/HST TPS/TVH	
	Total	
<p>APPLICABLE ONLY TO PWGSC CONTRACTS: The Contract Authority signature is required when the total value of the DND 626 exceeds the threshold specified in the contract.</p> <p>NE S'APPLIQUE QU'ÀUX CONTRATS DE TPSGC : La signature de l'autorité contractante est requise lorsque la valeur totale du formulaire DND 626 est supérieure au seuil précisé dans le contrat.</p> <div style="display: flex; justify-content: space-between; margin-top: 20px;"> <div style="width: 40%;"> <p>_____</p> <p style="text-align: center;">for the Department of Public Works and Government Services pour le ministère des Travaux publics et services gouvernementaux</p> </div> <div style="width: 60%;"></div> </div>		

**Instructions for completing
DND 626 - Task Authorization**

Contract no.
Enter the PWGSC contract number in full.

Task no.
Enter the sequential Task number.

Amendment no.
Enter the amendment number when the original Task is amended to change the scope or the value.

Increase/Decrease
Enter the increase or decrease total dollar amount including taxes.

Previous value
Enter the previous total dollar amount including taxes.

To
Name of the contractor.

Delivery location
Location where the work will be completed, if other than the contractor's location.

Delivery/Completion date
Completion date for the task.

for the Department of National Defence
Signature of the DND person who has delegated Authority for signing DND 626 (level of authority based on the dollar value of the task and the equivalent signing authority in the PAM 1.4). **Note:** the person signing in this block ensures that the work is within the scope of the contract, that sufficient funds remain in the contract to cover this task and that the task is affordable within the Project/Unit budget.

Services
Define the requirement briefly (attach the SOW) and identify the cost of the task using the contractor's quote on the level of effort. The Task must use the basis of payment stipulated in the contract. If there are several basis of payment then list here the one(s) that will apply to the task quote (e.g. milestone payments; per diem rates/labour category hourly rates; travel and living rates; firm price/ceiling price, etc.). All the terms and conditions of the contract apply to this Task Authorization and cannot be ignored or amended for this task. Therefore it is not necessary to restate these general contract terms and conditions on the DND 626 Task form.

Cost
The cost of the Task broken out into the individual costed items in **Services**.

GST/HST
The GST/HST cost as appropriate.

Total
The total cost of the task. The contractor may not exceed this amount without the approval of DND indicated on an amended DND 626. The amendment value may not exceed 50% (or the percentage for amendments established in the contract) of the original value of the task authorization. The total cost of a DND 626, including all amendments, may not exceed the funding limit identified in the contract.

Applicable only to PWGSC contracts
This block only applies to those Task Authorization contracts awarded by PWGSC. The contract will include a specified threshold for DND sole approval of the DND 626 and a percentage for DND to approve amendments to the original DND 626. Tasks that will exceed these thresholds must be passed to the PWGSC Contracting Authority for review and signature prior to authorizing the contractor to begin work.

Note:
Work on the task may not commence prior to the date this form is signed by the DA Authority - for tasks within the DND threshold; and by both DND and PWGSC for those tasks over the DND threshold.

**Instructions pour compléter le formulaire
DND 626 - Autorisation des tâches**

N° du contrat
Inscrivez le numéro du contrat de TPSGC en entier.

N° de la tâche
Inscrivez le numéro de tâche séquentiel.

N° de la modification
Inscrivez le numéro de modification lorsque la tâche originale est modifiée pour en changer la portée.

Augmentation/Réduction
Inscrivez le montant total de l'augmentation ou de la diminution, y compris les taxes.

Valeur précédente
Inscrivez le montant total précédent, y compris les taxes.

A
Nom de l'entrepreneur.

Expédiez à
Endroit où le travail sera effectué, si celui-ci diffère du lieu d'affaires de l'entrepreneur.

Date de livraison/d'achèvement
Date d'achèvement de la tâche.

pour le ministère de la Défense nationale
Signature du représentant du MDN auquel on a délégué le pouvoir d'approbation en ce qui a trait à la signature du formulaire DND 626 (niveau d'autorité basé sur la valeur de la tâche et le signataire autorisé équivalent mentionné dans le MAA 1.4). **Nota :** la personne qui signe cette attache de signature confirme que les travaux respectent la portée du contrat, que suffisamment de fonds sont prévus au contrat pour couvrir cette tâche et que le budget alloué à l'unité ou pour le projet le permet.

Services
Définissez brièvement le besoin (joignez l'ET) et établissez le coût de la tâche à l'aide de la soumission de l'entrepreneur selon le niveau de difficulté de celle-ci. Les modalités de paiement stipulées dans le contrat s'appliquent à la tâche. Si plusieurs d'entre elles sont prévues, énumérez ici celle/celles qui s'appliqueront à la soumission pour la tâche à accomplir (p.ex. acompte fondé sur les étapes franchies; taux quotidien ou taux horaire établi selon la catégorie de main-d'œuvre; frais de déplacement et de séjour; prix fixe ou prix plafond; etc.). Toutes les modalités du contrat s'appliquent à cette autorisation de tâche et ne peuvent être négligées ou modifiées quant à la tâche en question. Il n'est donc pas nécessaire de répéter ces modalités générales afférentes au contrat sur le formulaire DND 626.

Prix
Mentionnez le coût de la tâche en le répartissant selon les frais afférents à chaque item mentionné dans la rubrique **Services**.

TPS/TVH
Mentionnez le montant de la TPS/TVH, s'il y a lieu.

Total
Mentionnez le coût total de la tâche. L'entrepreneur ne peut dépasser ce montant sans l'approbation du MDN, formulaire DND 626 modifié à l'appui. Le coût de la modification ne peut pas être supérieur à 50 p. 100 du montant initial prévu dans l'autorisation de tâche (ou au pourcentage prévu dans le contrat pour les modifications). Le coût total spécifié dans le formulaire DND 626, y compris toutes les modifications, ne peut dépasser le plafond de financement mentionné dans le contrat.

Ne s'applique qu'aux contrats de TPSGC
Le présent paragraphe s'applique uniquement aux autorisations de tâche accordées par TPSGC. On inscrira dans le formulaire DND 626 un plafond précis qui ne pourra être approuvé que par le MDN et un pourcentage selon lequel le MDN pourra approuver des modifications au formulaire DND 626 original. Les tâches dont le coût dépasse ces plafonds doivent être soumises à l'autorité contractante de TPSGC pour examen et signature avant qu'on autorise l'entrepreneur à débiter les travaux.

Nota :
Les travaux ne peuvent commencer avant la date de signature de ce formulaire par le responsable du MDN, pour les tâches dont le coût est inférieur au plafond établi par le MDN, et par le MDN et TPSGC pour les tâches dont le coût dépasse le plafond établi par le MDN.

APPENDICE C DE L'ANNEXE A

CRITÈRES D'ÉVALUATION DES RESSOURCES ET TABLEAU DE RÉPONSE

Pour faciliter l'évaluation des ressources, les entrepreneurs doivent préparer et soumettre leur réponse à une autorisation de tâche en utilisant les tableaux fournis dans la présente annexe. Aux fins de l'établissement des grilles de ressources, les soumissionnaires devraient fournir des renseignements précis démontrant le respect des critères établis et un renvoi au numéro de page approprié du curriculum vitæ, de façon à ce que l'évaluateur puisse vérifier ces renseignements. Les tableaux ne devraient pas renfermer toutes les données du projet provenant du curriculum vitæ. Seule la réponse demandée devrait être fournie.

1.0 Ressources

1.1 C.3 Analyste de la C et A et des EMR en matière de sécurité des TI			
Critères obligatoires	Respecté	Non respecté	Réponse du soumissionnaire (Renvoi au curriculum vitæ/Annexe : n° de projet, nom de l'organisation nombre de mois, n° de page)

<p>O1. Le profil de la ressource proposée doit être conforme à l'une des catégories suivantes :</p> <p>A. Diplôme universitaire en informatique, en génie, en sciences physiques/naturelles, en mathématiques, en criminologie, en droit, en sciences politiques, en relations internationales, en économie, en administration publique ou dans le domaine des affaires, ainsi qu'un minimum de deux années d'expérience cumulative acquise au cours des huit dernières années (à compter de la date de clôture de la soumission) dans son domaine de spécialité en tant qu'analyste de la C et A et des EMR en matière de sécurité des TI;</p> <p>B. Diplôme collégial (programme de deux ou trois ans) en technologie du génie, en technologie informatique (informatique) ou en sécurité des TI ainsi qu'un minimum de trois années d'expérience cumulative acquise au cours des huit dernières années (à compter de la date de clôture de la soumission) dans son domaine de spécialité en tant qu'analyste de la C et A et des EMR en matière de sécurité des TI;</p> <p>C. Un minimum de quatre années d'expérience cumulative acquise au cours des huit dernières années (à compter de la date de clôture de la soumission) dans son domaine de spécialité en tant qu'analyste de la C et A et</p>			
--	--	--	--

des EMR en matière de sécurité des TI. Une copie du diplôme doit être remise avec la soumission.			
<p>O2. Le soumissionnaire doit fournir un minimum de deux résumés de projets, liés à au moins une des tâches énumérées dans la section 5.3 de l'Énoncé des travaux (à l'exception de (k)), qui ont été réalisés par la ressource proposée pour des clients ou des employeurs au cours des huit dernières années (à compter de la date de clôture de la soumission), et décrire l'étendue de l'expérience de cette ressource avec les EMR et les C et A ainsi que les produits livrables de l'ITSG-33 ou au moins un des produits livrables indiqués dans l'EDT, section 7.0 « Produits livrables », sous-section 7.1.</p> <p>Il faut préciser les tâches particulières ainsi que l'expérience en fonction du nombre de mois de travail (un niveau d'effort d'au moins 10 jours par projet) et démontrer l'achèvement des produits livrables du projet ou le résultat satisfaisant du travail (par exemple, EMR élaboré et exploitation autorisée, changement apporté au processus afin d'améliorer la gestion de la configuration, etc.).</p>			
Critères cotés	Note maximale	Cotation numérique	Réponse du soumissionnaire
C1. En plus des deux projets soumis pour satisfaire au critère O2, la ressource proposée doit démontrer qu'elle a acquis de l'expérience auprès du gouvernement du Canada, ailleurs au Canada ou à l'échelle internationale en fournissant des résumés de projets terminés pour d'anciens clients ou employeurs au cours des six dernières années (à compter de la date de clôture de la soumission).	8	12 à 23 mois d'expérience = 2 pts 24 à 35 mois d'expérience = 4 pts 36 à 47 mois d'expérience = 6 pts 48 mois d'expérience ou plus = 8 pts	

<p>L'expérience particulière devrait être décrite en fonction des éléments suivants :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. la nature du travail; 2. les produits livrables concrets (les analyses de rentabilité, les dessins techniques, les plans d'essai, etc., constituent des exemples de produits livrables concrets); 3. la pertinence liée aux tâches applicables précisées dans l'Énoncé des travaux (voir section 5.3); 4. les mois d'expérience (niveau d'effort). 			
<p>C2. En plus des projets soumis pour satisfaire aux critères O2 et C1, la ressource proposée doit démontrer qu'elle a obtenu de l'expérience supplémentaire pertinente pour les catégories de ressource ou toute autre expérience liée aux tâches énumérées dans la section 5.3 de l'Énoncé des travaux en fournissant des résumés de projets terminés pour d'anciens clients ou employeurs.</p> <p>L'expérience devrait être décrite en fonction des éléments suivants :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. la nature du travail; 2. la pertinence liée aux tâches applicables; 3. les mois d'expérience (niveau d'effort). 	6	<p>12 à 23 mois d'expérience = 1 pt</p> <p>24 à 47 mois d'expérience = 2 pts</p> <p>48 à 71 mois d'expérience = 4 pts</p> <p>72 à 96 mois d'expérience = 6 pts</p>	

<p>C3. Le soumissionnaire doit indiquer les titres professionnels actuels de la ressource proposée liés à sa spécialisation ou à son permis d'exercer la profession d'ingénieur au Canada (parmi les suivants) :</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) Professionnel en certification et en accréditation (CAP) (b) Vérificateur agréé des systèmes d'information de l'Association des professionnels de la vérification et du contrôle des systèmes d'information (ISACA) (c) CISSP de l'(ISC)2 (d) CISSP/ISSEP de l'(ISC)2 (e) CISSP/ISSAP de l'(ISC)2 (f) CISSP/ISSMP de l'(ISC)2 (g) CISM de l'ISACA (h) CBCP du DRI (i) CPP de l'ASIS (j) GIAC/N'importe quel certificat de vérification « argent »/N'importe quel certificat de vérification « or » (k) Certificat du SBCI (Specialist Business Continuity Institute) (l) Objectifs de contrôle de l'information et des technologies associées (COBIT) (m) Attestation relative au contrôle des systèmes d'information et des risques (CRISC) (n) Bibliothèque d'infrastructure des technologies de l'information (BITI) <p>Une copie du certificat et des qualifications déclarées doit être remise avec la soumission.</p>	<p>10</p>	<p>2 points par certificat ou qualification</p>	
---	-----------	---	--

<p>C4. Le soumissionnaire doit dresser la liste des cours réussis ou donnés par la ressource proposée durant les huit dernières années (à compter à partir de la date de clôture de la soumission) qui sont directement liés aux tâches énoncées à la section 5.3 de l'Énoncé des travaux.</p> <p>Il ne faut pas inscrire les cours suivis pour l'obtention des titres professionnels indiqués ci-dessus dans le critère C3.</p>	10	<p>Cours suivi : 1 point</p> <p>Cours donné : 2 points</p>	
<p>C5. Pour le critère O1, le soumissionnaire doit démontrer la pertinence du diplôme universitaire ou collégial de la ressource proposée par rapport à la sécurité des TI.</p>	2	<p>Le diplôme universitaire ou collégial est lié à la sécurité des TI = 2 pts</p> <p>Le diplôme universitaire ou collégial est modérément lié à la sécurité des TI = 1 pt</p> <p>Le diplôme universitaire ou collégial n'est pas lié à la sécurité des TI = 0 pt</p>	

Nombre maximum de points disponibles : 36

Nombre minimum de points requis : 25

1.2 C.1 Consultant en protection et en planification stratégique de la sécurité des TI			
Critères obligatoires	Respecté	Non respecté	Réponse du soumissionnaire (Renvoi au curriculum vitæ/Annexe : n° de projet, nom de l'organisation, nombre de mois, n° de page)

<p>O1. Le profil de la ressource proposée doit être conforme à l'une des catégories suivantes :</p> <p>A. Diplôme universitaire en informatique, en génie, en sciences physiques/naturelles, en mathématiques, en criminologie, en droit, en sciences politiques, en relations internationales, en économie, en administration publique ou dans le domaine des affaires, ainsi qu'un minimum de deux années d'expérience cumulative acquise au cours des huit dernières années (à compter de la date de clôture de la soumission) dans son domaine de spécialité en tant que consultant en protection et en planification stratégique de la sécurité des TI;</p> <p>B. Diplôme collégial (programme de deux ou trois ans) en technologie du génie, en technologie informatique (informatique) ou en sécurité des TI ainsi qu'un minimum de trois années d'expérience cumulative acquise au cours des huit dernières années (à compter de la date de clôture de la soumission) dans son domaine de spécialité en tant que consultant en protection et en planification stratégique de la sécurité des TI;</p> <p>C. Un minimum de quatre années d'expérience cumulative acquise au cours des huit dernières années (à compter de la date de clôture de la soumission) dans son domaine de spécialité en tant que consultant en protection et</p>			
--	--	--	--

<p>en planification stratégique de la sécurité des TI.</p> <p>Une copie du diplôme doit être remise avec la soumission.</p>			
<p>O2. Le soumissionnaire doit soumettre un minimum de deux résumés de projets liés, à au moins une des tâches énumérées dans la section 5.1 de l'Énoncé des travaux (à l'exception de e), h), q) et t)), qui ont été réalisés par la ressource proposée pour des clients ou des employeurs au cours des huit dernières années (à compter de la date de clôture de la soumission), et décrire l'étendue de l'expérience de cette ressource avec les EMR et les C et A ainsi que les produits livrables de l'ITSG-33 ou au moins un des produits livrables indiqués dans l'EDT, à la sous-section 7.1 de la section 7.0 « Produits livrables ».</p> <p>Il faut préciser les tâches particulières ainsi que l'expérience en fonction du nombre de mois de travail (un niveau d'effort d'au moins 10 jours par projet) et démontrer l'achèvement des produits livrables du projet ou le résultat satisfaisant du travail (par exemple, EMR élaboré et exploitation autorisée, changement apporté au processus afin d'améliorer la gestion de la configuration, etc.).</p>			
Critères cotés	Note maximale	Cotation numérique	Réponse du soumissionnaire
<p>C1. En plus des deux projets soumis pour satisfaire au critère O2, la ressource proposée doit démontrer qu'elle a acquis de l'expérience auprès du gouvernement du Canada, ailleurs au Canada ou à l'échelle internationale en fournissant des résumés de projets terminés pour d'anciens clients ou employeurs au cours des</p>	8	<p>12 à 23 mois d'expérience = 2 pts</p> <p>24 à 35 mois d'expérience = 4 pts</p> <p>36 à 47 mois d'expérience = 6 pts</p> <p>48 mois d'expérience ou plus = 8 pts</p>	

<p>six dernières années (à compter de la date de clôture de la soumission).</p> <p>L'expérience particulière devrait être décrite en fonction des éléments suivants :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. la nature du travail; 2. les produits livrables concrets (les analyses de rentabilité, les dessins techniques, les plans d'essai, etc., constituent des exemples de produits livrables concrets); 3. la pertinence liée aux tâches applicables précisées dans l'Énoncé des travaux (voir section 5.1); 4. les mois d'expérience (niveau d'effort). 			
<p>C2. En plus des projets soumis pour satisfaire aux critères O2 et C1, la ressource proposée doit démontrer qu'elle a acquis de l'expérience supplémentaire pertinente pour les catégories de ressource ou toute autre expérience liée aux tâches énumérées dans la section 5.1 de l'Énoncé des travaux, en fournissant des résumés de projets terminés pour d'anciens clients ou employeurs.</p> <p>L'expérience devrait être décrite en fonction des éléments suivants :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. la nature du travail; 2. la pertinence liée aux tâches applicables; 3. les mois d'expérience (niveau d'effort). 	6	<p>12 à 23 mois d'expérience = 1 pt</p> <p>24 à 47 mois d'expérience = 2 pts</p> <p>48 à 71 mois d'expérience = 4 pts</p> <p>72 à 96 mois d'expérience = 6 pts</p>	

<p>C3. Le soumissionnaire doit indiquer les titres professionnels actuels de la ressource proposée qui sont liés à son domaine de spécialité. Le soumissionnaire doit indiquer les qualifications obtenues, le cas échéant, parmi la liste suivante :</p> <p>Inscription ou permis d'exercer la profession d'ingénieur au Canada</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) Professionnel en certification et en accréditation (CAP) (b) Vérificateur agréé des systèmes d'information de l'Association des professionnels de la vérification et du contrôle des systèmes d'information (ISACA) (c) CISSP de l'(ISC)² (d) CISSP/ISSEP de l'(ISC)² (e) CISSP/ISSAP de l'(ISC)² (f) CISSP/ISSMP de l'(ISC)² (g) CISM de l'ISACA (h) CBCP du DRI (i) CPP de l'ASIS (j) GIAC/N'importe quel certificat de vérification « argent »/N'importe quel certificat de vérification « or » (k) Certificat du SBCI (Specialist Business Continuity Institute) (l) Objectifs de contrôle de l'information et des technologies associées (COBIT) (m) Attestation relative au contrôle des systèmes d'information et des risques (CRISC) (n) Bibliothèque d'infrastructure des technologies de l'information (BITI) <p>Une copie du certificat et des qualifications déclarées doit être remise avec la soumission.</p>	<p>6</p>	<p>2 points par qualification pertinente et certificat pertinent</p>	
---	----------	--	--

<p>C4. Le soumissionnaire doit dresser la liste des cours réussis ou donnés par la ressource proposée au cours des huit dernières années (à compter de la date de clôture de la soumission) qui sont directement liés aux activités communes énoncées à la section 5.1 de l'Énoncé des travaux.</p> <p>Il ne faut pas inscrire les cours suivis pour l'obtention des titres professionnels indiqués ci-dessus au critère C3.</p>	10	<p>Cours suivis : 1 pt</p> <p>Cours donnés : 2 pts</p>	
<p>C5. Pour le critère O1, le soumissionnaire doit démontrer la pertinence du diplôme universitaire ou collégial par rapport à la sécurité des TI.</p>	2	<p>Le diplôme universitaire ou collégial est lié à la sécurité des TI = 2 pts</p> <p>Le diplôme universitaire ou collégial est modérément lié à la sécurité des TI = 1 pt</p> <p>Le diplôme universitaire ou collégial n'est pas lié à la sécurité des TI = 0 pt</p>	

Nombre maximum de points disponibles : 32

Nombre minimum de points requis : 22

1.3 C.2 Analyste des méthodes, politiques et procédures en sécurité des TI			
Critères obligatoires	Respecté	Non respecté	Réponse du soumissionnaire (Renvoi au curriculum vitæ/Annexe : n° de projet, nom de l'organisation, nombre de mois, n° de page)

<p>O1. Le profil de la ressource proposée doit être conforme à l'une des catégories suivantes :</p> <p>A. Diplôme universitaire en informatique, en génie, en sciences physiques/naturelles, en mathématiques, en criminologie, en droit, en sciences politiques, en relations internationales, en économie, en administration publique ou dans le domaine des affaires, ainsi qu'un minimum de deux années d'expérience cumulative acquise au cours des huit dernières années (à compter de la date de clôture de la soumission) dans son domaine de spécialité en tant qu'analyste des méthodes, politiques et procédures en sécurité des TI;</p> <p>B. Diplôme collégial (programme de deux ou trois ans) en technologie du génie, en technologie informatique (informatique) ou en sécurité des TI ainsi qu'un minimum de trois années d'expérience cumulative acquise au cours des huit dernières années (à compter de la date de clôture de la soumission) dans son domaine de spécialité en tant qu'analyste des méthodes, politiques et procédures en sécurité des TI;</p> <p>C. Un minimum de quatre années d'expérience cumulative acquise au cours des huit dernières années (à compter de la date de clôture de la soumission) dans son domaine de spécialité en tant qu'analyste des méthodes,</p>			
--	--	--	--

politiques et procédures en sécurité des TI. Une copie du diplôme doit être remise avec la soumission.			
<p>O2. Le soumissionnaire doit fournir un minimum de deux résumés de projets, liés à au moins une des tâches énumérées dans la section 5.2 de l'Énoncé des travaux (à l'exception de f) et de h)), qui ont été réalisés par la ressource proposée pour des clients ou des employeurs au cours des huit dernières années (à compter de la date de clôture de la soumission), et décrire l'étendue de l'expérience de cette ressource avec les EMR et les C et A ainsi que les produits livrables de l'ITSG-33 ou au moins un des produits livrables indiqués dans l'EDT, à la sous-section 7.1 de la section 7.0 « Produits livrables ».</p> <p>Il faut préciser les tâches particulières ainsi que l'expérience en fonction du nombre de mois de travail (un niveau d'effort d'au moins 10 jours par projet) et démontrer l'achèvement des produits livrables du projet ou le résultat satisfaisant du travail (par exemple, EMR élaboré et exploitation autorisée, changement apporté au processus afin d'améliorer la gestion de la configuration, etc.).</p>			
Critères cotés	Note maximale	Cotation numérique	Réponse du soumissionnaire
C1. En plus des deux projets soumis pour satisfaire au critère O2, la ressource proposée doit démontrer qu'elle a acquis de l'expérience auprès du gouvernement du Canada (GC), ailleurs au Canada ou à l'échelle internationale en fournissant des résumés de projets terminés pour d'anciens clients ou employeurs au cours des	8	<p>12 à 23 mois d'expérience = 2 pts</p> <p>24 à 35 mois d'expérience = 4 pts</p> <p>36 à 47 mois d'expérience = 6 pts</p> <p>48 mois d'expérience ou plus = 8 pts</p>	

<p>six dernières années (à compter de la date de clôture de la soumission).</p> <p>L'expérience particulière devrait être décrite en fonction des éléments suivants :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. la nature du travail; 2. les produits livrables concrets (les analyses de rentabilité, les dessins techniques, les plans d'essai, etc., constituent des exemples de produits livrables concrets); 3. la pertinence liée aux tâches applicables précisées dans l'Énoncé des travaux (voir section 5.2); 4. les mois d'expérience (niveau d'effort). 			
<p>C2. En plus des projets soumis pour les critères O2 et C1, le soumissionnaire doit démontrer qu'il a acquis de l'expérience supplémentaire pertinente pour les catégories de ressource ou toute autre expérience liée aux tâches énumérées dans la section 5.2 de l'Énoncé des travaux, en fournissant des résumés de projets terminés pour d'anciens clients ou employeurs.</p> <p>L'expérience devrait être décrite en fonction des éléments suivants :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. la nature du travail; 2. la pertinence liée aux tâches applicables; 3. les mois d'expérience (niveau d'effort). 	6	<p>12 à 23 mois d'expérience = 1 pt</p> <p>24 à 47 mois d'expérience = 2 pts</p> <p>48 à 71 mois d'expérience = 4 pts</p> <p>72 à 96 mois d'expérience = 6 pts</p>	

<p>C3. Le soumissionnaire doit indiquer les titres professionnels actuels de la ressource proposée qui sont liés à son domaine de spécialité. Le soumissionnaire doit indiquer les qualifications obtenues, le cas échéant, parmi la liste suivante :</p> <p>Inscription ou permis d'exercer la profession d'ingénieur au Canada</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) Professionnel en certification et en accréditation (CAP) (b) Vérificateur agréé des systèmes d'information de l'Association des professionnels de la vérification et du contrôle des systèmes d'information (ISACA) (c) CISSP de l'(ISC)² (d) CISSP/ISSEP de l'(ISC)² (e) CISSP/ISSAP de l'(ISC)² (f) CISSP/ISSMP de l'(ISC)² (g) CISM de l'ISACA (h) CBCP du DRI (i) CPP de l'ASIS (j) GIAC/N'importe quel certificat de vérification « argent »/N'importe quel certificat de vérification « or » (k) Certificat du SBCI (Specialist Business Continuity Institute) (l) Objectifs de contrôle de l'information et des technologies associées (COBIT) (m) Attestation relative au contrôle des systèmes d'information et des risques (CRISC) (n) Bibliothèque d'infrastructure des technologies de l'information (BITI) <p>Une copie du certificat et des qualifications déclarées doit être remise avec la soumission.</p>	<p>6</p>	<p>2 points par certificat ou qualification</p>	
---	----------	---	--

<p>C4. Le soumissionnaire doit dresser la liste des cours réussis ou donnés par la ressource proposée au cours des huit dernières années qui sont directement liés aux tâches énoncées à la section 5.2 de l'Énoncé des travaux.</p> <p>Il ne faut pas inscrire les cours suivis pour l'obtention des titres professionnels indiqués ci-dessus au critère C3.</p>	10	<p>Cours suivis : 1 pt</p> <p>Cours donnés : 2 pts</p>	
<p>C5. Pour le critère O1, le soumissionnaire doit démontrer la pertinence du diplôme universitaire ou collégial par rapport à la sécurité des TI.</p>	2	<p>Le diplôme universitaire ou collégial est lié à la sécurité des TI = 2 pts</p> <p>Le diplôme universitaire ou collégial est modérément lié à la sécurité des TI = 1 pt</p> <p>Le diplôme universitaire ou collégial n'est pas lié à la sécurité des TI = 0 pt</p>	

Nombre maximum de points disponibles : 32

Nombre minimum de points requis : 22

1.4 C.6 Ingénieur en sécurité des TI			
Critères obligatoires	Respecté	Non respecté	Réponse du soumissionnaire (Renvoi au curriculum vitae/Annexe : n° de projet, nom de l'organisation, nombre de mois, n° de page)

<p>O1. Le profil de la ressource proposée doit être conforme à l'une des catégories suivantes :</p> <p>A. Diplôme universitaire en informatique, en génie, en sciences physiques/naturelles, en mathématiques, en criminologie, en droit, en sciences politiques, en relations internationales, en économie, en administration publique ou dans le domaine des affaires, et un minimum de deux années d'expérience cumulative acquise au cours des huit dernières années (à compter de la date de clôture de la soumission) dans son domaine de spécialité en tant qu'ingénieur en sécurité des TI;</p> <p>B. Diplôme collégial (programme de deux ou trois ans) en technologie du génie, en technologie informatique (informatique) ou en sécurité des TI ainsi qu'un minimum de trois années d'expérience cumulative acquise au cours des huit dernières années (à compter de la date de clôture de la soumission) dans son domaine de spécialité en tant qu'ingénieur en sécurité des TI;</p> <p>C. Un minimum de quatre années d'expérience cumulative acquise au cours des huit dernières années (à compter de la date de clôture de la soumission) dans son domaine de spécialité en tant qu'ingénieur en sécurité des TI.</p>			
---	--	--	--

Une copie du diplôme doit être remise avec la soumission.			
<p>O2. Le soumissionnaire doit fournir un minimum de deux résumés de projets, liés à au moins une des tâches énumérées dans la section 5.5 de l'Énoncé des travaux (à l'exception de v), de x) et de aa)), qui ont été réalisés par la ressource proposée pour des clients ou des employeurs au cours des huit dernières années (à compter de la date de clôture de la soumission), et décrire l'étendue de l'expérience de cette ressource avec les EMR et les C et A ainsi que les produits livrables de l'ITSG-33 ou au moins un des produits livrables indiqués dans l'EDT, à la sous-section 7.1 de la section 7.0 « Produits livrables ».</p> <p>Il faut préciser les tâches particulières ainsi que l'expérience en fonction du nombre de mois de travail (un niveau d'effort d'au moins 10 jours par projet) et démontrer l'achèvement des produits livrables du projet ou le résultat satisfaisant du travail (par exemple, EMR élaboré et exploitation autorisée, changement apporté au processus afin d'améliorer la gestion de la configuration, etc.).</p>			
Critères cotés	Note maximale	Cotation numérique	Réponse du soumissionnaire
<p>C1. En plus des deux projets soumis pour satisfaire au critère O2, la ressource proposée doit démontrer qu'elle a acquis de l'expérience auprès du gouvernement du Canada, ailleurs au Canada ou à l'échelle internationale en fournissant des résumés de projets terminés pour d'anciens clients ou employeurs au cours des six dernières années (à compter de la date de clôture de la soumission).</p>	8	<p>12 à 23 mois d'expérience = 2 pts</p> <p>24 à 35 mois d'expérience = 4 pts</p> <p>36 à 47 mois d'expérience = 6 pts</p> <p>48 mois d'expérience ou plus = 8 pts</p>	

<p>L'expérience particulière devrait être décrite en fonction des éléments suivants :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. la nature du travail; 2. les produits livrables concrets (les analyses de rentabilité, les dessins techniques, les plans d'essai, etc., constituent des exemples de produits livrables concrets); 3. la pertinence liée aux tâches applicables précisées dans l'Énoncé des travaux (voir section 5.5); 4. les mois d'expérience (niveau d'effort). 			
<p>C2. En plus des projets soumis pour satisfaire aux critères O2 et C1, la ressource proposée doit démontrer qu'elle a acquis de l'expérience supplémentaire pertinente pour les catégories de ressource ou toute autre expérience liée aux tâches énumérées dans la section 5.5 de l'Énoncé des travaux, en fournissant des résumés de projets terminés pour d'anciens clients ou employeurs.</p> <p>L'expérience devrait être décrite en fonction des éléments suivants :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. la nature du travail; 2. la pertinence liée aux tâches applicables; 3. les mois d'expérience (niveau d'effort). 	6	<p>12 à 23 mois d'expérience = 1 pt</p> <p>24 à 47 mois d'expérience = 2 pts</p> <p>48 à 71 mois d'expérience = 4 pts</p> <p>72 à 96 mois d'expérience = 6 pts</p>	

<p>C3. Le soumissionnaire doit indiquer les titres professionnels actuels de la ressource proposée qui sont liés à son domaine de spécialité. Le soumissionnaire doit indiquer les qualifications obtenues, le cas échéant, parmi la liste suivante :</p> <p>Inscription ou permis d'exercer la profession d'ingénieur au Canada</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) Professionnel en certification et en accréditation (CAP) (b) Vérificateur agréé des systèmes d'information de l'Association des professionnels de la vérification et du contrôle des systèmes d'information (ISACA) (c) CISSP de l'(ISC)² (d) CISSP/ISSEP de l'(ISC)² (e) CISSP/ISSAP de l'(ISC)² (f) CISSP/ISSMP de l'(ISC)² (g) CISM de l'ISACA (h) CBCP du DRI (i) CPP de l'ASIS (j) GIAC/N'importe quel certificat de vérification « argent »/N'importe quel certificat de vérification « or » (k) Certificat du SBCI (Specialist Business Continuity Institute) (l) Objectifs de contrôle de l'information et des technologies associées (COBIT) (m) Attestation relative au contrôle des systèmes d'information et des risques (CRISC) (n) Bibliothèque d'infrastructure des technologies de l'information (BITI) <p>Une copie du certificat et des qualifications déclarées doit être remise avec la soumission.</p>	<p>6</p>	<p>2 points par certificat ou qualification</p>	
---	----------	---	--

<p>C4. Le soumissionnaire doit dresser la liste des cours réussis ou donnés par la ressource proposée au cours des huit dernières années qui sont directement liés aux activités communes énoncées à la section 5.5 de l'Énoncé des travaux.</p> <p>Il ne faut pas inscrire les cours suivis pour l'obtention des titres professionnels indiqués ci-dessus au critère C3.</p>	10	<p>Cours suivis : 1 pt</p> <p>Cours donnés : 2 pts</p>	
<p>C5. Pour le critère O1, le soumissionnaire doit démontrer la pertinence du diplôme universitaire ou collégial par rapport à la sécurité des TI.</p>	2	<p>Le diplôme universitaire ou collégial est lié à la sécurité des TI = 2 pts</p> <p>Le diplôme universitaire ou collégial est modérément lié à la sécurité des TI = 1 pt</p> <p>Le diplôme universitaire ou collégial n'est pas lié à la sécurité des TI = 0 pt</p>	

Nombre maximum de points disponibles : 32

Nombre minimum de points requis : 22

1.5 C.7 Spécialiste en conception de la sécurité des TI			
Critères obligatoires	Respecté	Non respecté	Réponse du soumissionnaire (Renvoi au curriculum vitæ/Annexe : n° de projet, nom de l'organisation, nombre de mois, n° de page)

<p>O1. Le profil de la ressource proposée doit être conforme à l'une des catégories suivantes :</p> <p>A. Diplôme universitaire en informatique, en génie, en sciences physiques/naturelles, en mathématiques, en criminologie, en droit, en sciences politiques, en relations internationales, en économie, en administration publique ou dans le domaine des affaires, et un minimum de deux années d'expérience cumulative acquise au cours des huit dernières années (à compter de la date de clôture de la soumission) dans son domaine de spécialité en tant que spécialiste en conception de la sécurité des TI;</p> <p>B. Diplôme collégial (programme de deux ou trois ans) en technologie du génie, en technologie informatique (informatique) ou en sécurité des TI ainsi qu'un minimum de trois années d'expérience cumulative acquise au cours des huit dernières années (à compter de la date de clôture de la soumission) dans son domaine de spécialité en tant que spécialiste en conception de la sécurité des TI;</p> <p>C. Un minimum de quatre années d'expérience cumulative acquise au cours des huit dernières années (à compter de la date de clôture de la soumission) dans son domaine de spécialité en tant que spécialiste en conception de la sécurité des TI.</p>			
---	--	--	--

Une copie du diplôme doit être remise avec la soumission.			
<p>O2. Le soumissionnaire doit fournir un minimum de deux résumés de projets, liés à au moins une des tâches énumérées dans la section 5.6 de l'Énoncé des travaux (à l'exception de k), de n), de p) et de s)), qui ont été réalisés par la ressource proposée pour des clients ou des employeurs au cours des huit dernières années (à compter de la date de clôture de la soumission), et décrire l'étendue de l'expérience de cette ressource avec les EMR et les C et A ainsi que les produits livrables de l'ITSG-33 ou au moins un des produits livrables indiqués dans l'EDT, à la sous-section 7.1 de la section 7.0 « Produits livrables ».</p> <p>Il faut préciser les tâches particulières ainsi que l'expérience en fonction du nombre de mois de travail (un niveau d'effort d'au moins 10 jours par projet) et démontrer l'achèvement des produits livrables du projet ou le résultat satisfaisant du travail (par exemple, EMR élaboré et exploitation autorisée, changement apporté au processus afin d'améliorer la gestion de la configuration, etc.).</p>			
Critères cotés	Note maximale	Cotation numérique	Réponse du soumissionnaire
<p>C1. En plus des deux projets soumis pour le critère O2, la ressource proposée doit démontrer qu'elle a acquis de l'expérience au gouvernement du Canada (GC), ailleurs au Canada ou à l'échelle internationale, en fournissant des résumés de projets terminés pour d'anciens clients ou employeurs au cours des six dernières années (à compter de la date de clôture de la soumission).</p>	8	<p>12 à 23 mois d'expérience = 2 pts</p> <p>24 à 35 mois d'expérience = 4 pts</p> <p>36 à 47 mois d'expérience = 6 pts</p> <p>48 mois d'expérience ou plus = 8 pts</p>	

<p>L'expérience particulière devrait être décrite en fonction des éléments suivants :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. la nature du travail; 2. les produits livrables concrets (les analyses de rentabilité, les dessins techniques, les plans d'essai, etc., constituent des exemples de produits livrables concrets); 3. la pertinence par rapport aux tâches applicables précisées dans l'Énoncé des travaux (voir section 5.6); 4. les mois d'expérience (niveau d'effort). 			
<p>C2. En plus des projets soumis pour les critères O2 et C1, la ressource proposée doit démontrer qu'elle a acquis de l'expérience supplémentaire pertinente pour les catégories de ressource ou toute autre expérience liée aux tâches énumérées dans la section 5.6 de l'Énoncé des travaux, en fournissant des résumés de projets terminés pour d'anciens clients ou employeurs.</p> <p>L'expérience devrait être décrite en fonction des éléments suivants :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. la nature du travail; 2. la pertinence par rapport aux tâches applicables; 3. les mois d'expérience (niveau d'effort). 	6	<p>12 à 23 mois d'expérience = 1 pt</p> <p>24 à 47 mois d'expérience = 2 pts</p> <p>48 à 71 mois d'expérience = 4 pts</p> <p>72 à 96 mois d'expérience = 6 pts</p>	

<p>C3. Le soumissionnaire doit indiquer les titres professionnels actuels de la ressource proposée qui sont liés à son domaine de spécialité. Le soumissionnaire doit indiquer les qualifications obtenues, le cas échéant, parmi la liste suivante :</p> <p>Inscription ou permis d'exercer la profession d'ingénieur au Canada</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) Professionnel en certification et en accréditation (CAP) (b) Vérificateur agréé des systèmes d'information de l'Association des professionnels de la vérification et du contrôle des systèmes d'information (ISACA) (c) CISSP de l'(ISC)² (d) CISSP/ISSEP de l'(ISC)² (e) CISSP/ISSAP de l'(ISC)² (f) CISSP/ISSMP de (ISC)² (g) CISM de l'ISACA (h) CBCP du DRI (i) CPP de l'ASIS (j) GIAC/N'importe quel certificat de vérification « argent »/N'importe quel certificat de vérification « or » (k) SBCI (Specialist Business Continuity Institute) (l) Objectifs de contrôle de l'information et des technologies associées (COBIT) (m) Attestation relative au contrôle des systèmes d'information et des risques (CRISC) (n) Bibliothèque d'infrastructure des technologies de l'information (BITI) <p>Une copie du certificat et des qualifications déclarées doit être remise avec la soumission.</p>	<p>6</p>	<p>2 points par certificat ou qualification</p>	
---	----------	---	--

<p>C4. Le soumissionnaire doit dresser la liste des cours réussis ou donnés par la ressource proposée au cours des huit dernières années (à compter de la date de clôture de la soumission) qui sont directement liés aux activités communes énoncées à la section 5.6 de l'Énoncé des travaux.</p> <p>Il ne faut pas inscrire les cours suivis pour l'obtention des titres professionnels indiqués ci-dessus au critère C3.</p>	10	<p>Cours suivis : 1 pt</p> <p>Cours donnés : 2 pts</p>	
<p>C5. Pour le critère O1, le soumissionnaire doit démontrer la pertinence du diplôme universitaire ou collégial de la ressource proposée par rapport à la sécurité des TI.</p>	2	<p>Le diplôme universitaire ou collégial est lié à la sécurité des TI = 2 pts</p> <p>Le diplôme universitaire ou collégial est modérément lié à la sécurité des TI = 1 pt</p> <p>Le diplôme universitaire ou collégial n'est pas lié à la sécurité des TI = 0 pt</p>	

Nombre maximum de points disponibles : 32

Nombre minimum de points requis : 22

1.6 C.8 Analyste de la sécurité des réseaux			
Critères obligatoires	Respecté	Non respecté	Réponse du soumissionnaire (Renvoi au curriculum vitæ/Annexe : n° de projet, nom de l'organisation nombre de mois, n° de page)

<p>O1. Le profil de la ressource proposée doit être conforme à l'une des catégories suivantes :</p> <p>A. Diplôme universitaire en informatique, en génie, en sciences physiques/naturelles, en mathématiques, en criminologie, en droit, en sciences politiques, en relations internationales, en économie, en administration publique ou dans le domaine des affaires, et un minimum de deux années d'expérience cumulative acquise au cours des huit dernières années (à compter de la date de clôture de la soumission) dans son domaine de spécialité en tant qu'analyste de la sécurité des réseaux;</p> <p>B. Diplôme collégial (programme de deux ou trois ans) en technologie du génie, en technologie informatique (informatique) ou en sécurité des TI et un minimum de trois années d'expérience cumulative acquise au cours des huit dernières années (à compter de la date de clôture de la soumission) dans son domaine de spécialité en tant qu'analyste de la sécurité des réseaux;</p> <p>C. Un minimum de quatre années d'expérience cumulative acquise au cours des huit dernières années (à compter de la date de clôture de la soumission) dans son domaine de spécialité en tant qu'analyste de la sécurité des réseaux.</p>			
--	--	--	--

Une copie du diplôme doit être remise avec la soumission.			
<p>O2. Le soumissionnaire doit fournir un minimum de deux résumés de projets, liés à au moins une des tâches énumérées dans la section 5.7 de l'Énoncé des travaux (à l'exception de l) et de o)), qui ont été réalisés par la ressource proposée pour des clients ou des employeurs au cours des huit dernières années (à compter de la date de clôture de la soumission), et décrire l'étendue de l'expérience de cette ressource avec les EMR et les C et A ainsi que les produits livrables de l'ITSG-33 ou au moins un des produits livrables indiqués dans l'EDT, à la sous-section 7.1 de la section 7.0 « Produits livrables ».</p> <p>Il faut préciser les tâches particulières ainsi que l'expérience en fonction du nombre de mois de travail (un niveau d'effort d'au moins 10 jours par projet) et démontrer l'achèvement des produits livrables du projet ou le résultat satisfaisant du travail (par exemple, EMR élaboré et exploitation autorisée, changement apporté au processus afin d'améliorer la gestion de la configuration, etc.).</p>			
Critères cotés	Note maximale	Cotation numérique	Réponse du soumissionnaire
<p>C1. En plus des deux projets soumis pour le critère O2, la ressource proposée doit démontrer qu'elle a acquis de l'expérience au gouvernement du Canada, ailleurs au Canada ou à l'échelle internationale, en fournissant des résumés de projets terminés pour d'anciens clients ou employeurs au cours des six dernières années (à compter de la date de clôture de la soumission).</p>	8	<p>12 à 23 mois d'expérience = 2 pts</p> <p>24 à 35 mois d'expérience = 4 pts</p> <p>36 à 47 mois d'expérience = 6 pts</p> <p>48 mois d'expérience ou plus = 8 pts</p>	

<p>L'expérience particulière devrait être décrite en fonction des éléments suivants :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. la nature du travail; 2. les produits livrables concrets (les analyses de rentabilité, les dessins techniques, les plans d'essai, etc., constituent des exemples de produits livrables concrets); 3. la pertinence par rapport aux tâches applicables précisées dans l'Énoncé des travaux (voir section 5.7); 4. les mois d'expérience (niveau d'effort). 			
<p>C2. En plus des projets soumis pour les critères O2 et C1, la ressource proposée doit démontrer qu'elle a acquis de l'expérience supplémentaire pertinente pour les catégories de ressource ou toute autre expérience liée aux tâches énumérées dans la section 5.7 de l'Énoncé des travaux, en fournissant des résumés de projets terminés pour d'anciens clients ou employeurs.</p> <p>L'expérience devrait être décrite en fonction des éléments suivants :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. la nature du travail; 2. la pertinence par rapport aux tâches applicables; 3. les mois d'expérience (niveau d'effort). 	6	<p>12 à 23 mois d'expérience = 1 pt</p> <p>24 à 47 mois d'expérience = 2 pts</p> <p>48 à 71 mois d'expérience = 4 pts</p> <p>72 à 96 mois d'expérience = 6 pts</p>	

<p>C3. Le soumissionnaire doit indiquer les titres professionnels actuels de la ressource proposée qui sont liés à son domaine de spécialité. Le soumissionnaire doit indiquer les qualifications obtenues, le cas échéant, parmi la liste suivante :</p> <p>Inscription ou permis d'exercer la profession d'ingénieur au Canada</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) Professionnel en certification et en accréditation (CAP) (b) Vérificateur agréé des systèmes d'information de l'Association des professionnels de la vérification et du contrôle des systèmes d'information (ISACA) (c) CISSP de l'(ISC)² (d) CISSP/ISSEP de l'(ISC)² (e) CISSP/ISSAP de l'(ISC)² (f) CISSP / ISSMP de l'(ISC)² (g) CISM de l'ISACA (h) CBCP du DRI (i) CPP de l'ASIS (j) GIAC/N'importe quel certificat de vérification « argent »/N'importe quel certificat de vérification « or » (k) SBCI (Specialist Business Continuity Institute) (l) Objectifs de contrôle de l'information et des technologies associées (COBIT) (m) Attestation relative au contrôle des systèmes d'information et des risques (CRISC) (n) Bibliothèque d'infrastructure des technologies de l'information (BITI) <p>Une copie du certificat et des qualifications déclarées doit être remise avec la soumission.</p>	<p>6</p>	<p>2 points par certificat ou qualification</p>	
---	----------	---	--

<p>C4. Le soumissionnaire doit dresser la liste des cours réussis ou donnés par la ressource proposée au cours des huit dernières années (à compter de la date de clôture de la soumission) qui sont directement liés aux activités communes énoncées à la section 5.7 de l'Énoncé des travaux. Il ne faut pas inscrire les cours suivis pour l'obtention des titres professionnels indiqués ci-dessus au critère C3.</p>	10	<p>Cours suivis : 1 pt</p> <p>Cours donnés : 2 pts</p>	
<p>C5. Pour le critère O1, le soumissionnaire doit démontrer la pertinence du diplôme universitaire ou collégial de la ressource proposée par rapport à la sécurité des TI.</p>	2	<p>Le diplôme universitaire ou collégial est lié à la sécurité des TI = 2 pts</p> <p>Le diplôme universitaire ou collégial est modérément lié à la sécurité des TI = 1 pt</p> <p>Le diplôme universitaire ou collégial n'est pas lié à la sécurité des TI = 0 pt</p>	

Nombre maximum de points disponibles : 32

Nombre minimum de points requis : 22

1.7 C.12 Spécialiste en gestion des incidents			
Critères obligatoires	Respecté	Non respecté	Réponse du soumissionnaire (Renvoi au curriculum vitæ/Annexe : n° de projet, nom de l'organisation nombre de mois, n° de page)

<p>O1. Le profil de la ressource proposée doit être conforme à l'une des catégories suivantes :</p> <p>A. Diplôme universitaire en informatique, en génie, en sciences physiques/naturelles, en mathématiques, en criminologie, en droit, en sciences politiques, en relations internationales, en économie, en administration publique ou dans le domaine des affaires, et un minimum de deux années d'expérience cumulative acquise au cours des huit dernières années (à compter de la date de clôture de la soumission) dans son domaine de spécialité en tant que spécialiste de la gestion des incidents;</p> <p>B. Diplôme collégial (programme de deux ou trois ans) en technologie du génie, en technologie informatique (informatique) ou en sécurité des TI et un minimum de trois années d'expérience cumulative acquise au cours des huit dernières années (à compter de la date de clôture de la soumission) dans son domaine de spécialité en tant que spécialiste de la gestion des incidents;</p> <p>C. Un minimum de quatre années d'expérience cumulative acquise au cours des huit dernières années (à compter de la date de clôture de la soumission) dans son domaine de spécialité en tant que spécialiste de la gestion des incidents.</p>			
---	--	--	--

Une copie du diplôme doit être remise avec la soumission.			
<p>O2. Le soumissionnaire doit soumettre au moins deux résumés de projets, liés à au moins une des tâches énumérées dans la section 5.8 de l'Énoncé des travaux (à l'exception de i) et de l)), qui ont été réalisés par la ressource proposée pour des clients ou des employeurs au cours des huit dernières années (à compter de la date de clôture de la soumission), et décrire l'étendue de l'expérience de cette ressource avec les EMR et les C et A ainsi que les produits livrables de l'ITSG-33 ou au moins un des produits livrables indiqués dans l'EDT, à la sous-section 7.1 de la section 7.0 « Produits livrables ».</p> <p>Il faut préciser les tâches particulières ainsi que l'expérience en fonction du nombre de mois de travail (un niveau d'effort d'au moins 10 jours par projet) et démontrer l'achèvement des produits livrables du projet ou le résultat satisfaisant du travail (par exemple, EMR élaboré et exploitation autorisée, changement apporté au processus afin d'améliorer la gestion de la configuration, etc.).</p>			
Critères cotés	Note maximale	Cotation numérique	Réponse du soumissionnaire
C1. En plus des deux projets soumis pour le critère O2, la ressource proposée doit démontrer qu'elle a acquis de l'expérience au gouvernement du Canada, ailleurs au Canada ou à l'échelle internationale, en fournissant des résumés de projets terminés pour d'anciens clients ou employeurs au cours des six dernières années (à compter de la date de clôture de la soumission).	8	<p>12 à 23 mois d'expérience = 2 pts</p> <p>24 à 35 mois d'expérience = 4 pts</p> <p>36 à 47 mois d'expérience = 6 pts</p> <p>48 mois d'expérience ou plus = 8 pts</p>	

<p>L'expérience particulière devrait être décrite en fonction des éléments suivants :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. la nature du travail; 2. les produits livrables concrets (les analyses de rentabilité, les dessins techniques, les plans d'essai, etc., constituent des exemples de produits livrables concrets); 3. la pertinence par rapport aux tâches applicables précisées dans l'Énoncé des travaux (voir section 5.8); 4. les mois d'expérience (niveau d'effort). 			
<p>C2. En plus des projets soumis pour les critères O2 et C1, la ressource proposée doit démontrer qu'elle a acquis de l'expérience supplémentaire pertinente pour les catégories de ressource ou toute autre expérience liée aux tâches énumérées dans la section 5.8 de l'Énoncé des travaux, en fournissant des résumés de projets terminés pour d'anciens clients ou employeurs.</p> <p>L'expérience devrait être décrite en fonction des éléments suivants :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. la nature du travail; 2. la pertinence par rapport aux tâches applicables; 3. les mois d'expérience (niveau d'effort). 	6	<p>12 à 23 mois d'expérience = 1 pt</p> <p>24 à 47 mois d'expérience = 2 pts</p> <p>48 à 71 mois d'expérience = 4 pts</p> <p>72 à 96 mois d'expérience = 6 pts</p>	
<p>C3. Le soumissionnaire doit indiquer les titres professionnels actuels de la ressource proposée qui sont liés à son domaine de spécialité.</p> <p>Une copie du certificat et des qualifications déclarées doit être remise avec la soumission.</p>	6	2 points par certificat ou qualification	

<p>C4. Le soumissionnaire doit dresser la liste des cours réussis ou donnés par la ressource proposée au cours des huit dernières années (à compter de la date de clôture de la soumission) qui sont directement liés aux activités communes énoncées à la section 5.8 de l'Énoncé des travaux.</p> <p>Il ne faut pas inscrire les cours suivis pour l'obtention des titres professionnels indiqués ci-dessus au critère C3.</p>	10	<p>Cours suivis : 1 pt</p> <p>Cours donnés : 2 pts</p>	
<p>C5. Pour le critère O1, le soumissionnaire doit démontrer la pertinence du diplôme universitaire ou collégial de la ressource proposée par rapport à la sécurité des TI.</p>	2	<p>Le diplôme universitaire ou collégial est lié à la sécurité des TI = 2 pts</p> <p>Le diplôme universitaire ou collégial est modérément lié à la sécurité des TI = 1 pt</p> <p>Le diplôme universitaire ou collégial n'est pas lié à la sécurité des TI = 0 pt</p>	

Nombre maximum de points disponibles : 32

Nombre minimum de points requis : 22

1.8 C.5 Spécialiste de l'ICP			
Critères obligatoires	Respecté	Non respecté	Réponse du soumissionnaire (Renvoi au curriculum vitæ/Annexe : n° de projet, nom de l'organisation, nombre de mois, n° de page)

<p>O1. Le profil de la ressource proposée doit être conforme à l'une des catégories suivantes :</p> <p>A. Diplôme universitaire en informatique, en génie, en sciences physiques/naturelles, en mathématiques, en criminologie, en droit, en sciences politiques, en relations internationales, en économie, en administration publique ou dans le domaine des affaires, et un minimum de deux années d'expérience cumulative acquise au cours des huit dernières années (à compter de la date de clôture de la soumission) dans son domaine de spécialité en tant que spécialiste de l'ICP;</p> <p>B. Diplôme collégial (programme de deux ou trois ans) en technologie du génie, en technologie informatique (informatique) ou en sécurité des TI, ainsi qu'un minimum de trois années d'expérience cumulative acquise au cours des huit dernières années (à compter de la date de clôture de la soumission) dans son domaine de spécialité en tant que spécialiste de l'ICP;</p> <p>C. Un minimum de quatre années d'expérience cumulative acquise au cours des huit dernières années (à compter de la date de clôture de la soumission) dans son domaine de spécialité en tant que spécialiste de l'ICP.</p> <p>Une copie du diplôme doit être remise avec la soumission.</p>			
---	--	--	--

<p>O2. Le soumissionnaire doit soumettre un minimum de deux résumés de projets, liés à au moins une des tâches énumérées dans la section 5.4 de l'Énoncé des travaux (à l'exception de n) et de q)), qui ont été réalisés par la ressource proposée pour des clients ou des employeurs au cours des huit dernières années (à compter de la date de clôture de la soumission), et décrire l'étendue de l'expérience de cette ressource avec les EMR et les C et A ainsi que les produits livrables de l'ITSG-33 ou au moins un des produits livrables indiqués dans l'EDT, à la sous-section 7.1 de la section 7.0 « Produits livrables ».</p> <p>Il faut préciser les tâches particulières ainsi que l'expérience en fonction du nombre de mois de travail (un niveau d'effort d'au moins 10 jours par projet) et démontrer l'achèvement des produits livrables du projet ou le résultat satisfaisant du travail (par exemple, EMR élaboré et exploitation autorisée, changement apporté au processus afin d'améliorer la gestion de la configuration, etc.).</p>			
Critères cotés	Note maximale	Cotation numérique	Réponse du soumissionnaire
<p>C1. En plus des deux projets soumis pour satisfaire au critère O2, la ressource proposée doit démontrer qu'elle a acquis de l'expérience auprès du gouvernement du Canada, ailleurs au Canada ou à l'échelle internationale, en fournissant des résumés de projets terminés pour d'anciens clients ou employeurs au cours des six dernières années (à compter de la date de clôture de la soumission).</p> <p>L'expérience particulière devrait être décrite en fonction des éléments suivants :</p> <p>1. la nature du travail;</p>	8	<p>12 à 23 mois d'expérience = 2 pts</p> <p>24 à 35 mois d'expérience = 4 pts</p> <p>36 à 47 mois d'expérience = 6 pts</p> <p>48 mois d'expérience ou plus = 8 pts</p>	

<p>2. les produits livrables concrets (les analyses de rentabilité, les dessins techniques, les plans d'essai, etc., constituent des exemples de produits livrables concrets);</p> <p>3. la pertinence par rapport aux tâches applicables précisées dans l'Énoncé des travaux (voir section 5.4);</p> <p>4. les mois d'expérience (niveau d'effort).</p>			
<p>C2. En plus des projets soumis pour satisfaire aux critères O2 et C1, la ressource proposée doit démontrer qu'elle a acquis de l'expérience supplémentaire pertinente pour les catégories de ressource ou toute autre expérience liée aux tâches énumérées dans la section 5.4 de l'Énoncé des travaux, en fournissant des résumés de projets terminés pour d'anciens clients ou employeurs.</p> <p>L'expérience devrait être décrite en fonction des éléments suivants :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. la nature du travail; 2. la pertinence par rapport aux tâches applicables; 3. les mois d'expérience (niveau d'effort). 	6	<p>12 à 23 mois d'expérience = 1 pt</p> <p>24 à 47 mois d'expérience = 2 pts</p> <p>48 à 71 mois d'expérience = 4 pts</p> <p>72 à 96 mois d'expérience = 6 pts</p>	
<p>C3. Le soumissionnaire doit indiquer les titres professionnels actuels de la ressource proposée qui sont liés à l'ICP.</p> <p>Une copie du certificat et des qualifications déclarées doit être remise avec la soumission.</p>	6	2 points par certificat ou qualification	

<p>C4. Le soumissionnaire doit dresser la liste des cours réussis ou donnés par la ressource proposée durant les huit dernières années qui sont directement liés aux tâches indiquées à la section 5.4 de l'Énoncé des travaux.</p> <p>Il ne faut pas inscrire les cours suivis pour l'obtention des titres professionnels indiqués ci-dessus au critère C3.</p>	10	<p>Cours suivis : 1 pt</p> <p>Cours donnés : 2 pts</p>	
<p>C5. Pour le critère O1, le soumissionnaire doit démontrer la pertinence du diplôme universitaire ou collégial de la ressource proposée par rapport à la sécurité des TI.</p>	2	<p>Le diplôme universitaire ou collégial est lié à la sécurité des TI = 2 pts</p> <p>Le diplôme universitaire ou collégial est modérément lié à la sécurité des TI = 1 pt</p> <p>Le diplôme universitaire ou collégial n'est pas lié à la sécurité des TI = 0 pt</p>	

Nombre maximum de points disponibles : 32

Nombre minimum de points requis : 22

1.9 C.13 Spécialiste de la sécurité physique des TI			
Critères obligatoires	Respecté	Non respecté	Réponse du soumissionnaire (Renvoi au curriculum vitæ/Annexe : n° de projet, nom de l'organisation nombre de mois, n° de page)

<p>O1. Le profil de la ressource proposée doit être conforme à l'une des catégories suivantes :</p> <p>A. Diplôme universitaire en informatique, en génie, en sciences physiques/naturelles, en mathématiques, en criminologie, en droit, en sciences politiques, en relations internationales, en économie, en administration publique ou dans le domaine des affaires, et un minimum de deux années d'expérience cumulative acquise au cours des huit dernières années (à compter de la date de clôture de la soumission) dans son domaine de spécialité en tant que spécialiste de la sécurité physique des TI;</p> <p>B. Diplôme collégial (programme de deux ou trois ans) en technologie du génie, en technologie informatique (informatique) ou en sécurité des TI, ainsi qu'un minimum de trois années d'expérience cumulative acquise au cours des huit dernières années (à compter de la date de clôture de la soumission) dans son domaine de spécialité en tant que spécialiste de la sécurité physique des TI;</p> <p>C. Un minimum de quatre années d'expérience cumulative acquise au cours des huit dernières années (à compter de la date de clôture de la soumission) dans son domaine de spécialité en tant que spécialiste de la sécurité physique des TI.</p>			
---	--	--	--

Une copie du diplôme doit être remise avec la soumission.			
<p>O2. Le soumissionnaire doit soumettre un minimum de deux résumés de projets, liés à au moins une des tâches énumérées dans la section 5.9 de l'Énoncé des travaux (à l'exception de g) et de i)), qui ont été réalisés par la ressource proposée pour des clients ou des employeurs au cours des huit dernières années (à compter de la date de clôture de la soumission), et décrire l'étendue de l'expérience de cette ressource avec les EMR et les C et A ainsi que les produits livrables de l'ITSG-33 ou au moins un des produits livrables indiqués dans l'EDT, à la sous-section 7.1 de la section 7.0 « Produits livrables ».</p> <p>Il faut préciser les tâches particulières ainsi que l'expérience en fonction du nombre de mois de travail (un niveau d'effort d'au moins 10 jours par projet) et démontrer l'achèvement des produits livrables du projet ou le résultat satisfaisant du travail (par exemple, EMR élaboré et exploitation autorisée, changement apporté au processus afin d'améliorer la gestion de la configuration, etc.).</p>			
Critères cotés	Note maximale	Cotation numérique	Réponse du soumissionnaire
C1. En plus des deux projets soumis pour satisfaire au critère O2, la ressource proposée doit démontrer qu'elle a acquis de l'expérience auprès du gouvernement du Canada, ailleurs au Canada ou à l'échelle internationale, en fournissant des résumés de projets terminés pour d'anciens clients ou employeurs au cours des six dernières années (à compter de la date de clôture de la soumission).	8	<p>12 à 23 mois d'expérience = 2 pts</p> <p>24 à 35 mois d'expérience = 4 pts</p> <p>36 à 47 mois d'expérience = 6 pts</p> <p>48 mois d'expérience ou plus = 8 pts</p>	

<p>L'expérience particulière devrait être décrite en fonction des éléments suivants :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. la nature du travail; 2. les produits livrables concrets (les examens des installations comparativement aux lignes directrices de la GRC pour une construction sécuritaire, les rapports décrivant les menaces physiques et les risques pour le réseau, l'élaboration de matériel de formation pour les agents de sécurité de l'unité, etc., constituent des exemples de produits livrables concrets); 3. la pertinence par rapport aux tâches applicables précisées dans l'Énoncé des travaux (voir section 5.9); 4. les mois d'expérience (niveau d'effort). 			
<p>C2. En plus des projets soumis pour satisfaire aux critères O2 et C1, la ressource proposée doit démontrer qu'elle a acquis de l'expérience supplémentaire pertinente pour les catégories de ressource ou toute autre expérience liée aux tâches énumérées dans la section 5.9 de l'Énoncé des travaux, en fournissant des résumés de projets terminés pour d'anciens clients ou employeurs.</p> <p>L'expérience devrait être décrite en fonction des éléments suivants :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. la nature du travail; 2. la pertinence par rapport aux tâches applicables; 3. les mois d'expérience (niveau d'effort). 	6	<p>12 à 23 mois d'expérience = 1 pt</p> <p>24 à 47 mois d'expérience = 2 pts</p> <p>48 à 71 mois d'expérience = 4 pts</p> <p>72 à 96 mois d'expérience = 6 pts</p>	

<p>C3. Le soumissionnaire doit indiquer les titres professionnels actuels de la ressource proposée qui sont liés à la sécurité physique des TI.</p> <p>Une copie du certificat et des qualifications déclarées doit être remise avec la soumission.</p>	6	2 points par certificat ou qualification	
<p>C4. Le soumissionnaire doit dresser la liste des cours réussis ou donnés par la ressource proposée durant les huit dernières années (à compter à partir de la date de clôture de la soumission) qui sont directement liés aux activités communes énoncées à la section 5.9 de l'Énoncé des travaux.</p> <p>Il ne faut pas inscrire les cours suivis pour l'obtention des titres professionnels indiqués ci-dessus au critère C3.</p>	10	<p>Cours suivis : 1 pt</p> <p>Cours donnés : 2 pts</p>	
<p>C5. Pour le critère O1, le soumissionnaire doit démontrer la pertinence du diplôme universitaire ou collégial par rapport à la sécurité des TI.</p>	2	<p>Le diplôme universitaire ou collégial est lié à la sécurité des TI = 2 pts</p> <p>Le diplôme universitaire ou collégial est modérément lié à la sécurité des TI = 1 pt</p> <p>Le diplôme universitaire ou collégial n'est pas lié à la sécurité des TI = 0 pt</p>	

Nombre maximum de points disponibles : 32

Nombre minimum de points requis : 22

1.10 C.17 Spécialiste en sécurité des émissions (EMSEC)			
Critères obligatoires	Respecté	Non respecté	Réponse du soumissionnaire (Renvoi au curriculum vitæ/Annexe : n° de projet, nom de l'organisation, nombre de mois, n° de page)

<p>O1. Le profil de la ressource proposée doit être conforme à l'une des catégories suivantes :</p> <p>A. Diplôme universitaire en informatique, en génie, en sciences physiques/naturelles, en mathématiques, en criminologie, en droit, en sciences politiques, en relations internationales, en économie, en administration publique ou dans le domaine des affaires, et un minimum de deux années d'expérience cumulative acquise au cours des huit dernières années (à compter de la date de clôture de la soumission) dans son domaine de spécialité en tant que spécialiste en sécurité des émissions (EMSEC);</p> <p>B. Diplôme collégial (programme de deux ou trois ans) en technologie du génie, en technologie informatique (informatique) ou en sécurité des TI et un minimum de trois années d'expérience cumulative acquise au cours des huit dernières années (à compter de la date de clôture de la soumission) dans son domaine de spécialité en tant que spécialiste en sécurité des émissions;</p> <p>C. Un minimum de quatre années d'expérience cumulative acquise au cours des huit dernières années (à compter de la date de clôture de la soumission) dans son domaine de spécialité en tant que spécialiste en sécurité des émissions.</p>			
---	--	--	--

Une copie du diplôme doit être remise avec la soumission.			
<p>O2. Le soumissionnaire doit soumettre un minimum de deux résumés de projets, liés à au moins une des tâches énumérées dans la section 5.10 de l'Énoncé des travaux (à l'exception de e) et de f)), qui ont été réalisés par la ressource proposée pour des clients ou des employeurs au cours des huit dernières années (à compter de la date de clôture de la soumission), et décrire l'étendue de l'expérience de cette ressource avec les EMR et les C et A ainsi que les produits livrables de l'ITSG-33 ou au moins un des produits livrables indiqués dans l'EDT, à la sous-section 7.1 de la section 7.0 « Produits livrables ».</p> <p>Il faut préciser les tâches particulières ainsi que l'expérience en fonction du nombre de mois de travail (un niveau d'effort d'au moins 10 jours par projet) et démontrer l'achèvement des produits livrables du projet ou le résultat satisfaisant du travail (par exemple, EMR élaboré et exploitation autorisée, changement apporté au processus afin d'améliorer la gestion de la configuration, etc.).</p>			
Critères cotés	Note maximale	Cotation numérique	Réponse du soumissionnaire
<p>C1. En plus des deux projets soumis pour satisfaire au critère O2, la ressource proposée doit démontrer qu'elle a acquis de l'expérience auprès du gouvernement du Canada, ailleurs au Canada ou à l'échelle internationale, en fournissant des résumés de projets terminés pour d'anciens clients ou employeurs au cours des six dernières années (à compter de la date de clôture de la soumission).</p>	8	<p>12 à 23 mois d'expérience = 2 pts</p> <p>24 à 35 mois d'expérience = 4 pts</p> <p>36 à 47 mois d'expérience = 6 pts</p> <p>48 mois d'expérience ou plus = 8 pts</p>	

<p>L'expérience particulière doit être décrite en fonction des éléments suivants :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. la nature du travail; 2. les produits livrables concrets (les analyses de rentabilité, les dessins techniques, les plans d'essai, etc., constituent des exemples de produits livrables concrets); 3. la pertinence par rapport aux tâches applicables précisées dans l'Énoncé des travaux (voir la section 5.10), et plus particulièrement les tâches liées à la salle sécurisée qui sont indiquées dans la section 5.10 a); 4. les mois d'expérience (niveau d'effort). 			
<p>C2. En plus des projets soumis pour les critères O2 et C1, le soumissionnaire doit démontrer qu'il a acquis de l'expérience supplémentaire pertinente pour les catégories de ressource ou toute autre expérience liée aux tâches énumérées dans la section 5.10 de l'Énoncé des travaux, en fournissant des résumés de projets terminés pour d'anciens clients ou employeurs.</p> <p>L'expérience devrait être décrite en fonction des éléments suivants :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. la nature du travail; 2. la pertinence par rapport aux tâches applicables; 3. les mois d'expérience (niveau d'effort). 	6	<p>12 à 23 mois d'expérience = 1 pt</p> <p>24 à 47 mois d'expérience = 2 pts</p> <p>48 à 71 mois d'expérience = 4 pts</p> <p>72 à 96 mois d'expérience = 6 pts</p>	

<p>C3. Le soumissionnaire doit indiquer les titres professionnels actuels de la ressource proposée qui sont liés à la sécurité des émissions.</p> <p>Une copie du certificat et des qualifications déclarées doit être remise avec la soumission.</p>	6	2 points par certificat ou qualification	
<p>C4. Le soumissionnaire doit dresser la liste des cours réussis ou donnés par la ressource proposée durant les huit dernières années (à compter de la date de clôture de la soumission) qui sont directement liés aux activités communes indiquées à la section 5.10 de l'Énoncé des travaux.</p> <p>Il ne faut pas inscrire les cours suivis pour l'obtention des titres professionnels indiqués ci-dessus au critère C3.</p>	10	<p>Cours suivis : 1 pt</p> <p>Cours donnés : 2 pts</p>	
<p>C5. Pour le critère O1, le soumissionnaire doit démontrer la pertinence du diplôme universitaire ou collégial par rapport à la sécurité des TI.</p>	2	<p>Le diplôme universitaire ou collégial est lié à la sécurité des TI = 2 pts</p> <p>Le diplôme universitaire ou collégial est modérément lié à la sécurité des TI = 1 pt</p> <p>Le diplôme universitaire ou collégial n'est pas lié à la sécurité des TI = 0 pt</p>	

Nombre maximum de points disponibles : 32

Nombre minimum de points requis : 22

2.0 Critères cotés – Sommaire des points

Section	Référence	Nombre maximum de points disponibles	Nombre minimum de points requis
---------	-----------	--------------------------------------	---------------------------------

1.1	C.3 Analyste de la C et A et des EMR en matière de sécurité des TI	36	25
1.2	C.1 Consultant en protection et en planification stratégique de la sécurité des TI	32	22
1.3	C.2 Analyste des méthodes, politiques et procédures en sécurité des TI	32	22
1.4	C.6 Ingénieur en sécurité des TI	32	22
1.5	C.7 Spécialiste en conception de la sécurité des TI	32	22
1.6	C.8 Analyste de la sécurité des réseaux	32	22
1.7	C.12 Spécialiste en gestion des incidents	32	22
1.8	C.5 Spécialiste de l'ICP	32	22
1.9	C.13 Spécialiste de la sécurité physique des TI	32	22
1.10	C.17 Spécialiste en sécurité des émissions (EMSEC)	32	22
	Nombre maximum de points disponibles – Total :	324	
	Nombre minimum de points requis – Total :		223

APPENDICE D DE L'ANNEXE A

ATTESTATIONS À L'ÉTAPE DE L'AUTORISATION DE TÂCHE

Les attestations ci-après doivent être utilisées, le cas échéant. Si elles s'appliquent, elles doivent être signées et jointes à l'offre de prix de l'entrepreneur au moment de sa soumission au Canada.

1. ATTESTATION D'ÉTUDES ET D'EXPÉRIENCE

L'entrepreneur atteste par la présente que tous les renseignements fournis dans les curriculum vitæ et autres documents soumis pour l'exécution des travaux, plus particulièrement l'information relative aux études, aux réalisations, à l'expérience et aux antécédents professionnels ont été vérifiés par ses soins et qu'ils sont complets et exacts. De plus, l'entrepreneur garantit que chaque personne qu'il propose pour l'exigence est capable d'effectuer les travaux décrits dans l'autorisation de tâche.

Nom en caractères d'imprimerie et signature de la personne autorisée

Date

2. ATTESTATION DE LA DISPONIBILITÉ DU PERSONNEL

L'entrepreneur atteste que, s'il est autorisé à fournir des services dans le cadre de cette autorisation de tâche, les personnes proposées dans la proposition pourront commencer les travaux dans un délai raisonnable suivant la date d'émission de l'autorisation de tâche approuvée, ou dans le délai précisé dans l'autorisation de tâche, et qu'elles demeureront disponibles pour réaliser les travaux requis.

Nom en caractères d'imprimerie et signature de la personne autorisée

Date

3. ATTESTATION DU STATUT DU PERSONNEL

Si l'entrepreneur a proposé une personne qui n'est pas un de ses employés, il atteste qu'il a la permission de la personne d'offrir ses services pour l'exécution des travaux afférents à cette autorisation de tâche et de soumettre son curriculum vitæ au Canada. En tout temps pendant la durée du contrat, l'entrepreneur doit, à la demande de l'autorité contractante, fournir une confirmation écrite, signée par la personne concernée, de la permission donnée à l'entrepreneur ainsi que de sa disponibilité. Le non-respect de la demande peut être considéré comme un manquement au contrat en vertu des Conditions générales.

Nom en caractères d'imprimerie et signature de la personne autorisée

Date

4. ATTESTATION LINGUISTIQUE – anglais

L'entrepreneur atteste que la ressource proposée en réponse au présent projet d'autorisation de tâche maîtrise l'anglais. La personne proposée doit communiquer verbalement et par écrit l'anglais sans aide et en faisant peu d'erreurs.

N° de l'invitation :
[W7714-125509/A](#)

N° de la modification :

ID de l'acheteur
[381zM](#)

Nom en caractères d'imprimerie et signature de la personne autorisée

Date

ANNEXE B

BASE DE PAIEMENT

PÉRIODE INITIALE DU CONTRAT :

Période contractuelle Année 1		
Catégorie de la ressource	Niveau de compétence	Taux quotidien ferme
C.1 Consultant en protection et en planification stratégique de la sécurité des TI	3	\$
C.2 Analyste des méthodes, politiques et procédures en sécurité des TI	2	\$
C.3 Analyste de la C et A et des EMR en matière de sécurité des TI	3	\$
C.5 Spécialiste de l'ICP	3	\$
C.6 Ingénieur en sécurité des TI	2	\$
C.7 Spécialiste en conception de la sécurité des TI	2	\$
C.8 Analyste de la sécurité des réseaux	3	\$
C.12 Spécialiste en gestion des incidents	3	\$
C.13 Spécialiste de la sécurité physique des TI	3	\$
C.17 Spécialiste en sécurité des émissions (EMSEC)	3	\$

Période contractuelle Année 2		
Catégorie de la ressource	Niveau de compétence	Taux quotidien ferme
C.1 Consultant en protection et en planification stratégique de la sécurité des TI	3	\$
C.2 Analyste des méthodes, politiques et procédures en sécurité des TI	2	\$
C.3 Analyste de la C et A et des EMR en matière de sécurité des TI	3	\$
C.5 Spécialiste de l'ICP	3	\$

C.6 Ingénieur en sécurité des TI	2	\$
C.7 Spécialiste en conception de la sécurité des TI	2	\$
C.8 Analyste de la sécurité des réseaux	3	\$
C.12 Spécialiste en gestion des incidents	3	\$
C.13 Spécialiste de la sécurité physique des TI	3	\$
C.17 Spécialiste en sécurité des émissions (EMSEC)	3	\$

Période contractuelle Année 3		
Catégorie de la ressource	Niveau de compétence	Taux quotidien ferme
C.1 Consultant en protection et en planification stratégique de la sécurité des TI	3	\$
C.2 Analyste des méthodes, politiques et procédures en sécurité des TI	2	\$
C.3 Analyste de la C et A et des EMR en matière de sécurité des TI	3	\$
C.5 Spécialiste de l'ICP	3	\$
C.6 Ingénieur en sécurité des TI	2	\$
C.7 Spécialiste en conception de la sécurité des TI	2	\$
C.8 Analyste de la sécurité des réseaux	3	\$
C.12 Spécialiste en gestion des incidents	3	\$
C.13 Spécialiste de la sécurité physique des TI	3	\$
C.17 Spécialiste en sécurité des émissions (EMSEC)	3	\$

PÉRIODES D'OPTION :

Période d'option 1 Année 4		
Catégorie de la ressource	Niveau de compétence	Taux quotidien ferme

C.1 Consultant en protection et en planification stratégique de la sécurité des TI	3	\$
C.2 Analyste des méthodes, politiques et procédures en sécurité des TI	2	\$
C.3 Analyste de la C et A et des EMR en matière de sécurité des TI	3	\$
C.5 Spécialiste de l'ICP	3	\$
C.6 Ingénieur en sécurité des TI	2	\$
C.7 Spécialiste en conception de la sécurité des TI	2	\$
C.8 Analyste de la sécurité des réseaux	3	\$
C.12 Spécialiste en gestion des incidents	3	\$
C.13 Spécialiste de la sécurité physique des TI	3	\$
C.17 Spécialiste en sécurité des émissions (EMSEC)	3	\$

Période d'option 2 Année 5		
Catégorie de la ressource	Niveau de compétence	Taux quotidien ferme
C.1 Consultant en protection et en planification stratégique de la sécurité des TI	3	\$
C.2 Analyste des méthodes, politiques et procédures en sécurité des TI	2	\$
C.3 Analyste de la C et A et des EMR en matière de sécurité des TI	3	\$
C.5 Spécialiste de l'ICP	3	\$
C.6 Ingénieur en sécurité des TI	2	\$
C.7 Spécialiste en conception de la sécurité des TI	2	\$
C.8 Analyste de la sécurité des réseaux	3	\$
C.12 Spécialiste en gestion des incidents	3	\$
C.13 Spécialiste de la sécurité physique des TI	3	\$

C.17 Spécialiste en sécurité des émissions (EMSEC)	3	\$
--	---	----

Période d'option 3 Année 6		
Catégorie de la ressource	Niveau de compétence	Taux quotidien ferme
C.1 Consultant en protection et en planification stratégique de la sécurité des TI	3	\$
C.2 Analyste des méthodes, politiques et procédures en sécurité des TI	2	\$
C.3 Analyste de la C et A et des EMR en matière de sécurité des TI	3	\$
C.5 Spécialiste de l'ICP	3	\$
C.6 Ingénieur en sécurité des TI	2	\$
C.7 Spécialiste en conception de la sécurité des TI	2	\$
C.8 Analyste de la sécurité des réseaux	3	\$
C.12 Spécialiste en gestion des incidents	3	\$
C.13 Spécialiste de la sécurité physique des TI	3	\$
C.17 Spécialiste en sécurité des émissions (EMSEC)	3	\$

ANNEXE C
LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ

Veillez consulter le fichier ci-joint. Le reste de la page est laissé intentionnellement vide.



SECURITY REQUIREMENTS CHECK LIST (SRCL)

LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ (LVERS)

PART A - CONTRACT INFORMATION / PARTIE A - INFORMATION CONTRACTUELLE			
1. Originating Government Department or Organization / Ministère ou organisme gouvernemental d'origine		2. Branch or Directorate / Direction générale ou Direction	
DND/ADM (S&T)		DRDC, Ottawa Research Centre/SIA/TES	
3. a) Subcontract Number / Numéro du contrat de sous-traitance		3. b) Name and Address of Subcontractor / Nom et adresse du sous-traitant	
4. Brief Description of Work / Brève description du travail Security Assessment and Authorization (SA&A) Task Authorization			
5. a) Will the supplier require access to Controlled Goods? Le fournisseur aura-t-il accès à des marchandises contrôlées?		<input type="checkbox"/> No / Non <input checked="" type="checkbox"/> Yes / Oui	
5. b) Will the supplier require access to unclassified military technical data subject to the provisions of the Technical Data Control Regulations? Le fournisseur aura-t-il accès à des données techniques militaires non classifiées qui sont assujetties aux dispositions du Règlement sur le contrôle des données techniques?		<input type="checkbox"/> No / Non <input checked="" type="checkbox"/> Yes / Oui	
6. Indicate the type of access required / Indiquer le type d'accès requis			
6. a) Will the supplier and its employees require access to PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets? Le fournisseur ainsi que les employés auront-ils accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? (Specify the level of access using the chart in Question 7. c) (Préciser le niveau d'accès en utilisant le tableau qui se trouve à la question 7. c)		<input type="checkbox"/> No / Non <input checked="" type="checkbox"/> Yes / Oui	
6. b) Will the supplier and its employees (e.g. cleaners, maintenance personnel) require access to restricted access areas? No access to PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets is permitted. Le fournisseur et ses employés (p. ex. nettoyeurs, personnel d'entretien) auront-ils accès à des zones d'accès restreintes? L'accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS n'est pas autorisé.		<input checked="" type="checkbox"/> No / Non <input type="checkbox"/> Yes / Oui	
6. c) Is this a commercial courier or delivery requirement with no overnight storage? S'agit-il d'un contrat de messagerie ou de livraison commerciale sans entreposage de nuit?		<input checked="" type="checkbox"/> No / Non <input type="checkbox"/> Yes / Oui	
7. a) Indicate the type of information that the supplier will be required to access / Indiquer le type d'information auquel le fournisseur devra avoir accès			
Canada <input checked="" type="checkbox"/>		NATO / OTAN <input checked="" type="checkbox"/>	
Foreign / Étranger <input checked="" type="checkbox"/>			
7. b) Release restrictions / Restrictions relatives à la diffusion			
No release restrictions Aucune restriction relative à la diffusion <input checked="" type="checkbox"/>		All NATO countries Tous les pays de l'OTAN <input checked="" type="checkbox"/>	
Not releasable À ne pas diffuser <input checked="" type="checkbox"/>		Restricted to: / Limité à : <input checked="" type="checkbox"/>	
Restricted to: / Limité à : <input type="checkbox"/>		Specify country(ies): / Préciser le(s) pays : Canada	
Specify country(ies): / Préciser le(s) pays :		Specify country(ies): / Préciser le(s) pays : Canada	
7. c) Level of information / Niveau d'information			
PROTECTED A PROTÉGÉ A <input checked="" type="checkbox"/>		NATO UNCLASSIFIED NATO NON CLASSIFIÉ <input checked="" type="checkbox"/>	
PROTECTED B PROTÉGÉ B <input checked="" type="checkbox"/>		NATO RESTRICTED NATO DIFFUSION RESTREINTE <input checked="" type="checkbox"/>	
PROTECTED C PROTÉGÉ C <input type="checkbox"/>		NATO CONFIDENTIAL NATO CONFIDENTIEL <input checked="" type="checkbox"/>	
CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL <input checked="" type="checkbox"/>		NATO SECRET NATO SECRET <input checked="" type="checkbox"/>	
SECRET SECRET <input checked="" type="checkbox"/>		COSMIC TOP SECRET COSMIC TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>	
TOP SECRET TRÈS SECRET <input checked="" type="checkbox"/>			
TOP SECRET (SIGINT) TRÈS SECRET (SIGINT) <input checked="" type="checkbox"/>			
		PROTECTED A PROTÉGÉ A <input type="checkbox"/>	
		PROTECTED B PROTÉGÉ B <input type="checkbox"/>	
		PROTECTED C PROTÉGÉ C <input type="checkbox"/>	
		CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL <input checked="" type="checkbox"/>	
		SECRET SECRET <input checked="" type="checkbox"/>	
		TOP SECRET TRÈS SECRET <input checked="" type="checkbox"/>	
		TOP SECRET (SIGINT) TRÈS SECRET (SIGINT) <input checked="" type="checkbox"/>	



PART A (continued) / PARTIE A (suite)

8. Will the supplier require access to PROTECTED and/or CLASSIFIED COMSEC information or assets?
Le fournisseur aura-t-il accès à des renseignements ou à des biens COMSEC désignés PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? ☒ No ☐ Yes
Non Oui
If Yes, indicate the level of sensitivity:
Dans l'affirmative, indiquer le niveau de sensibilité :

9. Will the supplier require access to extremely sensitive INFOSEC information or assets?
Le fournisseur aura-t-il accès à des renseignements ou à des biens INFOSEC de nature extrêmement délicate? ☒ No ☐ Yes
Non Oui

Short Title(s) of material / Titre(s) abrégé(s) du matériel :
Document Number / Numéro du document :

PART B - PERSONNEL (SUPPLIER) / PARTIE B - PERSONNEL (FOURNISSEUR)

10. a) Personnel security screening level required / Niveau de contrôle de la sécurité du personnel requis

<input type="checkbox"/> RELIABILITY STATUS COTE DE FIABILITÉ	<input type="checkbox"/> CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL	<input type="checkbox"/> SECRET SECRET	<input type="checkbox"/> TOP SECRET TRÈS SECRET
<input checked="" type="checkbox"/> TOP SECRET- SIGINT TRÈS SECRET - SIGINT	<input type="checkbox"/> NATO CONFIDENTIAL NATO CONFIDENTIEL	<input checked="" type="checkbox"/> NATO SECRET NATO SECRET	<input type="checkbox"/> COSMIC TOP SECRET COSMIC TRÈS SECRET
<input type="checkbox"/> SITE ACCESS ACCÈS AUX EMPLACEMENTS			

Special comments:

Commentaires spéciaux : _____

NOTE: If multiple levels of screening are identified, a Security Classification Guide must be provided.

REMARQUE : Si plusieurs niveaux de contrôle de sécurité sont requis, un guide de classification de la sécurité doit être fourni.

10. b) May unscreened personnel be used for portions of the work?
Du personnel sans autorisation sécuritaire peut-il se voir confier des parties du travail? ☒ No ☐ Yes
Non Oui
If Yes, will unscreened personnel be escorted?
Dans l'affirmative, le personnel en question sera-t-il escorté? ☐ No ☐ Yes
Non Oui

PART C - SAFEGUARDS (SUPPLIER) / PARTIE C - MESURES DE PROTECTION (FOURNISSEUR)

INFORMATION / ASSETS / RENSEIGNEMENTS / BIENS

11. a) Will the supplier be required to receive and store PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets on its site or premises?
Le fournisseur sera-t-il tenu de recevoir et d'entreposer sur place des renseignements ou des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? ☒ No ☐ Yes
Non Oui

11. b) Will the supplier be required to safeguard COMSEC information or assets?
Le fournisseur sera-t-il tenu de protéger des renseignements ou des biens COMSEC? ☒ No ☐ Yes
Non Oui

PRODUCTION

11. c) Will the production (manufacture, and/or repair and/or modification) of PROTECTED and/or CLASSIFIED material or equipment occur at the supplier's site or premises?
Les installations du fournisseur serviront-elles à la production (fabrication et/ou réparation et/ou modification) de matériel PROTÉGÉ et/ou CLASSIFIÉ? ☒ No ☐ Yes
Non Oui

INFORMATION TECHNOLOGY (IT) MEDIA / SUPPORT RELATIF À LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION (TI)

11. d) Will the supplier be required to use its IT systems to electronically process, produce or store PROTECTED and/or CLASSIFIED information or data?
Le fournisseur sera-t-il tenu d'utiliser ses propres systèmes informatiques pour traiter, produire ou stocker électroniquement des renseignements ou des données PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? ☒ No ☐ Yes
Non Oui

11. e) Will there be an electronic link between the supplier's IT systems and the government department or agency?
Disposera-t-on d'un lien électronique entre le système informatique du fournisseur et celui du ministère ou de l'agence gouvernementale? ☒ No ☐ Yes
Non Oui



PART C - (continued) / PARTIE C - (suite)

For users completing the form **manually** use the summary chart below to indicate the category(ies) and level(s) of safeguarding required at the supplier's site(s) or premises.

Les utilisateurs qui remplissent le formulaire **manuellement** doivent utiliser le tableau récapitulatif ci-dessous pour indiquer, pour chaque catégorie, les niveaux de sauvegarde requis aux installations du fournisseur.

For users completing the form **online** (via the Internet), the summary chart is automatically populated by your responses to previous questions.

Dans le cas des utilisateurs qui remplissent le formulaire **en ligne** (par Internet), les réponses aux questions précédentes sont automatiquement saisies dans le tableau récapitulatif.

SUMMARY CHART / TABLEAU RÉCAPITULATIF

Category Catégorie	PROTECTED PROTÉGÉ			CLASSIFIED CLASSIFIÉ			NATO				COMSEC					
	A	B	C	CONFIDENTIAL	SECRET	TOP SECRET	NATO RESTRICTED	NATO CONFIDENTIAL	NATO SECRET	COSMIC TOP SECRET	PROTECTED PROTÉGÉ			CONFIDENTIAL	SECRET	TOP SECRET
				CONFIDENTIEL		TRÈS SECRET	NATO DIFFUSION RESTREINTE	NATO CONFIDENTIEL		COSMIC COSMIC TRÈS SECRET	A	B	C	CONFIDENTIEL		TRÈS SECRET
Information / Assets Renseignements / Biens																
Production																
IT Media / Support TI																
IT Link / Lien électronique																

12. a) Is the description of the work contained within this SRCL PROTECTED and/or CLASSIFIED?

La description du travail visé par la présente LVERS est-elle de nature PROTÉGÉE et/ou CLASSIFIÉE?



No
Non



Yes
Oui

If Yes, classify this form by annotating the top and bottom in the area entitled "Security Classification".

Dans l'affirmative, classifiez le présent formulaire en indiquant le niveau de sécurité dans la case intitulée « Classification de sécurité » au haut et au bas du formulaire.

12. b) Will the documentation attached to this SRCL be PROTECTED and/or CLASSIFIED?

La documentation associée à la présente LVERS sera-t-elle PROTÉGÉE et/ou CLASSIFIÉE?



No
Non



Yes
Oui

If Yes, classify this form by annotating the top and bottom in the area entitled "Security Classification" and indicate with attachments (e.g. SECRET with Attachments).

Dans l'affirmative, classifiez le présent formulaire en indiquant le niveau de sécurité dans la case intitulée « Classification de sécurité » au haut et au bas du formulaire et indiquer qu'il y a des pièces jointes (p. ex. SECRET avec des pièces jointes).



PART D - AUTHORIZATION / PARTIE D - AUTORISATION

13. Organization Project Authority / Chargé de projet de l'organisme

Name (print) - Nom (en lettres moulées)		Title - Titre	Signature	
Telephone No. - N° de téléphone	Facsimile No. - N° de télécopieur	E-mail address - Adresse courriel		Date

14. Organization Security Authority / Responsable de la sécurité de l'organisme

Name (print) - Nom (en lettres moulées)		Title - Titre	Signature	
Telephone No. - N° de téléphone	Facsimile No. - N° de télécopieur	E-mail address - Adresse courriel		Date

15. Are there additional instructions (e.g. Security Guide, Security Classification Guide) attached?
Des instructions supplémentaires (p. ex. Guide de sécurité, Guide de classification de la sécurité) sont-elles jointes?

☐ No / Non ☐ Yes / Oui

16. Procurement Officer / Agent d'approvisionnement

Name (print) - Nom (en lettres moulées)		Title - Titre	Signature	
Telephone No. - N° de téléphone	Facsimile No. - N° de télécopieur	E-mail address - Adresse courriel		Date

17. Contracting Security Authority / Autorité contractante en matière de sécurité

Name (print) - Nom (en lettres moulées)		Title - Titre	Signature	
Telephone No. - N° de téléphone	Facsimile No. - N° de télécopieur	E-mail address - Adresse courriel		Date

APPENDICE A DE L'ANNEXE C
Guide de sécurité supplémentaire LVERS

Veillez consulter le fichier ci-joint. Le reste de la page est laissé intentionnellement vide.

Security Requirement Checklist (SRCL) Supplemental Security Guide

(W7714-125509 – SA&A)

Part A - Multiple Release Restrictions: Security Guide							
To be completed in addition to SRCL question 7.b) when release restrictions are therein identified. Indicate to which levels of information release restrictions apply. Make note in the chart if a level of information bears multiple restrictions (e.g. a portion of the SECRET information bears the caveat Canadian Eyes Only while the remainder of the SECRET information has no release restrictions.)							
Canadian Information							
Citizenship Restriction	PROTECTED			CLASSIFIED			
	A	B	C	CONFIDENTIAL	SECRET	TOP SECRET/Special Access/Talent Keyhole (SA/TK)	TOP SECRET (SIGINT)
No Release Restrictions	X	X					
Not Releasable				X	X	X	
Restricted to:							
Permanent Residents Included*							
NATO Information							
Citizenship Restriction	NATO UNCLASSIFIED		NATO RESTRICTED	NATO CONFIDENTIAL	NATO SECRET	COSMIC TOP SECRET	
All NATO Countries	X		X				
Restricted to:				CAN	CAN		
Permanent Residents Included*							
Foreign Information							
Citizenship Restriction	PROTECTED			CLASSIFIED			
	A	B	C	CONFIDENTIAL	SECRET	TOP SECRET/Special Access/Talent Keyhole	TOP SECRET (SIGINT)
No Release Restrictions							
Restricted to :				CAN	CAN	CAN	
Permanent Residents Included*							
COMSEC Information							
Citizenship Restriction	PROTECTED			CLASSIFIED			
	A	B	C	CONFIDENTIAL	SECRET	TOP SECRET	TOP SECRET (SIGINT)
Not Releasable							
Restricted to:							
DND ONLY Embedded Contractor (Access to Controlled Goods)							
Restriction	Must be registered to handle CG				Must be registered to handle CG		
SECRET clearance with CEO applies	Must be registered to handle CG				Must be registered to handle CG		

*When release restrictions are indicated, specify if permanent residents are allowed to be included.

Security Requirement Checklist (SRCL) Supplemental Security Guide

(W7714-125509 – SA&A)

Part B - Multiple Levels of Personnel Screening: Security Classification Guide To be completed in addition to SRCL question 10.a) when multiple levels of personnel screening are therein identified. Indicate which personnel screening levels are required for which portions of the work/access involved in the contract.			
Level of Personnel Clearance (e.g. Reliability, Secret)	Position / Description/Task	Access to sites and/or information. Levels of Information to be accessed.	Citizenship Restriction (if any)
TS/SA/TK	Strategic IT Security Planning and Protection Consultant	Access to sites and information up to TS/SA/TK	CAN citizen
TS/SA/TK	IT Security Methodology, Policy and Procedures Analyst	Access to sites and information up to TS/SA/TK	CAN citizen
TS/SA/TK	IT Security TRA and C&A Analyst	Access to sites and information up to TS/SA/TK	CAN citizen
TS/SA/TK	PKI Specialist	Access to sites and information up to TS/SA/TK	CAN citizen
TS/SA/TK	IT Security Engineer	Access to sites and information up to TS/SA/TK	CAN citizen
TS/SA/TK	IT Security Design Specialist	Access to sites and information up to TS/SA/TK	CAN citizen
TS/SA/TK	Network Security Analyst	Access to sites and information up to TS/SA/TK	CAN citizen
TS/SA/TK	Incident Management Specialist	Access to sites and information up to TS/SA/TK	CAN citizen
TS/SA/TK	Physical IT Security Specialist	Access to sites and information up to TS/SA/TK	CAN citizen
TS/SA/TK	EMSEC Security Specialist	Access to sites and information up to TS/SA/TK	CAN citizen
TS/SA/TK	Strategic Information Technology (IT) Security Planning and Protection Consultant	Access to sites and information up to TS/SA/TK	CAN citizen

Part C – Safeguards / Information Technology (IT) Media – 11d = yes
11 d = NO. Not applicable. IT security requirements must be specified in a separate technical document and submitted with the SRCL

OTHER SECURITY INSTRUCTIONS

(U) No media or information may be removed from DND locations. Processing shall only occur on DND Information System (IS). Contractors will be indoctrinated to TS/SA/TK, provided with an in-brief on appropriate use of the IS and will be required to read/sign as having understood a variety of terms/conditions for use of the IS, including the Security Classification Guide, which is at the TS/SA/TK level.

PIÈCE JOINTE 3.1

FORMULAIRE DE PRÉSENTATION DE LA SOUMISSION		
Dénomination sociale du soumissionnaire		
Représentant autorisé du soumissionnaire aux fins d'évaluation (p. ex. pour obtenir des précisions)	Nom	
	Titre	
	Adresse	
	Numéro de téléphone	
	Numéro de télécopieur	
	Adresse électronique	
Numéro d'entreprise-approvisionnement (NEA) du soumissionnaire [voir les Instructions et conditions uniformisées de 2003] [Remarque à l'intention des soumissionnaires : Le NEA donné doit correspondre à la dénomination sociale utilisée dans la soumission. Si ce n'est pas le cas, le soumissionnaire sera déterminé en fonction de la dénomination sociale fournie plutôt qu'en fonction du NEA, et le soumissionnaire devra fournir le NEA qui correspond à la dénomination sociale du soumissionnaire.]		
Compétence du contrat : Province du Canada choisie par le soumissionnaire et qui aura les compétences sur tout contrat subséquent (si différente de celle précisée dans la demande)		
Sites ou locaux proposés par le soumissionnaire nécessitant des mesures de protection Consulter les directives à la Partie 3. (Remarque : Les agents d'approvisionnement devraient supprimer cette exigence si elle n'est pas incluse dans la Partie 6.)	Adresse du site ou des locaux proposés : _____ Ville : _____ Province : _____ Code postal : _____ Pays : _____	
Anciens fonctionnaires Pour obtenir une définition d'« ancien fonctionnaire », voir la clause intitulée « Ancien	Le soumissionnaire est-il un ancien fonctionnaire touchant une pension tel qu'il est défini dans la demande de soumissions? Oui _____ Non _____	

fonctionnaire », dans la Partie 2 de la demande de soumissions.	Si oui, fournir les renseignements demandés à l'article intitulé « Ancien fonctionnaire » dans la Partie 2.	
	<p>Le soumissionnaire est-il un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire en vertu des dispositions d'un programme de réduction des effectifs?</p> <p>Oui _____ Non _____</p> <p>Si oui, fournir les renseignements demandés à l'article intitulé « Ancien fonctionnaire » dans la Partie 2.</p>	
Niveau d'attestation de sécurité du soumissionnaire [Indiquer le niveau et la date d'attribution] [Remarque à l'intention des soumissionnaires : Le nom dans l'attestation de sécurité doit correspondre à la dénomination sociale du soumissionnaire. Si ce n'est pas le cas, l'attestation n'est pas valide pour le soumissionnaire.]		
<p>En apposant ma signature ci-après, j'atteste, au nom du soumissionnaire, que j'ai lu la demande de soumissions en entier, y compris les documents incorporés par renvoi dans la demande et que :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. le soumissionnaire considère que lui-même et les ressources qu'il propose peuvent répondre aux exigences obligatoires décrites dans la demande de soumissions; 2. la soumission est valide pour la période indiquée dans la demande de soumissions; 3. tous les renseignements fournis dans cette soumission sont complets et exacts; 4. si un contrat est attribué au soumissionnaire, ce dernier acceptera toutes les modalités déterminées dans les clauses du contrat subséquent comprises dans la demande de soumissions. 		
Signature du représentant autorisé du soumissionnaire		

PIÈCE JOINTE 4.1
CRITÈRES D'ÉVALUATION DES SOUMISSIONS

1.0 Le soumissionnaire

1. CRITÈRES OBLIGATOIRES			
Critères obligatoires	Respecté	Non respecté	Réponse du soumissionnaire (Renvoi au curriculum vitæ/Annexe : n° de projet, nom de l'organisation, nombre de mois, n° de page)
1.1 Critères du soumissionnaire			
<p>01. Le soumissionnaire doit fournir un profil d'entreprise de son organisation (2 500 mots au plus) et, s'il y a lieu, un profil d'entreprise distinct de chacune de ses coentreprises ou de chacun de ses sous-traitants (2 500 mots au plus), y compris les renseignements suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">a. Une description des secteurs d'expertise et des activités commerciales de base;b. La structure organisationnelle de l'entreprise;c. La structure de gestion de l'entreprise;d. Le nombre d'employés (y compris les employés nommés pour une période déterminée);e. Le nombre d'années en affaires;f. Préciser s'il s'agit d'une société publique ou privée. <p>(Seuls les 2 500 premiers mots comptés selon le compte de mot Microsoft Office seront lus).</p>			

<p>O2. Le soumissionnaire doit avoir précédemment fourni des services professionnels liés à l'évaluation du risque (C et A, MHEMR, évaluation et autorisation de sécurité) pour un projet de gestion de l'information et de technologie de l'information (GI/TI) [d'une durée d'un mois au minimum; la durée des projets doit être arrondie au mois] au cours des dix (10) dernières années (à compter de la date de clôture de la soumission).</p> <p>L'expérience particulière devrait être décrite en fonction des éléments suivants :</p> <p>1. la nature du travail;</p> <p>2. les produits livrables concrets fournis dans le cadre des services professionnels décrits dans le paragraphe d'introduction ci-dessus. (Les analyses de rentabilité, les dessins techniques, les plans d'essai, etc., constituent des exemples de produits livrables concrets);</p> <p>3. les mois d'expérience (niveau d'effort).</p>			
---	--	--	--

2.0 Ressources

2.1 C.3 Analyste de la C et A et des EMR en matière de sécurité des TI			
Critères obligatoires	Respecté	Non respecté	Réponse du soumissionnaire (Renvoi au curriculum vitæ/Annexe : n° de projet, nom de l'organisation nombre de mois, n° de page)

<p>O1. Le profil de la ressource proposée doit être conforme à l'une des catégories suivantes :</p> <p>D. Diplôme universitaire en informatique, en génie, en sciences physiques/naturelles, en mathématiques, en criminologie, en droit, en sciences politiques, en relations internationales, en économie, en administration publique ou dans le domaine des affaires, ainsi qu'un minimum de deux années d'expérience cumulative acquise au cours des huit dernières années (à compter de la date de clôture de la soumission) dans son domaine de spécialité en tant qu'analyste de la C et A et des EMR en matière de sécurité des TI;</p> <p>E. Diplôme collégial (programme de deux ou trois ans) en technologie du génie, en technologie informatique (informatique) ou en sécurité des TI ainsi qu'un minimum de trois années d'expérience cumulative acquise au cours des huit dernières années (à compter de la date de clôture de la soumission) dans son domaine de spécialité en tant qu'analyste de la C et A et des EMR en matière de sécurité des TI;</p> <p>F. Un minimum de quatre années d'expérience cumulative acquise au cours des huit dernières années (à compter de la date de clôture de la soumission) dans son domaine de spécialité en tant qu'analyste de la C et A et</p>			
--	--	--	--

des EMR en matière de sécurité des TI.			
Une copie du diplôme doit être remise avec la soumission.			
<p>O2. Le soumissionnaire doit fournir un minimum de deux résumés de projets, liés à au moins une des tâches énumérées dans la section 5.3 de l'Énoncé des travaux (à l'exception de (k)), qui ont été réalisés par la ressource proposée pour des clients ou des employeurs au cours des huit dernières années (à compter de la date de clôture de la soumission), et décrire l'étendue de l'expérience de cette ressource avec les EMR et les C et A ainsi que les produits livrables de l'ITSG-33 ou au moins un des produits livrables indiqués dans l'EDT, section 7.0 « Produits livrables », sous-section 7.1.</p> <p>Il faut préciser les tâches particulières ainsi que l'expérience en fonction du nombre de mois de travail (un niveau d'effort d'au moins 10 jours par projet) et démontrer l'achèvement des produits livrables du projet ou le résultat satisfaisant du travail (par exemple, EMR élaboré et exploitation autorisée, changement apporté au processus afin d'améliorer la gestion de la configuration, etc.).</p>			
Critères cotés	Note maximale	Cotation numérique	Réponse du soumissionnaire
C1. En plus des deux projets soumis pour satisfaire au critère O2, la ressource proposée doit démontrer qu'elle a acquis de l'expérience auprès du gouvernement du Canada, ailleurs au Canada ou à l'échelle internationale en fournissant des résumés de projets terminés pour d'anciens clients ou employeurs au cours des six dernières années (à compter de la date de clôture de la soumission).	8	<p>12 à 23 mois d'expérience = 2 pts</p> <p>24 à 35 mois d'expérience = 4 pts</p> <p>36 à 47 mois d'expérience = 6 pts</p> <p>48 mois d'expérience ou plus = 8 pts</p>	

<p>L'expérience particulière devrait être décrite en fonction des éléments suivants :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. la nature du travail; 2. les produits livrables concrets (les analyses de rentabilité, les dessins techniques, les plans d'essai, etc., constituent des exemples de produits livrables concrets); 3. la pertinence liée aux tâches applicables précisées dans l'Énoncé des travaux (voir section 5.3); 4. les mois d'expérience (niveau d'effort). 			
<p>C2. En plus des projets soumis pour satisfaire aux critères O2 et C1, la ressource proposée doit démontrer qu'elle a obtenu de l'expérience supplémentaire pertinente pour les catégories de ressource ou toute autre expérience liée aux tâches énumérées dans la section 5.3 de l'Énoncé des travaux en fournissant des résumés de projets terminés pour d'anciens clients ou employeurs.</p> <p>L'expérience devrait être décrite en fonction des éléments suivants :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. la nature du travail; 2. la pertinence liée aux tâches applicables; 3. les mois d'expérience (niveau d'effort). 	6	<p>12 à 23 mois d'expérience = 1 pt</p> <p>24 à 47 mois d'expérience = 2 pts</p> <p>48 à 71 mois d'expérience = 4 pts</p> <p>72 à 96 mois d'expérience = 6 pts</p>	

<p>C3. Le soumissionnaire doit indiquer les titres professionnels actuels de la ressource proposée liés à sa spécialisation ou à son permis d'exercer la profession d'ingénieur au Canada (parmi les suivants) :</p> <ul style="list-style-type: none"> (o) Professionnel en certification et en accréditation (CAP) (p) Vérificateur agréé des systèmes d'information de l'Association des professionnels de la vérification et du contrôle des systèmes d'information (ISACA) (q) CISSP de l'(ISC)2 (r) CISSP/ISSEP de l'(ISC)2 (s) CISSP/ISSAP de l'(ISC)2 (t) CISSP/ISSMP de l'(ISC)2 (u) CISM de l'ISACA (v) CBCP du DRI (w) CPP de l'ASIS (x) GIAC/N'importe quel certificat de vérification « argent »/N'importe quel certificat de vérification « or » (y) Certificat du SBCI (Specialist Business Continuity Institute) (z) Objectifs de contrôle de l'information et des technologies associées (COBIT) (aa) Attestation relative au contrôle des systèmes d'information et des risques (CRISC) (bb) Bibliothèque d'infrastructure des technologies de l'information (BITI) <p>Une copie du certificat et des qualifications déclarées doit être remise avec la soumission.</p>	<p>10</p>	<p>2 points par certificat ou qualification</p>	
---	-----------	---	--

<p>C4. Le soumissionnaire doit dresser la liste des cours réussis ou donnés par la ressource proposée durant les huit dernières années (à compter à partir de la date de clôture de la soumission) qui sont directement liés aux tâches énoncées à la section 5.3 de l'Énoncé des travaux.</p> <p>Il ne faut pas inscrire les cours suivis pour l'obtention des titres professionnels indiqués ci-dessus dans le critère C3.</p>	10	<p>Cours suivi : 1 point</p> <p>Cours donné : 2 points</p>	
<p>C5. Pour le critère O1, le soumissionnaire doit démontrer la pertinence du diplôme universitaire ou collégial de la ressource proposée par rapport à la sécurité des TI.</p>	2	<p>Le diplôme universitaire ou collégial est lié à la sécurité des TI = 2 pts</p> <p>Le diplôme universitaire ou collégial est modérément lié à la sécurité des TI = 1 pt</p> <p>Le diplôme universitaire ou collégial n'est pas lié à la sécurité des TI = 0 pt</p>	

Nombre maximum de points disponibles : 36

Nombre minimum de points requis : 25

2.2 C.1 Consultant en protection et en planification stratégique de la sécurité des TI			
Critères obligatoires	Respecté	Non respecté	Réponse du soumissionnaire (Renvoi au curriculum vitæ/Annexe : n° de projet, nom de l'organisation, nombre de mois, n° de page)

<p>O1. Le profil de la ressource proposée doit être conforme à l'une des catégories suivantes :</p> <p>D. Diplôme universitaire en informatique, en génie, en sciences physiques/naturelles, en mathématiques, en criminologie, en droit, en sciences politiques, en relations internationales, en économie, en administration publique ou dans le domaine des affaires, ainsi qu'un minimum de deux années d'expérience cumulative acquise au cours des huit dernières années (à compter de la date de clôture de la soumission) dans son domaine de spécialité en tant que consultant en protection et en planification stratégique de la sécurité des TI;</p> <p>E. Diplôme collégial (programme de deux ou trois ans) en technologie du génie, en technologie informatique (informatique) ou en sécurité des TI ainsi qu'un minimum de trois années d'expérience cumulative acquise au cours des huit dernières années (à compter de la date de clôture de la soumission) dans son domaine de spécialité en tant que consultant en protection et en planification stratégique de la sécurité des TI;</p> <p>F. Un minimum de quatre années d'expérience cumulative acquise au cours des huit dernières années (à compter de la date de clôture de la soumission) dans son domaine de spécialité en tant que consultant en protection et</p>			
--	--	--	--

<p>en planification stratégique de la sécurité des TI.</p> <p>Une copie du diplôme doit être remise avec la soumission.</p>			
<p>O2. Le soumissionnaire doit soumettre un minimum de deux résumés de projets liés, à au moins une des tâches énumérées dans la section 5.1 de l'Énoncé des travaux (à l'exception de e), h), q) et t)), qui ont été réalisés par la ressource proposée pour des clients ou des employeurs au cours des huit dernières années (à compter de la date de clôture de la soumission), et décrire l'étendue de l'expérience de cette ressource avec les EMR et les C et A ainsi que les produits livrables de l'ITSG-33 ou au moins un des produits livrables indiqués dans l'EDT, à la sous-section 7.1 de la section 7.0 « Produits livrables ».</p> <p>Il faut préciser les tâches particulières ainsi que l'expérience en fonction du nombre de mois de travail (un niveau d'effort d'au moins 10 jours par projet) et démontrer l'achèvement des produits livrables du projet ou le résultat satisfaisant du travail (par exemple, EMR élaboré et exploitation autorisée, changement apporté au processus afin d'améliorer la gestion de la configuration, etc.).</p>			
Critères cotés	Note maximale	Cotation numérique	Réponse du soumissionnaire
<p>C1. En plus des deux projets soumis pour satisfaire au critère O2, la ressource proposée doit démontrer qu'elle a acquis de l'expérience auprès du gouvernement du Canada, ailleurs au Canada ou à l'échelle internationale en fournissant des résumés de projets terminés pour d'anciens clients ou employeurs au cours des</p>	8	<p>12 à 23 mois d'expérience = 2 pts</p> <p>24 à 35 mois d'expérience = 4 pts</p> <p>36 à 47 mois d'expérience = 6 pts</p> <p>48 mois d'expérience ou plus = 8 pts</p>	

<p>six dernières années (à compter de la date de clôture de la soumission).</p> <p>L'expérience particulière devrait être décrite en fonction des éléments suivants :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. la nature du travail; 2. les produits livrables concrets (les analyses de rentabilité, les dessins techniques, les plans d'essai, etc., constituent des exemples de produits livrables concrets); 3. la pertinence liée aux tâches applicables précisées dans l'Énoncé des travaux (voir section 5.1); 4. les mois d'expérience (niveau d'effort). 			
<p>C2. En plus des projets soumis pour satisfaire aux critères O2 et C1, la ressource proposée doit démontrer qu'elle a acquis de l'expérience supplémentaire pertinente pour les catégories de ressource ou toute autre expérience liée aux tâches énumérées dans la section 5.1 de l'Énoncé des travaux, en fournissant des résumés de projets terminés pour d'anciens clients ou employeurs.</p> <p>L'expérience devrait être décrite en fonction des éléments suivants :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. la nature du travail; 2. la pertinence liée aux tâches applicables; 3. les mois d'expérience (niveau d'effort). 	6	<p>12 à 23 mois d'expérience = 1 pt</p> <p>24 à 47 mois d'expérience = 2 pts</p> <p>48 à 71 mois d'expérience = 4 pts</p> <p>72 à 96 mois d'expérience = 6 pts</p>	

<p>C3. Le soumissionnaire doit indiquer les titres professionnels actuels de la ressource proposée qui sont liés à son domaine de spécialité. Le soumissionnaire doit indiquer les qualifications obtenues, le cas échéant, parmi la liste suivante :</p> <p>Inscription ou permis d'exercer la profession d'ingénieur au Canada</p> <ul style="list-style-type: none"> (o) Professionnel en certification et en accréditation (CAP) (p) Vérificateur agréé des systèmes d'information de l'Association des professionnels de la vérification et du contrôle des systèmes d'information (ISACA) (q) CISSP de l'(ISC)² (r) CISSP/ISSEP de l'(ISC)² (s) CISSP/ISSAP de l'(ISC)² (t) CISSP/ISSMP de l'(ISC)² (u) CISM de l'ISACA (v) CBCP du DRI (w) CPP de l'ASIS (x) GIAC/N'importe quel certificat de vérification « argent »/N'importe quel certificat de vérification « or » (y) Certificat du SBCI (Specialist Business Continuity Institute) (z) Objectifs de contrôle de l'information et des technologies associées (COBIT) (aa) Attestation relative au contrôle des systèmes d'information et des risques (CRISC) (bb) Bibliothèque d'infrastructure des technologies de l'information (BITI) <p>Une copie du certificat et des qualifications déclarées doit être remise avec la soumission.</p>	<p>6</p>	<p>2 points par qualification pertinente et certificat pertinent</p>	
---	----------	--	--

<p>C4. Le soumissionnaire doit dresser la liste des cours réussis ou donnés par la ressource proposée au cours des huit dernières années (à compter de la date de clôture de la soumission) qui sont directement liés aux activités communes énoncées à la section 5.1 de l'Énoncé des travaux.</p> <p>Il ne faut pas inscrire les cours suivis pour l'obtention des titres professionnels indiqués ci-dessus au critère C3.</p>	10	<p>Cours suivis : 1 pt</p> <p>Cours donnés : 2 pts</p>	
<p>C5. Pour le critère O1, le soumissionnaire doit démontrer la pertinence du diplôme universitaire ou collégial par rapport à la sécurité des TI.</p>	2	<p>Le diplôme universitaire ou collégial est lié à la sécurité des TI = 2 pts</p> <p>Le diplôme universitaire ou collégial est modérément lié à la sécurité des TI = 1 pt</p> <p>Le diplôme universitaire ou collégial n'est pas lié à la sécurité des TI = 0 pt</p>	

Nombre maximum de points disponibles : 32

Nombre minimum de points requis : 22

2.3 C.2 Analyste des méthodes, politiques et procédures en sécurité des TI			
Critères obligatoires	Respecté	Non respecté	Réponse du soumissionnaire (Renvoi au curriculum vitæ/Annexe : n° de projet, nom de l'organisation, nombre de mois, n° de page)

<p>O1. Le profil de la ressource proposée doit être conforme à l'une des catégories suivantes :</p> <p>D. Diplôme universitaire en informatique, en génie, en sciences physiques/naturelles, en mathématiques, en criminologie, en droit, en sciences politiques, en relations internationales, en économie, en administration publique ou dans le domaine des affaires, ainsi qu'un minimum de deux années d'expérience cumulative acquise au cours des huit dernières années (à compter de la date de clôture de la soumission) dans son domaine de spécialité en tant qu'analyste des méthodes, politiques et procédures en sécurité des TI;</p> <p>E. Diplôme collégial (programme de deux ou trois ans) en technologie du génie, en technologie informatique (informatique) ou en sécurité des TI ainsi qu'un minimum de trois années d'expérience cumulative acquise au cours des huit dernières années (à compter de la date de clôture de la soumission) dans son domaine de spécialité en tant qu'analyste des méthodes, politiques et procédures en sécurité des TI;</p> <p>F. Un minimum de quatre années d'expérience cumulative acquise au cours des huit dernières années (à compter de la date de clôture de la soumission) dans son domaine de spécialité en tant qu'analyste des méthodes,</p>			
--	--	--	--

politiques et procédures en sécurité des TI. Une copie du diplôme doit être remise avec la soumission.			
<p>O2. Le soumissionnaire doit fournir un minimum de deux résumés de projets, liés à au moins une des tâches énumérées dans la section 5.2 de l'Énoncé des travaux (à l'exception de f) et de h)), qui ont été réalisés par la ressource proposée pour des clients ou des employeurs au cours des huit dernières années (à compter de la date de clôture de la soumission), et décrire l'étendue de l'expérience de cette ressource avec les EMR et les C et A ainsi que les produits livrables de l'ITSG-33 ou au moins un des produits livrables indiqués dans l'EDT, à la sous-section 7.1 de la section 7.0 « Produits livrables ».</p> <p>Il faut préciser les tâches particulières ainsi que l'expérience en fonction du nombre de mois de travail (un niveau d'effort d'au moins 10 jours par projet) et démontrer l'achèvement des produits livrables du projet ou le résultat satisfaisant du travail (par exemple, EMR élaboré et exploitation autorisée, changement apporté au processus afin d'améliorer la gestion de la configuration, etc.).</p>			
Critères cotés	Note maximale	Cotation numérique	Réponse du soumissionnaire
C1. En plus des deux projets soumis pour satisfaire au critère O2, la ressource proposée doit démontrer qu'elle a acquis de l'expérience auprès du gouvernement du Canada (GC), ailleurs au Canada ou à l'échelle internationale en fournissant des résumés de projets terminés pour d'anciens clients ou employeurs au cours des	8	<p>12 à 23 mois d'expérience = 2 pts</p> <p>24 à 35 mois d'expérience = 4 pts</p> <p>36 à 47 mois d'expérience = 6 pts</p> <p>48 mois d'expérience ou plus = 8 pts</p>	

<p>six dernières années (à compter de la date de clôture de la soumission).</p> <p>L'expérience particulière devrait être décrite en fonction des éléments suivants :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. la nature du travail; 2. les produits livrables concrets (les analyses de rentabilité, les dessins techniques, les plans d'essai, etc., constituent des exemples de produits livrables concrets); 3. la pertinence liée aux tâches applicables précisées dans l'Énoncé des travaux (voir section 5.2); 4. les mois d'expérience (niveau d'effort). 			
<p>C2. En plus des projets soumis pour les critères O2 et C1, le soumissionnaire doit démontrer qu'il a acquis de l'expérience supplémentaire pertinente pour les catégories de ressource ou toute autre expérience liée aux tâches énumérées dans la section 5.2 de l'Énoncé des travaux, en fournissant des résumés de projets terminés pour d'anciens clients ou employeurs.</p> <p>L'expérience devrait être décrite en fonction des éléments suivants :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. la nature du travail; 2. la pertinence liée aux tâches applicables; 3. les mois d'expérience (niveau d'effort). 	6	<p>12 à 23 mois d'expérience = 1 pt</p> <p>24 à 47 mois d'expérience = 2 pts</p> <p>48 à 71 mois d'expérience = 4 pts</p> <p>72 à 96 mois d'expérience = 6 pts</p>	

<p>C3. Le soumissionnaire doit indiquer les titres professionnels actuels de la ressource proposée qui sont liés à son domaine de spécialité. Le soumissionnaire doit indiquer les qualifications obtenues, le cas échéant, parmi la liste suivante :</p> <p>Inscription ou permis d'exercer la profession d'ingénieur au Canada</p> <ul style="list-style-type: none"> (o) Professionnel en certification et en accréditation (CAP) (p) Vérificateur agréé des systèmes d'information de l'Association des professionnels de la vérification et du contrôle des systèmes d'information (ISACA) (q) CISSP de l'(ISC)² (r) CISSP/ISSEP de l'(ISC)² (s) CISSP/ISSAP de l'(ISC)² (t) CISSP/ISSMP de l'(ISC)² (u) CISM de l'ISACA (v) CBCP du DRI (w) CPP de l'ASIS (x) GIAC/N'importe quel certificat de vérification « argent »/N'importe quel certificat de vérification « or » (y) Certificat du SBCI (Specialist Business Continuity Institute) (z) Objectifs de contrôle de l'information et des technologies associées (COBIT) (aa) Attestation relative au contrôle des systèmes d'information et des risques (CRISC) (bb) Bibliothèque d'infrastructure des technologies de l'information (BITI) <p>Une copie du certificat et des qualifications déclarées doit être remise avec la soumission.</p>	6	2 points par certificat ou qualification	
---	---	--	--

<p>C4. Le soumissionnaire doit dresser la liste des cours réussis ou donnés par la ressource proposée au cours des huit dernières années qui sont directement liés aux tâches énoncées à la section 5.2 de l'Énoncé des travaux.</p> <p>Il ne faut pas inscrire les cours suivis pour l'obtention des titres professionnels indiqués ci-dessus au critère C3.</p>	10	<p>Cours suivis : 1 pt</p> <p>Cours donnés : 2 pts</p>	
<p>C5. Pour le critère O1, le soumissionnaire doit démontrer la pertinence du diplôme universitaire ou collégial par rapport à la sécurité des TI.</p>	2	<p>Le diplôme universitaire ou collégial est lié à la sécurité des TI = 2 pts</p> <p>Le diplôme universitaire ou collégial est modérément lié à la sécurité des TI = 1 pt</p> <p>Le diplôme universitaire ou collégial n'est pas lié à la sécurité des TI = 0 pt</p>	

Nombre maximum de points disponibles : 32

Nombre minimum de points requis : 22

2.4 C.6 Ingénieur en sécurité des TI			
Critères obligatoires	Respecté	Non respecté	Réponse du soumissionnaire (Renvoi au curriculum vitae/Annexe : n° de projet, nom de l'organisation, nombre de mois, n° de page)

<p>O1. Le profil de la ressource proposée doit être conforme à l'une des catégories suivantes :</p> <p>D. Diplôme universitaire en informatique, en génie, en sciences physiques/naturelles, en mathématiques, en criminologie, en droit, en sciences politiques, en relations internationales, en économie, en administration publique ou dans le domaine des affaires, et un minimum de deux années d'expérience cumulative acquise au cours des huit dernières années (à compter de la date de clôture de la soumission) dans son domaine de spécialité en tant qu'ingénieur en sécurité des TI;</p> <p>E. Diplôme collégial (programme de deux ou trois ans) en technologie du génie, en technologie informatique (informatique) ou en sécurité des TI ainsi qu'un minimum de trois années d'expérience cumulative acquise au cours des huit dernières années (à compter de la date de clôture de la soumission) dans son domaine de spécialité en tant qu'ingénieur en sécurité des TI;</p> <p>F. Un minimum de quatre années d'expérience cumulative acquise au cours des huit dernières années (à compter de la date de clôture de la soumission) dans son domaine de spécialité en tant qu'ingénieur en sécurité des TI.</p>			
---	--	--	--

Une copie du diplôme doit être remise avec la soumission.			
<p>O2. Le soumissionnaire doit fournir un minimum de deux résumés de projets, liés à au moins une des tâches énumérées dans la section 5.5 de l'Énoncé des travaux (à l'exception de v), de x) et de aa)), qui ont été réalisés par la ressource proposée pour des clients ou des employeurs au cours des huit dernières années (à compter de la date de clôture de la soumission), et décrire l'étendue de l'expérience de cette ressource avec les EMR et les C et A ainsi que les produits livrables de l'ITSG-33 ou au moins un des produits livrables indiqués dans l'EDT, à la sous-section 7.1 de la section 7.0 « Produits livrables ».</p> <p>Il faut préciser les tâches particulières ainsi que l'expérience en fonction du nombre de mois de travail (un niveau d'effort d'au moins 10 jours par projet) et démontrer l'achèvement des produits livrables du projet ou le résultat satisfaisant du travail (par exemple, EMR élaboré et exploitation autorisée, changement apporté au processus afin d'améliorer la gestion de la configuration, etc.).</p>			
Critères cotés	Note maximale	Cotation numérique	Réponse du soumissionnaire
<p>C1. En plus des deux projets soumis pour satisfaire au critère O2, la ressource proposée doit démontrer qu'elle a acquis de l'expérience auprès du gouvernement du Canada, ailleurs au Canada ou à l'échelle internationale en fournissant des résumés de projets terminés pour d'anciens clients ou employeurs au cours des six dernières années (à compter de la date de clôture de la soumission).</p>	8	<p>12 à 23 mois d'expérience = 2 pts</p> <p>24 à 35 mois d'expérience = 4 pts</p> <p>36 à 47 mois d'expérience = 6 pts</p> <p>48 mois d'expérience ou plus = 8 pts</p>	

<p>L'expérience particulière devrait être décrite en fonction des éléments suivants :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. la nature du travail; 2. les produits livrables concrets (les analyses de rentabilité, les dessins techniques, les plans d'essai, etc., constituent des exemples de produits livrables concrets); 3. la pertinence liée aux tâches applicables précisées dans l'Énoncé des travaux (voir section 5.5); 4. les mois d'expérience (niveau d'effort). 			
<p>C2. En plus des projets soumis pour satisfaire aux critères O2 et C1, la ressource proposée doit démontrer qu'elle a acquis de l'expérience supplémentaire pertinente pour les catégories de ressource ou toute autre expérience liée aux tâches énumérées dans la section 5.5 de l'Énoncé des travaux, en fournissant des résumés de projets terminés pour d'anciens clients ou employeurs.</p> <p>L'expérience devrait être décrite en fonction des éléments suivants :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. la nature du travail; 2. la pertinence liée aux tâches applicables; 3. les mois d'expérience (niveau d'effort). 	6	<p>12 à 23 mois d'expérience = 1 pt</p> <p>24 à 47 mois d'expérience = 2 pts</p> <p>48 à 71 mois d'expérience = 4 pts</p> <p>72 à 96 mois d'expérience = 6 pts</p>	

<p>C3. Le soumissionnaire doit indiquer les titres professionnels actuels de la ressource proposée qui sont liés à son domaine de spécialité. Le soumissionnaire doit indiquer les qualifications obtenues, le cas échéant, parmi la liste suivante :</p> <p>Inscription ou permis d'exercer la profession d'ingénieur au Canada</p> <ul style="list-style-type: none"> (o) Professionnel en certification et en accréditation (CAP) (p) Vérificateur agréé des systèmes d'information de l'Association des professionnels de la vérification et du contrôle des systèmes d'information (ISACA) (q) CISSP de l'(ISC)² (r) CISSP/ISSEP de l'(ISC)² (s) CISSP/ISSAP de l'(ISC)² (t) CISSP/ISSMP de l'(ISC)² (u) CISM de l'ISACA (v) CBCP du DRI (w) CPP de l'ASIS (x) GIAC/N'importe quel certificat de vérification « argent »/N'importe quel certificat de vérification « or » (y) Certificat du SBCI (Specialist Business Continuity Institute) (z) Objectifs de contrôle de l'information et des technologies associées (COBIT) (aa) Attestation relative au contrôle des systèmes d'information et des risques (CRISC) (bb) Bibliothèque d'infrastructure des technologies de l'information (BITI) <p>Une copie du certificat et des qualifications déclarées doit être remise avec la soumission.</p>	<p>6</p>	<p>2 points par certificat ou qualification</p>	
---	----------	---	--

<p>C4. Le soumissionnaire doit dresser la liste des cours réussis ou donnés par la ressource proposée au cours des huit dernières années qui sont directement liés aux activités communes énoncées à la section 5.5 de l'Énoncé des travaux.</p> <p>Il ne faut pas inscrire les cours suivis pour l'obtention des titres professionnels indiqués ci-dessus au critère C3.</p>	10	<p>Cours suivis : 1 pt</p> <p>Cours donnés : 2 pts</p>	
<p>C5. Pour le critère O1, le soumissionnaire doit démontrer la pertinence du diplôme universitaire ou collégial par rapport à la sécurité des TI.</p>	2	<p>Le diplôme universitaire ou collégial est lié à la sécurité des TI = 2 pts</p> <p>Le diplôme universitaire ou collégial est modérément lié à la sécurité des TI = 1 pt</p> <p>Le diplôme universitaire ou collégial n'est pas lié à la sécurité des TI = 0 pt</p>	

Nombre maximum de points disponibles : 32

Nombre minimum de points requis : 22

2.5 C.7 Spécialiste en conception de la sécurité des TI			
Critères obligatoires	Respecté	Non respecté	Réponse du soumissionnaire (Renvoi au curriculum vitæ/Annexe : n° de projet, nom de l'organisation, nombre de mois, n° de page)

<p>O1. Le profil de la ressource proposée doit être conforme à l'une des catégories suivantes :</p> <p>D. Diplôme universitaire en informatique, en génie, en sciences physiques/naturelles, en mathématiques, en criminologie, en droit, en sciences politiques, en relations internationales, en économie, en administration publique ou dans le domaine des affaires, et un minimum de deux années d'expérience cumulative acquise au cours des huit dernières années (à compter de la date de clôture de la soumission) dans son domaine de spécialité en tant que spécialiste en conception de la sécurité des TI;</p> <p>E. Diplôme collégial (programme de deux ou trois ans) en technologie du génie, en technologie informatique (informatique) ou en sécurité des TI ainsi qu'un minimum de trois années d'expérience cumulative acquise au cours des huit dernières années (à compter de la date de clôture de la soumission) dans son domaine de spécialité en tant que spécialiste en conception de la sécurité des TI;</p> <p>F. Un minimum de quatre années d'expérience cumulative acquise au cours des huit dernières années (à compter de la date de clôture de la soumission) dans son domaine de spécialité en tant que spécialiste en conception de la sécurité des TI.</p>			
---	--	--	--

Une copie du diplôme doit être remise avec la soumission.			
<p>O2. Le soumissionnaire doit fournir un minimum de deux résumés de projets, liés à au moins une des tâches énumérées dans la section 5.6 de l'Énoncé des travaux (à l'exception de k), de n), de p) et de s)), qui ont été réalisés par la ressource proposée pour des clients ou des employeurs au cours des huit dernières années (à compter de la date de clôture de la soumission), et décrire l'étendue de l'expérience de cette ressource avec les EMR et les C et A ainsi que les produits livrables de l'ITSG-33 ou au moins un des produits livrables indiqués dans l'EDT, à la sous-section 7.1 de la section 7.0 « Produits livrables ».</p> <p>Il faut préciser les tâches particulières ainsi que l'expérience en fonction du nombre de mois de travail (un niveau d'effort d'au moins 10 jours par projet) et démontrer l'achèvement des produits livrables du projet ou le résultat satisfaisant du travail (par exemple, EMR élaboré et exploitation autorisée, changement apporté au processus afin d'améliorer la gestion de la configuration, etc.).</p>			
Critères cotés	Note maximale	Cotation numérique	Réponse du soumissionnaire
<p>C1. En plus des deux projets soumis pour le critère O2, la ressource proposée doit démontrer qu'elle a acquis de l'expérience au gouvernement du Canada (GC), ailleurs au Canada ou à l'échelle internationale, en fournissant des résumés de projets terminés pour d'anciens clients ou employeurs au cours des six dernières années (à compter de la date de clôture de la soumission).</p>	8	<p>12 à 23 mois d'expérience = 2 pts</p> <p>24 à 35 mois d'expérience = 4 pts</p> <p>36 à 47 mois d'expérience = 6 pts</p> <p>48 mois d'expérience ou plus = 8 pts</p>	

<p>L'expérience particulière devrait être décrite en fonction des éléments suivants :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. la nature du travail; 2. les produits livrables concrets (les analyses de rentabilité, les dessins techniques, les plans d'essai, etc., constituent des exemples de produits livrables concrets); 3. la pertinence par rapport aux tâches applicables précisées dans l'Énoncé des travaux (voir section 5.6); 4. les mois d'expérience (niveau d'effort). 			
<p>C2. En plus des projets soumis pour les critères O2 et C1, la ressource proposée doit démontrer qu'elle a acquis de l'expérience supplémentaire pertinente pour les catégories de ressource ou toute autre expérience liée aux tâches énumérées dans la section 5.6 de l'Énoncé des travaux, en fournissant des résumés de projets terminés pour d'anciens clients ou employeurs.</p> <p>L'expérience devrait être décrite en fonction des éléments suivants :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. la nature du travail; 2. la pertinence par rapport aux tâches applicables; 3. les mois d'expérience (niveau d'effort). 	6	<p>12 à 23 mois d'expérience = 1 pt</p> <p>24 à 47 mois d'expérience = 2 pts</p> <p>48 à 71 mois d'expérience = 4 pts</p> <p>72 à 96 mois d'expérience = 6 pts</p>	

<p>C3. Le soumissionnaire doit indiquer les titres professionnels actuels de la ressource proposée qui sont liés à son domaine de spécialité. Le soumissionnaire doit indiquer les qualifications obtenues, le cas échéant, parmi la liste suivante :</p> <p>Inscription ou permis d'exercer la profession d'ingénieur au Canada</p> <ul style="list-style-type: none"> (o) Professionnel en certification et en accréditation (CAP) (p) Vérificateur agréé des systèmes d'information de l'Association des professionnels de la vérification et du contrôle des systèmes d'information (ISACA) (q) CISSP de l'(ISC)² (r) CISSP/ISSEP de l'(ISC)² (s) CISSP/ISSAP de l'(ISC)² (t) CISSP/ISSMP de (ISC)² (u) CISM de l'ISACA (v) CBCP du DRI (w) CPP de l'ASIS (x) GIAC/N'importe quel certificat de vérification « argent »/N'importe quel certificat de vérification « or » (y) SBCI (Specialist Business Continuity Institute) (z) Objectifs de contrôle de l'information et des technologies associées (COBIT) (aa) Attestation relative au contrôle des systèmes d'information et des risques (CRISC) (bb) Bibliothèque d'infrastructure des technologies de l'information (BITI) <p>Une copie du certificat et des qualifications déclarées doit être remise avec la soumission.</p>	<p>6</p>	<p>2 points par certificat ou qualification</p>	
---	----------	---	--

<p>C4. Le soumissionnaire doit dresser la liste des cours réussis ou donnés par la ressource proposée au cours des huit dernières années (à compter de la date de clôture de la soumission) qui sont directement liés aux activités communes énoncées à la section 5.6 de l'Énoncé des travaux.</p> <p>Il ne faut pas inscrire les cours suivis pour l'obtention des titres professionnels indiqués ci-dessus au critère C3.</p>	10	<p>Cours suivis : 1 pt</p> <p>Cours donnés : 2 pts</p>	
<p>C5. Pour le critère O1, le soumissionnaire doit démontrer la pertinence du diplôme universitaire ou collégial de la ressource proposée par rapport à la sécurité des TI.</p>	2	<p>Le diplôme universitaire ou collégial est lié à la sécurité des TI = 2 pts</p> <p>Le diplôme universitaire ou collégial est modérément lié à la sécurité des TI = 1 pt</p> <p>Le diplôme universitaire ou collégial n'est pas lié à la sécurité des TI = 0 pt</p>	

Nombre maximum de points disponibles : 32

Nombre minimum de points requis : 22

2.6 C.8 Analyste de la sécurité des réseaux			
Critères obligatoires	Respecté	Non respecté	Réponse du soumissionnaire (Renvoi au curriculum vitæ/Annexe : n° de projet, nom de l'organisation nombre de mois, n° de page)

<p>O1. Le profil de la ressource proposée doit être conforme à l'une des catégories suivantes :</p> <p>D. Diplôme universitaire en informatique, en génie, en sciences physiques/naturelles, en mathématiques, en criminologie, en droit, en sciences politiques, en relations internationales, en économie, en administration publique ou dans le domaine des affaires, et un minimum de deux années d'expérience cumulative acquise au cours des huit dernières années (à compter de la date de clôture de la soumission) dans son domaine de spécialité en tant qu'analyste de la sécurité des réseaux;</p> <p>E. Diplôme collégial (programme de deux ou trois ans) en technologie du génie, en technologie informatique (informatique) ou en sécurité des TI et un minimum de trois années d'expérience cumulative acquise au cours des huit dernières années (à compter de la date de clôture de la soumission) dans son domaine de spécialité en tant qu'analyste de la sécurité des réseaux;</p> <p>F. Un minimum de quatre années d'expérience cumulative acquise au cours des huit dernières années (à compter de la date de clôture de la soumission) dans son domaine de spécialité en tant qu'analyste de la sécurité des réseaux.</p>			
--	--	--	--

Une copie du diplôme doit être remise avec la soumission.			
<p>O2. Le soumissionnaire doit fournir un minimum de deux résumés de projets, liés à au moins une des tâches énumérées dans la section 5.7 de l'Énoncé des travaux (à l'exception de l) et de o)), qui ont été réalisés par la ressource proposée pour des clients ou des employeurs au cours des huit dernières années (à compter de la date de clôture de la soumission), et décrire l'étendue de l'expérience de cette ressource avec les EMR et les C et A ainsi que les produits livrables de l'ITSG-33 ou au moins un des produits livrables indiqués dans l'EDT, à la sous-section 7.1 de la section 7.0 « Produits livrables ».</p> <p>Il faut préciser les tâches particulières ainsi que l'expérience en fonction du nombre de mois de travail (un niveau d'effort d'au moins 10 jours par projet) et démontrer l'achèvement des produits livrables du projet ou le résultat satisfaisant du travail (par exemple, EMR élaboré et exploitation autorisée, changement apporté au processus afin d'améliorer la gestion de la configuration, etc.).</p>			
Critères cotés	Note maximale	Cotation numérique	Réponse du soumissionnaire
<p>C1. En plus des deux projets soumis pour le critère O2, la ressource proposée doit démontrer qu'elle a acquis de l'expérience au gouvernement du Canada, ailleurs au Canada ou à l'échelle internationale, en fournissant des résumés de projets terminés pour d'anciens clients ou employeurs au cours des six dernières années (à compter de la date de clôture de la soumission).</p>	8	<p>12 à 23 mois d'expérience = 2 pts</p> <p>24 à 35 mois d'expérience = 4 pts</p> <p>36 à 47 mois d'expérience = 6 pts</p> <p>48 mois d'expérience ou plus = 8 pts</p>	

<p>L'expérience particulière devrait être décrite en fonction des éléments suivants :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. la nature du travail; 2. les produits livrables concrets (les analyses de rentabilité, les dessins techniques, les plans d'essai, etc., constituent des exemples de produits livrables concrets); 3. la pertinence par rapport aux tâches applicables précisées dans l'Énoncé des travaux (voir section 5.7); 4. les mois d'expérience (niveau d'effort). 			
<p>C2. En plus des projets soumis pour les critères O2 et C1, la ressource proposée doit démontrer qu'elle a acquis de l'expérience supplémentaire pertinente pour les catégories de ressource ou toute autre expérience liée aux tâches énumérées dans la section 5.7 de l'Énoncé des travaux, en fournissant des résumés de projets terminés pour d'anciens clients ou employeurs.</p> <p>L'expérience devrait être décrite en fonction des éléments suivants :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. la nature du travail; 2. la pertinence par rapport aux tâches applicables; 3. les mois d'expérience (niveau d'effort). 	6	<p>12 à 23 mois d'expérience = 1 pt</p> <p>24 à 47 mois d'expérience = 2 pts</p> <p>48 à 71 mois d'expérience = 4 pts</p> <p>72 à 96 mois d'expérience = 6 pts</p>	

<p>C3. Le soumissionnaire doit indiquer les titres professionnels actuels de la ressource proposée qui sont liés à son domaine de spécialité. Le soumissionnaire doit indiquer les qualifications obtenues, le cas échéant, parmi la liste suivante :</p> <p>Inscription ou permis d'exercer la profession d'ingénieur au Canada</p> <ul style="list-style-type: none"> (o) Professionnel en certification et en accréditation (CAP) (p) Vérificateur agréé des systèmes d'information de l'Association des professionnels de la vérification et du contrôle des systèmes d'information (ISACA) (q) CISSP de l'(ISC)² (r) CISSP/ISSEP de l'(ISC)² (s) CISSP/ISSAP de l'(ISC)² (t) CISSP / ISSMP de l'(ISC)² (u) CISM de l'ISACA (v) CBCP du DRI (w) CPP de l'ASIS (x) GIAC/N'importe quel certificat de vérification « argent »/N'importe quel certificat de vérification « or » (y) SBCI (Specialist Business Continuity Institute) (z) Objectifs de contrôle de l'information et des technologies associées (COBIT) (aa) Attestation relative au contrôle des systèmes d'information et des risques (CRISC) (bb) Bibliothèque d'infrastructure des technologies de l'information (BITI) <p>Une copie du certificat et des qualifications déclarées doit être remise avec la soumission.</p>	<p>6</p>	<p>2 points par certificat ou qualification</p>	
---	----------	---	--

<p>C4. Le soumissionnaire doit dresser la liste des cours réussis ou donnés par la ressource proposée au cours des huit dernières années (à compter de la date de clôture de la soumission) qui sont directement liés aux activités communes énoncées à la section 5.7 de l'Énoncé des travaux. Il ne faut pas inscrire les cours suivis pour l'obtention des titres professionnels indiqués ci-dessus au critère C3.</p>	10	<p>Cours suivis : 1 pt</p> <p>Cours donnés : 2 pts</p>	
<p>C5. Pour le critère O1, le soumissionnaire doit démontrer la pertinence du diplôme universitaire ou collégial de la ressource proposée par rapport à la sécurité des TI.</p>	2	<p>Le diplôme universitaire ou collégial est lié à la sécurité des TI = 2 pts</p> <p>Le diplôme universitaire ou collégial est modérément lié à la sécurité des TI = 1 pt</p> <p>Le diplôme universitaire ou collégial n'est pas lié à la sécurité des TI = 0 pt</p>	

Nombre maximum de points disponibles : 32

Nombre minimum de points requis : 22

2.7 C.12 Spécialiste en gestion des incidents			
Critères obligatoires	Respecté	Non respecté	Réponse du soumissionnaire (Renvoi au curriculum vitæ/Annexe : n° de projet, nom de l'organisation nombre de mois, n° de page)

<p>O1. Le profil de la ressource proposée doit être conforme à l'une des catégories suivantes :</p> <p>D. Diplôme universitaire en informatique, en génie, en sciences physiques/naturelles, en mathématiques, en criminologie, en droit, en sciences politiques, en relations internationales, en économie, en administration publique ou dans le domaine des affaires, et un minimum de deux années d'expérience cumulative acquise au cours des huit dernières années (à compter de la date de clôture de la soumission) dans son domaine de spécialité en tant que spécialiste de la gestion des incidents;</p> <p>E. Diplôme collégial (programme de deux ou trois ans) en technologie du génie, en technologie informatique (informatique) ou en sécurité des TI et un minimum de trois années d'expérience cumulative acquise au cours des huit dernières années (à compter de la date de clôture de la soumission) dans son domaine de spécialité en tant que spécialiste de la gestion des incidents;</p> <p>F. Un minimum de quatre années d'expérience cumulative acquise au cours des huit dernières années (à compter de la date de clôture de la soumission) dans son domaine de spécialité en tant que spécialiste de la gestion des incidents.</p>			
---	--	--	--

Une copie du diplôme doit être remise avec la soumission.			
<p>O2. Le soumissionnaire doit soumettre au moins deux résumés de projets, liés à au moins une des tâches énumérées dans la section 5.8 de l'Énoncé des travaux (à l'exception de i) et de l)), qui ont été réalisés par la ressource proposée pour des clients ou des employeurs au cours des huit dernières années (à compter de la date de clôture de la soumission), et décrire l'étendue de l'expérience de cette ressource avec les EMR et les C et A ainsi que les produits livrables de l'ITSG-33 ou au moins un des produits livrables indiqués dans l'EDT, à la sous-section 7.1 de la section 7.0 « Produits livrables ».</p> <p>Il faut préciser les tâches particulières ainsi que l'expérience en fonction du nombre de mois de travail (un niveau d'effort d'au moins 10 jours par projet) et démontrer l'achèvement des produits livrables du projet ou le résultat satisfaisant du travail (par exemple, EMR élaboré et exploitation autorisée, changement apporté au processus afin d'améliorer la gestion de la configuration, etc.).</p>			
Critères cotés	Note maximale	Cotation numérique	Réponse du soumissionnaire
<p>C1. En plus des deux projets soumis pour le critère O2, la ressource proposée doit démontrer qu'elle a acquis de l'expérience au gouvernement du Canada, ailleurs au Canada ou à l'échelle internationale, en fournissant des résumés de projets terminés pour d'anciens clients ou employeurs au cours des six dernières années (à compter de la date de clôture de la soumission).</p>	8	<p>12 à 23 mois d'expérience = 2 pts</p> <p>24 à 35 mois d'expérience = 4 pts</p> <p>36 à 47 mois d'expérience = 6 pts</p> <p>48 mois d'expérience ou plus = 8 pts</p>	

<p>L'expérience particulière devrait être décrite en fonction des éléments suivants :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. la nature du travail; 2. les produits livrables concrets (les analyses de rentabilité, les dessins techniques, les plans d'essai, etc., constituent des exemples de produits livrables concrets); 3. la pertinence par rapport aux tâches applicables précisées dans l'Énoncé des travaux (voir section 5.8); 4. les mois d'expérience (niveau d'effort). 			
<p>C2. En plus des projets soumis pour les critères O2 et C1, la ressource proposée doit démontrer qu'elle a acquis de l'expérience supplémentaire pertinente pour les catégories de ressource ou toute autre expérience liée aux tâches énumérées dans la section 5.8 de l'Énoncé des travaux, en fournissant des résumés de projets terminés pour d'anciens clients ou employeurs.</p> <p>L'expérience devrait être décrite en fonction des éléments suivants :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. la nature du travail; 2. la pertinence par rapport aux tâches applicables; 3. les mois d'expérience (niveau d'effort). 	6	<p>12 à 23 mois d'expérience = 1 pt</p> <p>24 à 47 mois d'expérience = 2 pts</p> <p>48 à 71 mois d'expérience = 4 pts</p> <p>72 à 96 mois d'expérience = 6 pts</p>	
<p>C3. Le soumissionnaire doit indiquer les titres professionnels actuels de la ressource proposée qui sont liés à son domaine de spécialité.</p> <p>Une copie du certificat et des qualifications déclarées doit être remise avec la soumission.</p>	6	2 points par certificat ou qualification	

<p>C4. Le soumissionnaire doit dresser la liste des cours réussis ou donnés par la ressource proposée au cours des huit dernières années (à compter de la date de clôture de la soumission) qui sont directement liés aux activités communes énoncées à la section 5.8 de l'Énoncé des travaux.</p> <p>Il ne faut pas inscrire les cours suivis pour l'obtention des titres professionnels indiqués ci-dessus au critère C3.</p>	10	<p>Cours suivis : 1 pt</p> <p>Cours donnés : 2 pts</p>	
<p>C5. Pour le critère O1, le soumissionnaire doit démontrer la pertinence du diplôme universitaire ou collégial de la ressource proposée par rapport à la sécurité des TI.</p>	2	<p>Le diplôme universitaire ou collégial est lié à la sécurité des TI = 2 pts</p> <p>Le diplôme universitaire ou collégial est modérément lié à la sécurité des TI = 1 pt</p> <p>Le diplôme universitaire ou collégial n'est pas lié à la sécurité des TI = 0 pt</p>	

Nombre maximum de points disponibles : 32

Nombre minimum de points requis : 22

2.8 C.5 Spécialiste de l'ICP			
Critères obligatoires	Respecté	Non respecté	Réponse du soumissionnaire (Renvoi au curriculum vitæ/Annexe : n° de projet, nom de l'organisation, nombre de mois, n° de page)

<p>O1. Le profil de la ressource proposée doit être conforme à l'une des catégories suivantes :</p> <p>D. Diplôme universitaire en informatique, en génie, en sciences physiques/naturelles, en mathématiques, en criminologie, en droit, en sciences politiques, en relations internationales, en économie, en administration publique ou dans le domaine des affaires, et un minimum de deux années d'expérience cumulative acquise au cours des huit dernières années (à compter de la date de clôture de la soumission) dans son domaine de spécialité en tant que spécialiste de l'ICP;</p> <p>E. Diplôme collégial (programme de deux ou trois ans) en technologie du génie, en technologie informatique (informatique) ou en sécurité des TI, ainsi qu'un minimum de trois années d'expérience cumulative acquise au cours des huit dernières années (à compter de la date de clôture de la soumission) dans son domaine de spécialité en tant que spécialiste de l'ICP;</p> <p>F. Un minimum de quatre années d'expérience cumulative acquise au cours des huit dernières années (à compter de la date de clôture de la soumission) dans son domaine de spécialité en tant que spécialiste de l'ICP.</p> <p>Une copie du diplôme doit être remise avec la soumission.</p>			
---	--	--	--

<p>O2. Le soumissionnaire doit soumettre un minimum de deux résumés de projets, liés à au moins une des tâches énumérées dans la section 5.4 de l'Énoncé des travaux (à l'exception de n) et de q)), qui ont été réalisés par la ressource proposée pour des clients ou des employeurs au cours des huit dernières années (à compter de la date de clôture de la soumission), et décrire l'étendue de l'expérience de cette ressource avec les EMR et les C et A ainsi que les produits livrables de l'ITSG-33 ou au moins un des produits livrables indiqués dans l'EDT, à la sous-section 7.1 de la section 7.0 « Produits livrables ».</p> <p>Il faut préciser les tâches particulières ainsi que l'expérience en fonction du nombre de mois de travail (un niveau d'effort d'au moins 10 jours par projet) et démontrer l'achèvement des produits livrables du projet ou le résultat satisfaisant du travail (par exemple, EMR élaboré et exploitation autorisée, changement apporté au processus afin d'améliorer la gestion de la configuration, etc.).</p>			
Critères cotés	Note maximale	Cotation numérique	Réponse du soumissionnaire
<p>C1. En plus des deux projets soumis pour satisfaire au critère O2, la ressource proposée doit démontrer qu'elle a acquis de l'expérience auprès du gouvernement du Canada, ailleurs au Canada ou à l'échelle internationale, en fournissant des résumés de projets terminés pour d'anciens clients ou employeurs au cours des six dernières années (à compter de la date de clôture de la soumission).</p> <p>L'expérience particulière devrait être décrite en fonction des éléments suivants :</p> <p>1. la nature du travail;</p>	8	<p>12 à 23 mois d'expérience = 2 pts</p> <p>24 à 35 mois d'expérience = 4 pts</p> <p>36 à 47 mois d'expérience = 6 pts</p> <p>48 mois d'expérience ou plus = 8 pts</p>	

<p>2. les produits livrables concrets (les analyses de rentabilité, les dessins techniques, les plans d'essai, etc., constituent des exemples de produits livrables concrets);</p> <p>3. la pertinence par rapport aux tâches applicables précisées dans l'Énoncé des travaux (voir section 5.4);</p> <p>4. les mois d'expérience (niveau d'effort).</p>			
<p>C2. En plus des projets soumis pour satisfaire aux critères O2 et C1, la ressource proposée doit démontrer qu'elle a acquis de l'expérience supplémentaire pertinente pour les catégories de ressource ou toute autre expérience liée aux tâches énumérées dans la section 5.4 de l'Énoncé des travaux, en fournissant des résumés de projets terminés pour d'anciens clients ou employeurs.</p> <p>L'expérience devrait être décrite en fonction des éléments suivants :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. la nature du travail; 2. la pertinence par rapport aux tâches applicables; 3. les mois d'expérience (niveau d'effort). 	6	<p>12 à 23 mois d'expérience = 1 pt</p> <p>24 à 47 mois d'expérience = 2 pts</p> <p>48 à 71 mois d'expérience = 4 pts</p> <p>72 à 96 mois d'expérience = 6 pts</p>	
<p>C3. Le soumissionnaire doit indiquer les titres professionnels actuels de la ressource proposée qui sont liés à l'ICP.</p> <p>Une copie du certificat et des qualifications déclarées doit être remise avec la soumission.</p>	6	2 points par certificat ou qualification	

<p>C4. Le soumissionnaire doit dresser la liste des cours réussis ou donnés par la ressource proposée durant les huit dernières années qui sont directement liés aux tâches indiquées à la section 5.4 de l'Énoncé des travaux.</p> <p>Il ne faut pas inscrire les cours suivis pour l'obtention des titres professionnels indiqués ci-dessus au critère C3.</p>	10	<p>Cours suivis : 1 pt</p> <p>Cours donnés : 2 pts</p>	
<p>C5. Pour le critère O1, le soumissionnaire doit démontrer la pertinence du diplôme universitaire ou collégial de la ressource proposée par rapport à la sécurité des TI.</p>	2	<p>Le diplôme universitaire ou collégial est lié à la sécurité des TI = 2 pts</p> <p>Le diplôme universitaire ou collégial est modérément lié à la sécurité des TI = 1 pt</p> <p>Le diplôme universitaire ou collégial n'est pas lié à la sécurité des TI = 0 pt</p>	

Nombre maximum de points disponibles : 32

Nombre minimum de points requis : 22

2.9 C.13 Spécialiste de la sécurité physique des TI			
Critères obligatoires	Respecté	Non respecté	Réponse du soumissionnaire (Renvoi au curriculum vitæ/Annexe : n° de projet, nom de l'organisation nombre de mois, n° de page)

<p>O1. Le profil de la ressource proposée doit être conforme à l'une des catégories suivantes :</p> <p>D. Diplôme universitaire en informatique, en génie, en sciences physiques/naturelles, en mathématiques, en criminologie, en droit, en sciences politiques, en relations internationales, en économie, en administration publique ou dans le domaine des affaires, et un minimum de deux années d'expérience cumulative acquise au cours des huit dernières années (à compter de la date de clôture de la soumission) dans son domaine de spécialité en tant que spécialiste de la sécurité physique des TI;</p> <p>E. Diplôme collégial (programme de deux ou trois ans) en technologie du génie, en technologie informatique (informatique) ou en sécurité des TI, ainsi qu'un minimum de trois années d'expérience cumulative acquise au cours des huit dernières années (à compter de la date de clôture de la soumission) dans son domaine de spécialité en tant que spécialiste de la sécurité physique des TI;</p> <p>F. Un minimum de quatre années d'expérience cumulative acquise au cours des huit dernières années (à compter de la date de clôture de la soumission) dans son domaine de spécialité en tant que spécialiste de la sécurité physique des TI.</p>			
---	--	--	--

Une copie du diplôme doit être remise avec la soumission.			
<p>O2. Le soumissionnaire doit soumettre un minimum de deux résumés de projets, liés à au moins une des tâches énumérées dans la section 5.9 de l'Énoncé des travaux (à l'exception de g) et de i)), qui ont été réalisés par la ressource proposée pour des clients ou des employeurs au cours des huit dernières années (à compter de la date de clôture de la soumission), et décrire l'étendue de l'expérience de cette ressource avec les EMR et les C et A ainsi que les produits livrables de l'ITSG-33 ou au moins un des produits livrables indiqués dans l'EDT, à la sous-section 7.1 de la section 7.0 « Produits livrables ».</p> <p>Il faut préciser les tâches particulières ainsi que l'expérience en fonction du nombre de mois de travail (un niveau d'effort d'au moins 10 jours par projet) et démontrer l'achèvement des produits livrables du projet ou le résultat satisfaisant du travail (par exemple, EMR élaboré et exploitation autorisée, changement apporté au processus afin d'améliorer la gestion de la configuration, etc.).</p>			
Critères cotés	Note maximale	Cotation numérique	Réponse du soumissionnaire
C1. En plus des deux projets soumis pour satisfaire au critère O2, la ressource proposée doit démontrer qu'elle a acquis de l'expérience auprès du gouvernement du Canada, ailleurs au Canada ou à l'échelle internationale, en fournissant des résumés de projets terminés pour d'anciens clients ou employeurs au cours des six dernières années (à compter de la date de clôture de la soumission).	8	<p>12 à 23 mois d'expérience = 2 pts</p> <p>24 à 35 mois d'expérience = 4 pts</p> <p>36 à 47 mois d'expérience = 6 pts</p> <p>48 mois d'expérience ou plus = 8 pts</p>	

<p>L'expérience particulière devrait être décrite en fonction des éléments suivants :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. la nature du travail; 2. les produits livrables concrets (les examens des installations comparativement aux lignes directrices de la GRC pour une construction sécuritaire, les rapports décrivant les menaces physiques et les risques pour le réseau, l'élaboration de matériel de formation pour les agents de sécurité de l'unité, etc., constituent des exemples de produits livrables concrets); 3. la pertinence par rapport aux tâches applicables précisées dans l'Énoncé des travaux (voir section 5.9); 4. les mois d'expérience (niveau d'effort). 			
<p>C2. En plus des projets soumis pour satisfaire aux critères O2 et C1, la ressource proposée doit démontrer qu'elle a acquis de l'expérience supplémentaire pertinente pour les catégories de ressource ou toute autre expérience liée aux tâches énumérées dans la section 5.9 de l'Énoncé des travaux, en fournissant des résumés de projets terminés pour d'anciens clients ou employeurs.</p> <p>L'expérience devrait être décrite en fonction des éléments suivants :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. la nature du travail; 2. la pertinence par rapport aux tâches applicables; 3. les mois d'expérience (niveau d'effort). 	6	<p>12 à 23 mois d'expérience = 1 pt</p> <p>24 à 47 mois d'expérience = 2 pts</p> <p>48 à 71 mois d'expérience = 4 pts</p> <p>72 à 96 mois d'expérience = 6 pts</p>	

<p>C3. Le soumissionnaire doit indiquer les titres professionnels actuels de la ressource proposée qui sont liés à la sécurité physique des TI.</p> <p>Une copie du certificat et des qualifications déclarées doit être remise avec la soumission.</p>	6	2 points par certificat ou qualification	
<p>C4. Le soumissionnaire doit dresser la liste des cours réussis ou donnés par la ressource proposée durant les huit dernières années (à compter à partir de la date de clôture de la soumission) qui sont directement liés aux activités communes énoncées à la section 5.9 de l'Énoncé des travaux.</p> <p>Il ne faut pas inscrire les cours suivis pour l'obtention des titres professionnels indiqués ci-dessus au critère C3.</p>	10	<p>Cours suivis : 1 pt</p> <p>Cours donnés : 2 pts</p>	
<p>C5. Pour le critère O1, le soumissionnaire doit démontrer la pertinence du diplôme universitaire ou collégial par rapport à la sécurité des TI.</p>	2	<p>Le diplôme universitaire ou collégial est lié à la sécurité des TI = 2 pts</p> <p>Le diplôme universitaire ou collégial est modérément lié à la sécurité des TI = 1 pt</p> <p>Le diplôme universitaire ou collégial n'est pas lié à la sécurité des TI = 0 pt</p>	

Nombre maximum de points disponibles : 32

Nombre minimum de points requis : 22

2.10 C.17 Spécialiste en sécurité des émissions (EMSEC)			
Critères obligatoires	Respecté	Non respecté	Réponse du soumissionnaire (Renvoi au curriculum vitæ/Annexe : n° de projet, nom de l'organisation, nombre de mois, n° de page)

<p>O1. Le profil de la ressource proposée doit être conforme à l'une des catégories suivantes :</p> <p>D. Diplôme universitaire en informatique, en génie, en sciences physiques/naturelles, en mathématiques, en criminologie, en droit, en sciences politiques, en relations internationales, en économie, en administration publique ou dans le domaine des affaires, et un minimum de deux années d'expérience cumulative acquise au cours des huit dernières années (à compter de la date de clôture de la soumission) dans son domaine de spécialité en tant que spécialiste en sécurité des émissions (EMSEC);</p> <p>E. Diplôme collégial (programme de deux ou trois ans) en technologie du génie, en technologie informatique (informatique) ou en sécurité des TI et un minimum de trois années d'expérience cumulative acquise au cours des huit dernières années (à compter de la date de clôture de la soumission) dans son domaine de spécialité en tant que spécialiste en sécurité des émissions;</p> <p>F. Un minimum de quatre années d'expérience cumulative acquise au cours des huit dernières années (à compter de la date de clôture de la soumission) dans son domaine de spécialité en tant que spécialiste en sécurité des émissions.</p>			
---	--	--	--

Une copie du diplôme doit être remise avec la soumission.			
<p>O2. Le soumissionnaire doit soumettre un minimum de deux résumés de projets, liés à au moins une des tâches énumérées dans la section 5.10 de l'Énoncé des travaux (à l'exception de e) et de f)), qui ont été réalisés par la ressource proposée pour des clients ou des employeurs au cours des huit dernières années (à compter de la date de clôture de la soumission), et décrire l'étendue de l'expérience de cette ressource avec les EMR et les C et A ainsi que les produits livrables de l'ITSG-33 ou au moins un des produits livrables indiqués dans l'EDT, à la sous-section 7.1 de la section 7.0 « Produits livrables ».</p> <p>Il faut préciser les tâches particulières ainsi que l'expérience en fonction du nombre de mois de travail (un niveau d'effort d'au moins 10 jours par projet) et démontrer l'achèvement des produits livrables du projet ou le résultat satisfaisant du travail (par exemple, EMR élaboré et exploitation autorisée, changement apporté au processus afin d'améliorer la gestion de la configuration, etc.).</p>			
Critères cotés	Note maximale	Cotation numérique	Réponse du soumissionnaire
<p>C1. En plus des deux projets soumis pour satisfaire au critère O2, la ressource proposée doit démontrer qu'elle a acquis de l'expérience auprès du gouvernement du Canada, ailleurs au Canada ou à l'échelle internationale, en fournissant des résumés de projets terminés pour d'anciens clients ou employeurs au cours des six dernières années (à compter de la date de clôture de la soumission).</p>	8	<p>12 à 23 mois d'expérience = 2 pts</p> <p>24 à 35 mois d'expérience = 4 pts</p> <p>36 à 47 mois d'expérience = 6 pts</p> <p>48 mois d'expérience ou plus = 8 pts</p>	

<p>L'expérience particulière doit être décrite en fonction des éléments suivants :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. la nature du travail; 2. les produits livrables concrets (les analyses de rentabilité, les dessins techniques, les plans d'essai, etc., constituent des exemples de produits livrables concrets); 3. la pertinence par rapport aux tâches applicables précisées dans l'Énoncé des travaux (voir la section 5.10), et plus particulièrement les tâches liées à la salle sécurisée qui sont indiquées dans la section 5.10 a); 4. les mois d'expérience (niveau d'effort). 			
<p>C2. En plus des projets soumis pour les critères O2 et C1, le soumissionnaire doit démontrer qu'il a acquis de l'expérience supplémentaire pertinente pour les catégories de ressource ou toute autre expérience liée aux tâches énumérées dans la section 5.10 de l'Énoncé des travaux, en fournissant des résumés de projets terminés pour d'anciens clients ou employeurs.</p> <p>L'expérience devrait être décrite en fonction des éléments suivants :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. la nature du travail; 2. la pertinence par rapport aux tâches applicables; 3. les mois d'expérience (niveau d'effort). 	6	<p>12 à 23 mois d'expérience = 1 pt</p> <p>24 à 47 mois d'expérience = 2 pts</p> <p>48 à 71 mois d'expérience = 4 pts</p> <p>72 à 96 mois d'expérience = 6 pts</p>	

<p>C3. Le soumissionnaire doit indiquer les titres professionnels actuels de la ressource proposée qui sont liés à la sécurité des émissions.</p> <p>Une copie du certificat et des qualifications déclarées doit être remise avec la soumission.</p>	6	2 points par certificat ou qualification	
<p>C4. Le soumissionnaire doit dresser la liste des cours réussis ou donnés par la ressource proposée durant les huit dernières années (à compter de la date de clôture de la soumission) qui sont directement liés aux activités communes indiquées à la section 5.10 de l'Énoncé des travaux.</p> <p>Il ne faut pas inscrire les cours suivis pour l'obtention des titres professionnels indiqués ci-dessus au critère C3.</p>	10	<p>Cours suivis : 1 pt</p> <p>Cours donnés : 2 pts</p>	
<p>C5. Pour le critère O1, le soumissionnaire doit démontrer la pertinence du diplôme universitaire ou collégial par rapport à la sécurité des TI.</p>	2	<p>Le diplôme universitaire ou collégial est lié à la sécurité des TI = 2 pts</p> <p>Le diplôme universitaire ou collégial est modérément lié à la sécurité des TI = 1 pt</p> <p>Le diplôme universitaire ou collégial n'est pas lié à la sécurité des TI = 0 pt</p>	

Nombre maximum de points disponibles : 32

Nombre minimum de points requis : 22

3.0 Critères cotés – Sommaire des points

Section	Référence	Nombre maximum de points disponibles	Nombre minimum de points requis
---------	-----------	--------------------------------------	---------------------------------

2.1	C.3 Analyste de la C et A et des EMR en matière de sécurité des TI	36	25
2.2	C.1 Consultant en protection et en planification stratégique de la sécurité des TI	32	22
2.3	C.2 Analyste des méthodes, politiques et procédures en sécurité des TI	32	22
2.4	C.6 Ingénieur en sécurité des TI	32	22
2.5	C.7 Spécialiste en conception de la sécurité des TI	32	22
2.6	C.8 Analyste de la sécurité des réseaux	32	22
2.7	C.12 Spécialiste en gestion des incidents	32	22
2.8	C.5 Spécialiste de l'ICP	32	22
2.9	C.13 Spécialiste de la sécurité physique des TI	32	22
2.10	C.17 Spécialiste en sécurité des émissions (EMSEC)	32	22
	Nombre maximum de points disponibles – Total :	324	
	Nombre minimum de points requis – Total :		223

PIÈCE JOINTE 4.2

BARÈME DE PRIX

En ce qui concerne le « nombre estimatif de jours » indiqué ci-dessous dans la colonne (C*), ce nombre sert uniquement aux fins d'évaluation pendant le processus de demande de soumissions et ne représente pas un engagement relatif à une utilisation future.

PÉRIODE INITIALE DU CONTRAT :

Période contractuelle 1 Année 1				
	(B)	(C*)	(D)	(E)
Catégorie de la ressource	Niveau de compétence	Nombre de jours prévu	Taux quotidien ferme ou taux médian (s'il y a lieu)	Coût total (CxD)
C.1 Consultant en protection et en planification stratégique de la sécurité des TI	3	12	\$	\$
C.2 Analyste des méthodes, politiques et procédures en sécurité des TI	2	60	\$	\$
C.3 Analyste de la C et A et des EMR en matière de sécurité des TI	3	60	\$	\$
C.5 Spécialiste de l'ICP	3	12	\$	\$
C.6 Ingénieur en sécurité des TI	2	48	\$	\$
C.7 Spécialiste en conception de la sécurité des TI	2	12	\$	\$
C.8 Analyste de la sécurité des réseaux	3	12	\$	\$
C.12 Spécialiste en gestion des incidents	3	5	\$	\$
C.13 Spécialiste de la sécurité physique des TI	3	12	\$	\$
C.17 Spécialiste en sécurité des émissions (EMSEC)	3	7	\$	\$

Prix total (Période contractuelle – Année 1) :	<à déterminer> \$
---	--------------------------------

			Période contractuelle 2 Année 2	
	(B)	(C*)	(D)	(E)
Catégorie de la ressource	Niveau de compétence	Nombre de jours prévu	Taux quotidien ferme ou taux médian (s'il y a lieu)	Coût total (Cx D)
C.1 Consultant en protection et en planification stratégique de la sécurité des TI	3	12	\$	\$
C.2 Analyste des méthodes, politiques et procédures en sécurité des TI	2	60	\$	\$
C.3 Analyste de la C et A et des EMR en matière de sécurité des TI	3	60	\$	\$
C.5 Spécialiste de l'ICP	3	12	\$	\$
C.6 Ingénieur en sécurité des TI	2	48	\$	\$
C.7 Spécialiste en conception de la sécurité des TI	2	12	\$	\$
C.8 Analyste de la sécurité des réseaux	3	12	\$	\$
C.12 Spécialiste en gestion des incidents	3	5	\$	\$
C.13 Spécialiste de la sécurité physique des TI	3	12	\$	\$
C.17 Spécialiste en sécurité des émissions (EMSEC)	3	7	\$	\$
Prix total (Période contractuelle – Année 2) :				<à déterminer> \$

Période contractuelle 3 Année 3				
	(B)	(C*)	(D)	(E)
Catégorie de la ressource	Niveau de compétence	Nombre de jours prévu	Taux quotidien ferme ou taux médian (s'il y a lieu)	Coût total (Cx D)
C.1 Consultant en protection et en planification stratégique de la sécurité des TI	3	12	\$	\$
C.2 Analyste des méthodes, politiques et procédures en sécurité des TI	2	60	\$	\$
C.3 Analyste de la C et A et des EMR en matière de sécurité des TI	3	60	\$	\$
C.5 Spécialiste de l'ICP	3	12	\$	\$
C.6 Ingénieur en sécurité des TI	2	48	\$	\$
C.7 Spécialiste en conception de la sécurité des TI	2	12	\$	\$
C.8 Analyste de la sécurité des réseaux	3	12	\$	\$
C.12 Spécialiste en gestion des incidents	3	5	\$	\$
C.13 Spécialiste de la sécurité physique des TI	3	12	\$	\$
C.17 Spécialiste en sécurité des émissions (EMSEC)	3	7	\$	\$
Prix total (Période contractuelle – Année 3) :				<à déterminer> \$

PÉRIODES D'OPTION :

Période d'option 1 Année 4				
	(B)	(C*)	(D)	(E)
Catégorie de la ressource	Niveau de compétence	Nombre de jours prévu	Taux quotidien ferme ou taux médian (s'il y a lieu)	Coût total (CxD)
C.1 Consultant en protection et en planification stratégique de la sécurité des TI	3	12	\$	\$
C.2 Analyste des méthodes, politiques et procédures en sécurité des TI	2	60	\$	\$
C.3 Analyste de la C et A et des EMR en matière de sécurité des TI	3	60	\$	\$
C.5 Spécialiste de l'ICP	3	12	\$	\$
C.6 Ingénieur en sécurité des TI	2	48	\$	\$
C.7 Spécialiste en conception de la sécurité des TI	2	12	\$	\$
C.8 Analyste de la sécurité des réseaux	3	12	\$	\$
C.12 Spécialiste en gestion des incidents	3	5	\$	\$
C.13 Spécialiste de la sécurité physique des TI	3	12	\$	\$
C.17 Spécialiste en sécurité des émissions (EMSEC)	3	7	\$	\$
Prix total (Période d'option 1 – Année 4) :				<à déterminer> \$

Période d'option 2 Année 5				
	(B)	(C*)	(D)	(E)
Catégorie de la ressource	Niveau de compétence	Nombre de jours prévu	Taux quotidien ferme ou taux médian (s'il y a lieu)	Coût total (CxD)
C.1 Consultant en protection et en planification stratégique de la sécurité des TI	3	12	\$	\$
C.2 Analyste des méthodes, politiques et procédures en sécurité des TI	2	60	\$	\$
C.3 Analyste de la C et A et des EMR en matière de sécurité des TI	3	60	\$	\$
C.5 Spécialiste de l'ICP	3	12	\$	\$
C.6 Ingénieur en sécurité des TI	2	48	\$	\$
C.7 Spécialiste en conception de la sécurité des TI	2	12	\$	\$
C.8 Analyste de la sécurité des réseaux	3	12	\$	\$
C.12 Spécialiste en gestion des incidents	3	5	\$	\$
C.13 Spécialiste de la sécurité physique des TI	3	12	\$	\$
C.17 Spécialiste en sécurité des émissions (EMSEC)	3	7	\$	\$
Prix total (Période d'option 2 – Année 5) :				<à déterminer> \$

Période d'option 3 Année 6				
	(B)	(C*)	(D)	(E)
Catégorie de la ressource	Niveau de compétence	Nombre de jours prévu	Taux quotidien ferme ou taux médian (s'il y a lieu)	Coût total (CxD)
C.1 Consultant en protection et en planification stratégique de la sécurité des TI	3	12	\$	\$
C.2 Analyste des méthodes, politiques et procédures en sécurité des TI	2	60	\$	\$
C.3 Analyste de la C et A et des EMR en matière de sécurité des TI	3	60	\$	\$
C.5 Spécialiste de l'ICP	3	12	\$	\$
C.6 Ingénieur en sécurité des TI	2	48	\$	\$
C.7 Spécialiste en conception de la sécurité des TI	2	12	\$	\$
C.8 Analyste de la sécurité des réseaux	3	12	\$	\$
C.12 Spécialiste en gestion des incidents	3	5	\$	\$
C.13 Spécialiste de la sécurité physique des TI	3	12	\$	\$
C.17 Spécialiste en sécurité des émissions (EMSEC)	3	7	\$	\$
Prix total (Période d'option 3 – Année 6) :				<à déterminer> \$

Prix total de la soumission : (Période contractuelle, année 1 + Période contractuelle, année 2 + Période contractuelle, année 3 + Période d'option 1, année 4 + Période d'option 2, année 5 + Période d'option 3, année 6) Montant à déterminer
--

PIÈCE JOINTE 5.1

PROGRAMME DE CONTRATS FÉDÉRAUX POUR L'ÉQUITÉ EN MATIÈRE D'EMPLOI – ATTESTATION

Je, le soumissionnaire, en présentant les renseignements suivants à l'autorité contractante, atteste que les renseignements fournis sont exacts à la date indiquée ci-dessous. Les attestations fournies au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment. Je comprends que le Canada déclarera une soumission non recevable, ou un entrepreneur en situation de défaut, si une attestation est jugée fausse, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions ou pendant la durée du contrat. Le Canada se réserve le droit d'exiger des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations du soumissionnaire. Le non-respect de toute demande ou exigence imposée par le Canada peut rendre la soumission irrecevable ou constituer un manquement au contrat.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur le Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi, consulter le site Web du Programme du travail d'Emploi et Développement social Canada.

Date : _____ (AAAA/MM/JJ) [Si aucune date n'est indiquée, la date de clôture des soumissions sera utilisée.]

Répondre aux questions A et B.

A. Cocher une seule case :

- ☐ A1. Le soumissionnaire atteste qu'il n'a aucun effectif au Canada.
- ☐ A2. Le soumissionnaire atteste qu'il est un employeur du secteur public.
- ☐ A3. Le soumissionnaire atteste qu'il est un employeur régi par le gouvernement fédéral assujetti à la Loi sur l'équité en matière d'emploi.
- ☐ A4. Le soumissionnaire atteste qu'il a un effectif combiné de moins de 100 employés au Canada (l'effectif combiné comprend les employés permanents à temps plein, les employés permanents à temps partiel et les employés temporaires; les employés temporaires comprennent seulement ceux qui ont travaillé pendant 12 semaines ou plus au cours d'une année civile et qui ne sont pas des étudiants à temps plein).
- A5. Le soumissionnaire a un effectif combiné de 100 employés ou plus au Canada.
- ☐ A5.1 Le soumissionnaire atteste qu'il a conclu un Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi valide avec le Programme du travail d'Emploi et Développement social Canada et que cet accord est en vigueur.

OU

- ☐ A5.2 Le soumissionnaire atteste qu'il a présenté le formulaire « Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi » (LAB1168) au Programme du travail d'Emploi et développement social Canada. Comme il s'agit d'une condition d'attribution du contrat, l'entrepreneur doit remplir le formulaire « Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi » (LAB1168), le signer en bonne et due forme et le transmettre au Programme du travail d'Emploi et développement social Canada.

B. Cocher une seule case :

- ☐ B1. Le soumissionnaire ne fait pas partie d'une coentreprise.

OU

- () B2. Le soumissionnaire fait partie d'une coentreprise et chaque membre de la coentreprise doit fournir à l'autorité contractante l'annexe intitulée « Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation » remplie. (Voir la section sur les coentreprises des instructions uniformisées.)

Avis de projets de marchés (APM)

Besoin de services professionnels en informatique centrés sur les tâches (SPICT)

Numéro de la demande de soumissions : W7714-125509/A
Autorité contractante : Arden Aresta
Nom de l'organisation : TPSGC/DASIT
Numéro de téléphone : 873-469-4958
Adresse électronique : arden.aresta@tpsgc-pwgsc.gc.ca

Le présent besoin est pour : Ministère de la Défense nationale - Recherche et développement pour la défense Canada (MDN-RDDC)

Seuls les titulaires d'AMA pour les SPICT qui détiennent actuellement un AMA pour des SPICT au palier 6, pour les catégories de ressources énumérées ci-dessous sous la rubrique «Description du besoin», et dans la Région de la capitale nationale en vertu la série d'AMA n° EN578-170432 peuvent présenter une soumission. L'AMA pour des SPICT n° EN578-170432 est incorporé par renvoi et fait partie de la présente demande de soumissions, comme s'il y était formellement reproduit, et est assujéti aux conditions contenues dans la présente demande de soumissions.

Description du besoin :

La portée de ce besoin est la prestation de services d'évaluation et d'autorisation de sécurité qui seront fournis «à la demande» à Ottawa (Ontario). Des services de gestion de l'information et de technologie de l'information (GI / TI) seront offerts à l'appui du Centre de recherche d'Ottawa de RDDC.

Les soumissionnaires doivent soumettre une soumission pour toutes les catégories de ressources. Le Soumissionnaire doit proposer une ressource pour chacune des catégories suivantes :

- C.1 Consultant en protection et en planification stratégique de la sécurité des TI - niveau 3
- C.2 Analyste des méthodes, politiques et procédures en sécurité des TI - niveau 2
- C.3 Analyste de la C et A et des EMR en matière de sécurité des TI - niveau 3
- C.5 Spécialiste de l'ICP - niveau 3
- C.6 Ingénieur en sécurité des TI - niveau 2
- C.7 Spécialiste en conception de la sécurité des TI - niveau 2
- C.8 Analyste de la sécurité des réseaux - niveau 3
- C.12 Spécialiste en gestion des incidents - niveau 3
- C.13 Spécialiste de la sécurité physique des TI - niveau 3
- C.17 Spécialiste en sécurité des émissions (EMSEC) - niveau 3

Date de début prévue :

May 2017

Exigences en matière de sécurité :

LVERS : LVERS personnalisé

Niveau minimal d'attestation de sécurité requis pour les entreprises : OTAN SECRET

Niveau minimal d'attestation de sécurité requis pour les ressources : OTAN SECRET

Nombre de contrats et de périodes proposés :

Il est prévu d'aboutir à l'attribution d'un contrat pour une période de trois ans plus trois options irrévocables d'un an permettant au Canada de prolonger la durée du contrat.

Titulaires :

Nom de l'entrepreneur : IBISKA Telecom Inc.

Durée du contrat : 19 septembre 2010 au 18 mai 2017

Valeur du contrat : 2 260 000.00\$ (les taxes applicables sont en sus)

AVIS IMPORANT AUX SOUMISSIONNAIRES :

La méthode de prestation de services professionnels en informatique centrés sur les tâches (SPICT) est mise à jour chaque année. Si vous souhaitez connaître la façon de devenir un « titulaire d'AMA qualifié », veuillez communiquer avec :

RCNMDAI.-NCRIMOS@pwgsc.gc.ca